



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération
Bureau de gestion des personnels enseignants et des
personnels de la filière formation recherche / BE2FR
78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

**Direction générale de l'enseignement et de la
recherche
Service de l'enseignement technique
Sous-direction des établissements, des dotations et
des compétences
Bureau des dotations et des compétences
Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération
Bureau de gestion des personnels contractuels /
BPCO**

Note de service

SG/SRH/SDCAR/2020-35

16/01/2020

Date de mise en application : 16/01/2020

Diffusion : Tout public

Cette instruction abroge :

DGER/SDEDC/2017-999 du 15/12/2017 : Barème de classement des candidatures à la mutation des personnels enseignants et d'éducation stagiaires et titulaires dans le cadre de la campagne annuelle ouverte par la note de service DGER/SDEDC/2017-951 du 30 novembre 2017, pour une affectation à la rentrée scolaire 2018 et informations complémentaires.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 12

Objet : campagne annuelle de mobilité des personnels enseignants et d'éducation de l'enseignement technique agricole public (personnels stagiaires, titulaires et contractuels à durée indéterminée) et sous statut agriculture de l'enseignement maritime : règles et procédure – rentrée scolaire 2020.

Destinataires d'exécution
DRAAF et DAAF / SRFD et SFD EPLEFPA et EPN MTES ENSFEA Organisations syndicales

Résumé : la présente note de service définit les modalités de dépôt et de traitement des demandes de mutation, pour la rentrée scolaire 2019, des personnels enseignants et CPE, stagiaires, titulaires et contractuels à durée indéterminée.

Textes de référence : Loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (not. article 60) ;
Décret n° 71-618 du 16 juillet 1971 fixant les obligations de service hebdomadaire des personnels d'enseignement et des personnels d'éducation physique et sportive des établissements publics d'enseignement et de formation professionnelle agricoles ;
Décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel ;
Décret n° 85 986 du 16 septembre 1985 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'État et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions ;
Décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat
Décret n° 90-89 du 24 janvier 1990 relatif au statut particulier des conseillers principaux d'éducation des établissements d'enseignement agricole (notamment son article 15) ;
Décret n° 90-90 du 24 janvier 1990 relatif au statut particulier des professeurs de lycée professionnel agricole (notamment son article 22) ;
Décret n° 91-166 du 12 février 1991 relatif à l'indemnité de première affectation allouée à certains personnels enseignants relevant du ministre chargé de l'agriculture ;
Décret n° 92-778 du 3 août 1992 relatif au statut particulier des professeurs certifiés de l'enseignement agricole (notamment ses articles 35 et 36) ;
Décret n°94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'état et de ses établissements publics ;
Décret n°95-313 du 21 mars 1995 relatif au droit de mutation prioritaire et au droit à l'avantage spécifique d'ancienneté accordés à certains agents de l'Etat affectés dans les quartiers urbains particulièrement difficiles ;
Décret n°95-979 du 25 août 1995 modifié relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
Décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires
Circulaire DGER/SDACE/C2004-2007 « MAYAJUR » du 16-08-2004 ;
Circulaire SG/SRH/SDDPRS/C2009-1005 du 20 avril 2009 "Indemnité de départ volontaire – Aides aux restructurations" ;
Note de service DGER/SDEDC/N° 2010-2022 du 23 février 2010 relative à la place des professeurs agrégés au sein de l'enseignement agricole technique public (modifiée).

La présente note de service définit les modalités de dépôt et de traitement des demandes de mutation, pour la rentrée scolaire 2020, des personnels enseignants et d'éducation, stagiaires, titulaires et contractuels à durée indéterminée, gérés par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation (MAA) sur les postes publiés en annexe¹, offerts dans les lycées des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPLFPA) ou en services et établissements publics relevant de ce ministère.

Relèvent également de cette note :

- les demandes de mutation des personnels titulaires précités sur les postes offerts en lycées professionnels maritimes et aquacoles (LPM/LPMA) relevant du ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES) et devant être pourvus, dans le cadre de la convention de gestion en date du 22 mars 2004, complétée le 11 décembre 2007, par des agents relevant des corps enseignants et d'éducation du MAA.
- les demandes de mobilité visant à une reconversion professionnelle (par reconnaissance de double compétence ou par la voie du détachement) dans le cadre des modalités définies par la note de service DGER/SDEDC 2018-720 du 25 septembre 2018, faisant suite à une déclaration d'intention de mobilité effectuée au titre de la rentrée scolaire 2020 conformément au point 1.2 a) de la note de service SG/SRH/SDCAR/n° 2019-699 du 10 octobre 2019 .

Les candidatures sur les postes de directeurs de centres (CFA, CFPPA, exploitation agricole, ateliers technologiques, sous statut d'emploi et hors statut d'emploi) et de direction d'EPLFPA (directeurs et directeurs adjoints sous statut d'emploi) font l'objet de notes de service distinctes. De même, la mobilité des agents contractuels d'enseignement bénéficiant d'un contrat à durée déterminée (ACEN CDD) fera également l'objet d'une note spécifique au printemps 2020.

Enfin, les demandes de congé de formation professionnelle et de congé de mobilité font l'objet d'une note de service spécifique publiée le même jour que la présente note de service.

La présente note, d'une part, rappelle les dispositions générales de la mobilité sur les postes d'enseignement et d'éducation (personnels concernés et grands principes) ainsi que les règles applicables selon les personnels et, d'autre part, publie la liste des postes offerts au titre de 2020 :

- A - Dispositions générales :
 - I- Personnels concernés
 - II- Demandes de mutation
- B - Règles générales de mutation
 - I- Agents titulaires
 - II- Agents stagiaires
 - III- Agents ayant la qualité de travailleurs handicapés recrutés par la voie contractuelle
 - IV- Agents contractuels d'enseignement et d'éducation bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée
 - V- Postes spécifiques
 - VI- Situations administratives particulières
 - VII- Envoi des dossiers par les agents
 - VIII- Accusé de réception
 - IX- Modalités de recours
- C - Liste des postes offerts au titre de la rentrée scolaire 2020

Elle est enfin complétée par 7 annexes relatives au dossier de candidature (numérotées de 1 à 7) et de 4 annexes relatives à la publication des postes (numérotées de A à D).

¹ Annexes A, B, C et D

A – DISPOSITIONS GENERALES

I- Personnels concernés :

1. Les agents des corps suivants relevant du MAA, à savoir :

- les professeurs certifiés de l'enseignement agricole (PCEA), titulaires et stagiaires ;
- les professeurs de lycée professionnel agricole (PLPA), titulaires et stagiaires ;
- les conseillers principaux d'éducation des établissements d'enseignement agricole (CPE), titulaires et stagiaires ;
- les ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement (IAE) titulaires ;
- les ingénieurs des ponts et forêt (IPEF) titulaires.

qui se portent candidats sur des postes offerts au sein des lycées des EPLEFPA, d'établissements publics d'enseignement supérieur agricole, des établissements publics nationaux et des services relevant du ministre chargé de l'agriculture et des établissements publics d'enseignement maritime relevant du MTES, publiés en annexe de la présente note de service.

S'agissant des enseignants et CPE stagiaires, il convient de préciser que :

- sous réserve des dispositions particulières du B – II, la participation à la mobilité est obligatoire pour les stagiaires lauréats de concours externes affectés administrativement à l'école nationale supérieure de formation de l'enseignement agricole (ENSFEA) le temps de leur scolarité, ainsi que pour les lauréats des concours internes affectés sur un poste d'ajustement pour leur année de stage, afin qu'ils obtiennent leur affectation comme titulaire ;
- la participation à la mobilité est facultative pour les lauréats des concours internes affectés sur un poste de titulaire pour leur année de stage.

2. Les enseignants du second degré relevant du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse (MENJ) - professeurs agrégés de l'enseignement du second degré, professeurs certifiés, chargés d'enseignement, professeurs d'éducation physique et sportive, et professeurs de lycée professionnel respectivement régis par les décrets n^{os} 72-580, 72-581, 72-582 du 4 juillet 1972, n^o 80-627 du 4 août 1980 et n^o 92-1189 du 6 novembre 1992), qu'ils soient actuellement en poste en lycée agricole ou non, peuvent se porter candidat sur les postes publiés aux annexes A et C de la présente note de service.

Les enseignants du second degré relevant du MENJ qui ne sont pas déjà affectés en lycée agricole verront leur candidature examinée après expertise de leur compétence à enseigner la discipline du poste demandé.

3. Les agents bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée (CDI) peuvent se porter candidats sur les postes publiés en annexe de la présente note, s'ils souhaitent changer d'affectation ou s'ils sont contraints à la mobilité. Ces situations sont précisées au point B-IV-2^o *infra*.

Leur candidature sera examinée après les affectations des personnels titulaires et stagiaires.

Si dans leur ensemble les personnels sus-mentionnés peuvent se porter candidat sur tous les postes d'enseignement et d'éducation publiés, ces postes restent par principe prioritairement attribués aux agents du corps attendu.

SITUATIONS PARTICULIERES :

La situation des agents placés en congé parental ou en disponibilité, mis à disposition ou en détachement, qui souhaitent réintégrer un poste à la rentrée scolaire 2020, est précisée au point B – VI *infra*.

Enfin, les agents en congé de mobilité ou en congé de formation professionnelle ne participent au mouvement que s'ils souhaitent faire mobilité sur un autre poste que celui occupé antérieurement à leur départ en congé.

II- Demandes de mutation

1°- Généralités

La mobilité sur les postes d'enseignement et d'éducation est organisée en un seul cycle annuel. Elle s'inscrit dans le cadre des principes posés par la loi du 11 janvier 1984 (notamment les articles 60, 62 et 62 *bis*), par les lignes directrices de gestion fixées en application du décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019², et enfin, pour les personnels enseignants et d'éducation, par le barème joint à la présente note (annexe 7).

Il en résulte que les priorités définies par les articles 60 et 62 *bis* de la loi du 11 janvier 1984 et la prise en compte des demandes individuelles des agents et de leur situation de famille sont conditionnées par leur compatibilité avec le bon fonctionnement du service.

Les priorités légales applicables aux personnels **titulaires et stagiaires** entrant dans le champ de la campagne de mobilité concernent :

- les fonctionnaires dont l'emploi est supprimé dans le cadre d'une restructuration d'un service de l'Etat ou de l'un de ses établissements publics ;
- les fonctionnaires séparés de leur conjoint pour des raisons professionnelles, ainsi qu'aux fonctionnaires séparés pour des raisons professionnelles du partenaire avec lequel ils sont liés par un pacte civil de solidarité s'ils produisent la preuve qu'ils se soumettent à l'obligation d'imposition commune prévue par le code général des impôts ;
- aux fonctionnaires en situation de handicap relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 5212-13 du code du travail ;
- aux fonctionnaires qui exercent leurs fonctions, pendant une durée et selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat, dans un quartier urbain où se posent des problèmes sociaux et de sécurité particulièrement difficiles ;
- aux fonctionnaires qui justifient du centre de leurs intérêts matériels et moraux dans une des collectivités régies par les articles 73 et 74 de la Constitution ou en Nouvelle-Calédonie ;
- aux fonctionnaires, y compris relevant d'une autre administration, dont l'emploi est supprimé et qui ne peuvent être réaffectés sur un emploi correspondant à leur grade dans leur service.

A compter du 1^{er} janvier 2020, sont introduits de nouveaux critères, établis à titre subsidiaire, pouvant conférer une priorité aux fonctionnaires ayant exercé leurs fonctions pendant une durée minimale dans un territoire ou dans une zone rencontrant des difficultés particulières de recrutement ou aux fonctionnaires ayant la qualité de proches aidants au sens de la sous-section 3 de la section 1 du chapitre II du titre IV du livre Ier de la troisième partie du code du travail.

Conformément aux statuts particuliers des corps de PCEA, PLPA, IAE, IPEF et CPE et aux dispositions du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 applicables aux agents contractuels en CDI, il revient au ministre chargé de l'agriculture et, par délégation, à ses services, de définir les conditions de dépôt des demandes de mobilité, de prononcer les mutations, et d'établir le tableau annuel des mutations. Sous réserve des

² Décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires et **note de service n° 2020-XXXXX relative aux lignes directrices de gestion**

mutations prononcées en cours d'année, notamment dans l'intérêt du service, les décisions d'affectation prennent effet à la rentrée scolaire.

Aucun agent ayant participé à la campagne de mobilité ne pourra être muté sur un poste qui ne figure pas sur l'une des listes publiées en annexe de la présente note de service. Tout poste qui se libérerait après la dernière publication des résultats de la mobilité pourra être pourvu, **à titre provisoire**, par un lauréat de concours interne de l'année scolaire 2020-2021, un agent titulaire demandant sa réintégration à l'issue d'une disponibilité ou d'un détachement, ou par un agent contractuel en CDD ou CDI. Ces postes seront en tout état de cause publiés au mouvement de l'année scolaire suivante. Les postes à profil peuvent faire exception à cette règle.

Les postes libérés par des agents faisant valoir leurs droits à pension de retraite ne pourront être pourvus par des titulaires que si la date de radiation des cadres est antérieure au 15 novembre 2020 et a été enregistrée par le bureau des pensions du secrétariat général à la date de la dernière publication des résultats de la mobilité.

Il est instamment rappelé qu'en signant le formulaire de demande de mutation, l'agent s'engage à **accepter obligatoirement la mutation ou l'affectation** qu'il aura obtenue dans le cadre du mouvement.

Néanmoins, une demande de renonciation à la mutation en vue d'un maintien sur le poste occupé pourra être prise en compte **après** l'envoi de la notification d'affectation par le service des ressources humaines **uniquement** dans les cas suivants :

- décès du conjoint ou d'un enfant ;
- situation médicale aggravée des personnes à charge causant des entraves avérées à la mobilité ;
- événement de la vie privée d'une gravité exceptionnelle ;
- perte d'emploi du conjoint ;
- mutation du conjoint fonctionnaire dans le cadre d'un autre mouvement de personnel de la fonction publique d'Etat ;
- mutation imprévisible et imposée du conjoint ;
- obtention d'un autre poste dans le cadre d'une campagne de mobilité hors enseignement.

Cette demande, accompagnée des justificatifs, doit être **envoyée par courriel** sur l'adresse fonctionnelle mobilite-enseignement-technique.sg@agriculture.gouv.fr, avec pour objet « **DEMANDE DE RENONCIATION** ».

Les modalités de mobilité entre les corps d'enseignement et d'éducation du ministère de l'agriculture, en application de l'article 62 de la loi 84-16 du 11 janvier 1984, sont définies au II.3 de la note DGER/SDEDC/2018-720 du 25 septembre 2018 relative aux dispositifs d'appui individuel mis en œuvre pour accompagner les PLPA, les PCEA et les CPE, affectés dans un EPLEFPA, dans un projet de mobilité tendant à une réorientation du parcours professionnel ou en situation de reclassement.

Ce dispositif s'inscrit dans le calendrier de la mobilité.

2° - La fiche de vœu(x)

Les formulaires à utiliser pour solliciter une mutation ou une affectation sont annexés à la présente note³. Les modalités et le calendrier d'envoi des candidatures sont précisés au point VII ci-dessous. Le respect de la date limite de dépôt, soit le **jeudi 30 janvier 2020**, sera strictement contrôlé.

³ page de garde et annexes n°1 à 6

2.1 Dossier de mobilité des candidats fonctionnaires (titulaires et stagiaires)

Quel que soit le poste sur lequel un agent fonctionnaire se porte candidat pour la rentrée scolaire 2020, il **doit joindre** à sa demande de mutation **la page de garde du dossier mobilité et l'annexe 6 de la présente note, dûment complétées.**

Il doit cocher sur cette annexe 6 uniquement les rubriques correspondant à sa situation, qui déterminent **les pièces qu'il devra produire** pour sa prise en compte dans le cadre du barème de classement des demandes de mobilité (annexe 7). Pour une demande de mutation sur postes d'enseignant ou de CPE, il convient de compléter, **les annexes 1 et 4.**

Pour une demande de mutation ou d'affectation sur postes à profil (chargé de mission, animateur de réseau ...) ou d'enseignement en établissement d'enseignement supérieur agricole, il convient de compléter **les annexes 2, 3 et 4.**

Les agents titulaires placés en congé parental, en disponibilité, mis à disposition ou en détachement, ou bénéficiant d'une décharge syndicale totale et qui souhaitent réintégrer un poste d'enseignant ou de CPE à la rentrée scolaire 2020 ainsi que les agents en congé de mobilité ou en congé de formation professionnelle qui souhaitent changer de poste transmettront, **outre la page de garde et l'annexe 6, les annexes 1 et 4** (demande de mutation et accusé de réception) au SRFD / SFD **de la région où ils étaient en poste antérieurement à leur situation actuelle.**

Les agents **titulaires affectés à titre provisoire et exceptionnel sur des postes d'ajustement (ACEN) pour une année, doivent** formuler **au moins six vœux.**

Les demandes doivent être établies avec soin et précision. Les pièces justificatives requises seront obligatoirement jointes au dossier pour pouvoir être prises en compte. Les demandes postées **hors délai (après le 30 janvier 2020)**, illisibles ou incomplètes ne seront **pas prises en compte.**

2.2 Dossier de mobilité des candidats agents contractuels d'enseignement (ACEN) en CDI

Quel que soit le poste sur lequel un ACEN CDI se porte candidat pour la rentrée scolaire 2020, il **doit joindre** à sa demande de mutation **la page de garde du dossier mobilité dûment renseignée.**

Pour une demande de mutation sur postes d'enseignant ou de CPE, il convient de compléter, **les annexes 1 et 4.**

Pour une demande de mutation ou d'affectation sur postes à profil (chargé de mission, animateur de réseau ...) ou d'enseignement en établissement d'enseignement supérieur agricole, il convient de compléter **les annexes 2, 3 et 4.**

Les ACEN CDI placés en congé non rémunéré pour raisons familiales et personnelles qui souhaitent retrouver un poste d'enseignant ou de CPE à la rentrée scolaire 2020 transmettront **la page de garde et les annexes 1 et 4** (demande de mutation et accusé de réception) au SRFD / SFD **de la région où ils étaient en poste antérieurement à leur situation actuelle.**

Les demandes doivent être établies avec soin et précision. Les pièces justificatives requises seront obligatoirement jointes au dossier pour pouvoir être prises en compte. Les demandes postées **hors délai, soit après le 30 janvier 2020**, illisibles ou incomplètes ne seront **pas prises en compte.**

2.3 Dispositions communes

Il est conseillé aux agents, avant de s'engager sur leurs vœux, de prendre contact avec les chefs d'établissement afin d'avoir connaissance :

- du ou des sites correspondant au poste (établissements multi-sites ou centres multi-sites : affectation administrative sur le premier des sites mentionnés en précision sur l'annexe A) ;
- d'une possibilité de service réparti sur deux établissements (affectation administrative sur le premier des établissements mentionnés en précision sur l'annexe A, avec complément de service sur le second établissement).

3° - Justificatifs à produire par l'agent pour permettre l'examen précis de sa situation individuelle

En dehors des demandes d'affectation sur les postes spécifiques, dits « à profil », les candidats à un même poste sont départagés en fonction des règles et priorités définies aux articles 60 et 62 bis de la loi du 11 janvier 1984 et du barème publié en annexe 7.

A cet égard, sont prises en compte les situations individuelles et familiales suivantes, **sous réserve de la production des justificatifs correspondants au plus tard le 30 janvier 2020** :

- agent dont l'emploi est supprimé dans le cadre d'une restructuration d'un service de l'Etat ou de l'un de ses établissements publics ;
- agent marié dont le mariage est intervenu au plus tard le 31 décembre 2019 (avec prise en compte de la distance et de la durée de la séparation en cas de rapprochement de conjoint) ;
- agent lié par un pacte civil de solidarité (Pacs) établi au plus tard au 31 décembre 2019 (avec prise en compte de la distance et de la durée de la séparation en cas de rapprochement de partenaires) ;
- agent en situation de handicap relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 5212-13 du code du travail ;
- agent qui exerce ses fonctions dans un quartier prioritaire de la politique de la ville, depuis au moins cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2000, et selon les modalités fixées par le décret n° 95-313 du 21 mars 1995 ;
- agent ayant la qualité de proche aidant au sens de la sous-section 3 de la section 1 du chapitre II du titre IV du livre Ier de la troisième partie du code du travail ;
- agent non marié, ni Pacsé ayant un enfant de moins de 20 ans ou à charge fiscalement reconnu par les deux parents ;
- agent non marié ayant reconnu par anticipation, au plus tard le 31 décembre 2019, un enfant à naître ;
- agent vivant en concubinage (article 515-8 du code civil), au plus tard au 31 décembre 2019 ;
- agent non remarié, ni Pacsé ou célibataire ayant la garde d'un ou plusieurs enfants de moins de 20 ans au 31 décembre 2019, résidant chez lui (seuls les enfants à la charge de l'agent sont pris en compte) ;
- agent assurant la garde partagée de son (ou de ses) enfant(s) de moins de 20 ans ou à charge fiscalement.
La résidence principale de l'enfant doit être fixée au domicile de l'agent concerné. Toutefois, les situations de garde conjointe et de garde alternée sont prises en compte dès lors que les vœux formulés ont pour objet de se rapprocher de la résidence du ou des enfant(s) ;
- agent en situation de parent isolé ;
- agent ayant à charge fiscalement un ou des enfants ou ascendants directs ou ascendants ;
- agents de l'enseignement technique agricole mariés, Pacsés ou vivant en concubinage avant le 31 décembre 2019 souhaitant une affectation double afin de préserver leur vie commune.

La prise en compte de ces situations individuelles est subordonnée à la production des pièces justificatives correspondantes dont la liste est rappelée dans l'annexe 6 selon les situations.

Pour être prises en compte, les situations individuelles se rapportant à l'état-civil, la situation matrimoniale et la composition de la famille doivent en outre avoir été mises à jour dans le SIRH (RENOIRH). **Cette démarche, à réaliser auprès du gestionnaire de proximité chargé des ressources humaines de leur structure d'affectation, relève de la responsabilité de chaque agent.**

En cas d'anomalie, les agents feront une demande de correction dans RENOIRH auprès de ce gestionnaire de proximité **et** transmettront leur fiche de vœux accompagnée de la photocopie des pièces

justificatives au bureau des dotations et des compétences (BDC) de la DGER. Les autres informations nécessaires à l'étude du dossier (avis médicaux, décisions de justice, attestation de l'activité professionnelle du conjoint, justificatifs concernant la garde des enfants) sont également à communiquer à ce même bureau.

B– REGLES GENERALES DE MUTATION

I – AGENTS TITULAIRES

1°- Principe général

Les priorités légales rappelées en partie A s'appliquent aux titulaires et aux stagiaires. Dans le respect de ces priorités, tout agent stagiaire est prioritaire sur un poste proposé aux agents de son corps sur un titulaire d'un autre corps.

Tout agent PCEA est prioritaire sur un poste identifié PCEA et tout agent PLPA est prioritaire sur un poste identifié PLPA, sauf en ce qui concerne les postes offerts dans les disciplines suivantes : éducation socioculturelle, documentation et technologie informatique et multimédia (TIM).

Enfin, tout agent IAE est prioritaire sur un poste identifié IAE.

2°- Situations particulières

Les situations particulières sont prises en compte dans l'appréciation de chaque demande de mutation.

La prise en compte de ces éléments permet à l'administration de disposer d'une vision d'ensemble de la situation spécifique de chacun des candidats qui se positionnent sur un même poste, et, notamment, de départager, d'une part, plusieurs candidats prioritaires au regard des dispositions des articles précités de la loi du 11 janvier 1984 précitée et, d'autre part, plusieurs candidats dont la situation ne relève pas de ces priorités.

2.1 Prise en compte de l'expérience professionnelle et de l'ancienneté sur le poste occupé :

L'expérience professionnelle acquise par les agents sur le poste qu'ils occupent et ceux qu'ils ont occupés précédemment, ainsi que **leur ancienneté dans le corps** auquel ils appartiennent sont prises en compte pour rechercher la meilleure adéquation avec le poste demandé et le contexte professionnel.

La durée d'affectation sur un poste est prise en compte en cas de demande de réintégration à l'issue d'un congé parental sur un autre poste que celui antérieurement occupé.

2.2 Cas particulier des mutations en outre-mer

Pour la mutation ou l'affectation sur les postes situés dans les départements et régions d'outre mer (DROM : Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion et Mayotte), il est tenu compte des centres d'intérêt matériels et moraux (CIMM) si au moins quatre des critères rappelés en annexe sont réunis.

Les agents en fin de séjour dans les collectivités de Nouvelle-Calédonie ou de Wallis-et-Futuna en décembre 2020 qui souhaitent obtenir une affectation sur un poste publié en annexe de la présente note de service doivent participer à cette campagne de mobilité. Leur affectation sera prononcée au 1^{er} septembre 2020, mais ils ne rejoindront leur poste qu'en février 2021. Les chefs des SFD de Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna veilleront particulièrement à l'application de cette mesure.

2.3 Affectation des futurs néo-titulaires

Dans les conditions fixées par le décret du 12 février 1991 mentionné en référence, **la première affectation en qualité d'enseignant titulaire dans les établissements déficitaires en personnels titulaires** mentionnés dans l'arrêté du 10 janvier 2020 publiés au *JORF* n° 0011 du 14 janvier 2020 (cf. annexe 5 de la présente circulaire), donne lieu au versement d'une **indemnité de première affectation**. Les enseignants stagiaires qui doivent participer à la mobilité pour obtenir **leur premier poste après titularisation à la rentrée scolaire 2020** sont ainsi incités à postuler dans ces établissements.

La durée d'affectation dans ces établissements est également prise en compte, dans le barème, pour l'appréciation des demandes de mobilité des agents candidats concernés, quel que soit le poste d'enseignement ou d'éducation demandé. .

2.4 Changement de quotient de service

Seuls des postes à temps complet sont publiés en annexe de la présente note de service.

Les enseignants qui occupent, à titre exceptionnel, un demi poste et qui souhaitent accomplir un service à temps plein à la rentrée scolaire 2020 doivent impérativement participer à la campagne de mobilité, afin d'obtenir un poste de titulaire entier correspondant à leur discipline de recrutement ou de double compétence reconnue.

En cas de vacance d'un poste au sein de leur établissement d'affectation, dans leur discipline, la demande de mutation de ces agents sera examinée pour leur assurer une affectation à 100%. La même règle s'applique aux demandes des agents affectés à 50% sur un établissement et à 50% dans un autre établissement si un poste à 100% se libère sur l'un des deux établissements, également dans leur discipline.

2.5 Compléments de service

En application du décret du 16 juillet 1971 mentionné en référence (art. 10), **le service des personnels enseignants qui ne peuvent assurer leur maximum hebdomadaire dans le centre d'enseignement où ils ont été affectés peut être réparti sur plusieurs lycées, sites de lycée ou EPLEFPA**. Ces **compléments de service**, qui concernent uniquement l'enseignement de la discipline de recrutement ou de double compétence des agents concernés, sont organisés à l'initiative des autorités académiques entre lycées, sites de lycées ou EPLEFPA situés dans un rayon maximal d'une heure (du domicile ou du lieu de travail).

L'article 8 du même décret autorise, par ailleurs, qu'un enseignant qui n'accomplit pas la totalité de ses obligations de service dans l'enseignement de sa spécialité puisse, si les besoins du service l'exigent, être tenu de participer à l'enseignement d'une autre spécialité. Le complément qui lui est demandé doit alors être conforme à ses compétences.

Dans l'hypothèse d'un complément de service dans une catégorie de postes qui compte plusieurs enseignants, un dialogue entre l'autorité académique, les chefs d'établissements et les enseignants concernés permet de désigner le ou les agents qui doivent assurer un complément de service. Peuvent être pris en compte dans la désignation de l'agent : la distance géographique du domicile, le besoin en compétence, l'expérience de l'agent ou tout autre critère objectif corrélé. **A défaut d'accord, l'autorité académique désigne l'agent concerné.**

Les professeurs qui enseignent dans deux établissements différents, bénéficient d'une réduction de service d'une heure après autorisation du DRAAF-SRFD / DAAF-SFD.

Les remboursements des frais de déplacement des enseignants qui assurent un complément de service dans un autre établissement ou site de l'EPLEFPA que celui où ils ont été affectés sont régis par le décret

n° 90-437 du 28 mai 1990 relatif aux conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain.

II – AGENTS STAGIAIRES

1° - Principe général

Ont la qualité de stagiaires, les lauréats des concours internes et, externes d'accès aux corps enseignants et des conseillers principaux d'éducation, ainsi que les agents nommés dans le corps des professeurs certifiés de l'enseignement agricole (PCEA) par la voie de la liste d'aptitude.

Les stagiaires issus des concours externes effectuant actuellement leur année de stage à l'ENSFEA **sont tenus, de présenter une demande** d'affectation sur des postes proposés dans les annexes A et B de la présente note de service.

Les stagiaires issus des concours internes effectuant actuellement leur année de stage au sein d'un établissement **sont tenus de présenter une demande de mutation** uniquement s'ils sont affectés sur un poste d'ajustement. S'ils effectuent leur stage sur un poste de titulaire, ils peuvent y être titularisés et leur participation à la mobilité est facultative, s'ils souhaitent changer d'affectation.

Pour la mise en œuvre de la priorité légale visée à l'article 60 de la loi du 11 janvier 1984 précitée relative au rapprochement de conjoint ou de partenaire de PACS, est pris en compte :

- pour les stagiaires issus des concours externes, l'établissement dans lequel ils effectuent leur stage opérationnel principal ;
- pour les stagiaires issus des concours internes, leur EPLEFPA d'affectation pour l'année scolaire 2019-2020.

Pour la primo affectation comme titulaire, tout PCEA stagiaire est prioritaire sur un PLPA stagiaire pour un poste PCEA. Tout PLPA stagiaire est prioritaire sur un PCEA stagiaire pour un poste PLPA. S'agissant des postes en éducation socioculturelle, documentation et TIM, les modalités sont identiques à celles décrites ci-dessus au I pour les titulaires.

Sous réserve du bénéfice d'une priorité légale, afin de départager plusieurs stagiaires postulant sur un même poste, l'affectation est prononcée après prise en compte des critères suivants :

- **1. la nature du concours**
- les stagiaires lauréats du concours interne sont prioritaires sur les stagiaires issus du concours externe. Ils doivent joindre à leur demande de mobilité la copie de la notification les informant de leur réussite au concours ;
- **2. la situation familiale** (hors priorité légale de rapprochement de conjoint ou de partenaire de PACS)
- nombre d'enfants, âge des enfants, éloignement.
- Les stagiaires doivent joindre à leur demande de mobilité les justificatifs correspondant à leur situation (livret de famille, attestation de concubinage, avis d'imposition, jugement de divorce, justificatif de domicile, de l'emploi du conjoint ..., cf. annexe 6) ;
- **3. l'expérience professionnelle au MAA**
- sur contrats de catégorie A uniquement (ACEN, ACER et ACB) ;
- **4. l'ordre du choix des vœux ;**
- **5. le rang d'admission au sein d'un même concours.**

Il est demandé aux agents stagiaires de formuler au **minimum six vœux** et au maximum 24 vœux, dans la limite des postes disponibles. Au-delà des lignes prévues sur la fiche de vœux, les vœux supplémentaires sont inscrits sur papier libre, daté et signé, et joint au dossier de mobilité.

Pour l'ensemble des stagiaires, les affectations obtenues pour l'année scolaire 2020-2021 et publiées à l'issue de l'exercice de la mobilité ne seront effectivement prononcées par le service des ressources humaines **qu'en cas de titularisation de l'agent à la rentrée scolaire 2020.**

Néanmoins, un stagiaire issu des concours internes dont la période de stage est renouvelée (décision du jury de titularisation du mois de juin 2020) pour l'année scolaire 2020-2021, conserve le bénéfice de cette affectation pour accomplir cette seconde année probatoire, sous réserve des propositions du jury de titularisation sur les conditions du renouvellement de stage. Il participera à la campagne de mobilité de la rentrée scolaire 2021 uniquement s'il souhaite changer d'affectation.

En revanche, un stagiaire issu des concours externes en situation de renouvellement de stage à la rentrée scolaire 2020 demeure affecté administrativement à l'ENSFEA pour accomplir cette seconde année probatoire. Il devra donc obligatoirement participer à la campagne de mobilité organisée par la note de service de novembre 2020 pour obtenir une affectation pérenne, sous réserve de sa titularisation, à la rentrée scolaire 2021.

2° - Situations particulières, prolongation et prorogation de stage

Il est rappelé qu'en application des dispositions de l'article 22 du décret du 7 octobre 1994 mentionné en référence, le stage d'un agent bénéficiant d'un congé de maternité ou d'adoption ou de congés de maladie d'une durée supérieure à 36 jours (pour un agent à temps plein) est prolongé de la durée de ce congé dans les limites fixées par l'article 27 de ce même décret.

Les stagiaires qui seront en situation de prolongation de stage à la rentrée scolaire 2020 ne prendront effectivement le poste obtenu dans le cadre de la campagne de mobilité organisée par la présente note qu'à l'issue de la période de prolongation et sous réserve de leur titularisation sur la proposition du jury de titularisation intermédiaire organisé en janvier de l'année suivante.

Les stagiaires qui ne pourraient être titularisés au seul motif qu'ils ne détiennent pas un master ou un titre ou diplôme reconnu équivalent par le ministre chargé de l'agriculture exigé par les statuts particuliers, voient la durée de leur stage prorogée d'une année. Cette situation n'empêche pas leur affectation dès la rentrée scolaire 2020 sur le poste obtenu à la campagne de mobilité organisée par la présente note. A l'issue de cette prorogation, leur titularisation interviendra dès lors qu'ils justifieront de la détention de ces titres ou diplômes.

3° - Situation des professeurs agrégés stagiaires

Les agents du MAA reçus à l'agrégation en 2019 sont détachés en tant qu'agrégé stagiaire dans le corps des professeurs agrégés du MENJ. S'agissant de leur affectation pour cette année de stage, des dérogations peuvent être accordées, avec l'accord du service compétent du MENJ et dans le respect des conditions de service des professeurs agrégés rappelées dans la note de service n° 2010-2022 du 23 février 2010 mentionnée en référence, pour effectuer leur stage sur le poste occupé en tant que PCEA.

Les professeurs agrégés ainsi autorisés à effectuer leur stage au MAA à titre dérogatoire doivent obligatoirement participer aux campagnes de mobilité suivantes, organisées respectivement par le MAA et le MENJ, qu'ils souhaitent rester au sein d'un lycée agricole sur un poste ouvert à la mobilité dans le corps des agrégés, et obtenir ainsi une affectation pérenne en tant qu'agrégé, ou qu'ils souhaitent intégrer un établissement de l'éducation nationale.

III – AGENTS RECONNUS TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP ET RECRUTES PAR LA VOIE CONTRACTUELLE

Les **agents reconnus travailleurs en situation de handicap recrutés par la voie contractuelle**, au titre de l'article 27 de la loi du 11 janvier 1984 et du décret n° 95-979 du 25 août 1995, n'ont pas la qualité de stagiaire mais ils bénéficient des dispositions prévues pour les enseignants et CPE stagiaires, notamment au moment de l'examen de leur titularisation.

En tant que contractuels, ils **ne bénéficient pas des priorités légales prévues par les articles 60 et 62bis de la loi du 11 janvier 1984**. Recrutés sur initiative locale, **ils conservent, s'ils le souhaitent, leur affectation au moment de leur titularisation**. Leur participation à la mobilité est donc facultative, seulement s'ils souhaitent changer d'affectation.

IV – AGENTS CONTRACTUELS D'ENSEIGNEMENT ET D'EDUCATION (ACEN) BENEFICIAIRE D'UN CONTRAT A DUREE INDETERMINEE (CDI)

1° - Principe général

Participent aux opérations de mutation les ACEN bénéficiaires d'un CDI qui souhaitent changer d'affectation ou qui sont contraints à la mobilité.

Les ACEN en CDI souhaitant participer à la mobilité voient leur poste publié comme susceptible d'être vacant. S'ils n'obtiennent pas satisfaction, leur poste est déclaré non vacant et ils restent maintenus sur leur poste.

Sont contraints à la mobilité les ACEN en CDI :

- affectés sur un poste déclaré vacant postérieurement au cycle de mobilité précédent et qui n'a pu être régulièrement publié et offert aux titulaires. ;
- affectés sur des postes fermés à la rentrée scolaire 2020 ;
- demandant leur réintégration à l'issue d'un congé non rémunéré pour raisons familiales ou personnelles.

Les ACEN en CDI peuvent postuler sur tous les postes publiés en annexe⁴ de la présente note, y compris s'ils occupent le poste publié.

2° - Critères d'examen des candidatures des ACEN en CDI

Conformément à l'article 3 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983, leur candidature sera examinée après les candidatures des personnels enseignants et d'éducation titulaires et stagiaires du ministère et celles des personnels enseignants et d'éducation titulaires d'une autre administration sollicitant un accueil en détachement ou en PNA.

Les priorités de mutation, que ce soient les priorités légales ou le barème, ne s'appliquent pas aux agents contractuels en CDI. En cas de concurrence de plusieurs ACEN en CDI sur un même poste, les règles de priorité appliquées sont les suivantes, par ordre d'importance décroissante :

- 1) Prise en compte de l'ancienneté cumulée, telle que définie dans l'encadré ci-dessous, sous réserve d'adéquation entre le poste et les diplômes de l'agent et/ou d'une inspection favorable, à défaut d'une expérience avérée d'enseignement dans la discipline correspondante.

Pour les CPE, en cas d'égalité au titre de l'ancienneté cumulée, les services effectués en qualité de maître d'internat, surveillant d'externat et/ou d'assistant d'éducation seront pris en compte avant que ne soient appliqués les critères définis au paragraphe 3, ci-dessous.

Modalités de calcul de l'ancienneté cumulée :

- l'ancienneté cumulée prend en compte la durée totale des services effectifs réalisés, sans proratisation liée au temps de travail, et des congés (formation, maternité, paternité, adoption et maladie) pris au sein de l'enseignement agricole public sous statut d'ACEN, d'ACER, de

⁴ Annexes A à D

contractuel directeur de centre, dans des fonctions d'enseignant, de CPE ou de directeur, en CDD ou CDI, pour un temps de travail égal ou supérieur à 50% et relevant de la catégorie A.

- l'ancienneté cumulée s'exprime en nombre de mois. Tout mois commencé est pris en compte en comptant jusqu'au terme du contrat en cours.

2) En cas d'égalité au titre de l'ancienneté, les critères suivants seront successivement examinés :

- prise en compte de la situation familiale, uniquement en fonction des justificatifs **envoyés au plus tard le 30 janvier 2020**, dans l'ordre suivant : vie maritale, situation de divorce et célibat en tenant compte du nombre d'enfants et de personnes à charge (situations particulières justifiées) ;
- proximité géographique (domicile, famille) ;
- ordre des vœux ;
- priorité à l'agent disposant de l'expérience professionnelle la plus importante (dans la discipline du poste).

Pour l'ensemble des ACEN en CDI participant à la mobilité, les affectations obtenues pour l'année scolaire 2020-2021 ne seront publiées et effectivement prononcées par le service des ressources humaines qu'une fois tous les enseignants titulaires et stagiaires participant à la mobilité auront été affectés.

V – POSTES SPECIFIQUES

Certains postes mis au mouvement présentent des caractéristiques spécifiques nécessitant un examen préalable des candidatures par les services compétents.

1°- Postes « à profil » et postes d'enseignement en établissement d'enseignement supérieur (publiés dans les annexes C et D)

Les postes à profil correspondent aux fonctions de chef de projet, de chargé de mission, d'animateur de réseau au sein de l'enseignement technique agricole hors enseignement, ces postes sont ouverts aux enseignants et CPE. Les candidats à ces postes doivent **obligatoirement** joindre à leur candidature **une lettre de motivation et un curriculum vitae** et **prendre contact avec les responsables des établissements ou des structures concernés**, dont les coordonnées sont mentionnées sur les fiches de postes. Le classement des candidatures par le responsable de la structure d'accueil est pris en compte pour l'attribution du poste.

L'affectation sur ces postes aura lieu à compter du 1^{er} septembre 2020.

2°- Postes en Polynésie française (publiés dans les annexes A et B)

Il est rappelé qu'afin de prendre en compte le calendrier scolaire spécifique, les postes offerts en Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna ont fait l'objet d'un appel à candidature spécifique et ne sont donc pas concernés par la présente note de service.

Les candidats à une affectation en Polynésie française doivent compléter leurs dossiers de demande de mutation par une lettre de motivation et un curriculum vitae. L'avis des autorités locales porté sur les candidatures permettra de départager les candidats.

En effet, en application de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française (art. 14), l'enseignement du second degré relève de la compétence de cette collectivité d'outremer.

Par conséquent, la convention du 18 octobre 2011 a organisé la mise à disposition globale et gratuite des personnels rémunérés sur le budget de l'Etat au titre de l'exercice des compétences en matière d'enseignement du second degré public.

L'affectation dans cette collectivité des agents « dont les intérêts moraux » ne sont pas attachés à ce territoire est limitée à une période de deux ans, renouvelable une seule fois.

La prise en charge des frais de changement de résidence des agents (et de leur conjoint et enfants à charge) est soumise à des conditions de durée de service dans la précédente affectation et à des conditions de revenus familiaux (décret n° 98-844 du 22 septembre 1998 modifié).

Il convient de souligner que l'exercice des métiers de professeur ou de CPE en Polynésie française nécessite une forte capacité d'adaptation dans la mesure où le public scolaire accueilli possède des références culturelles spécifiques. L'intérêt pour la culture et les langues polynésiennes est donc nécessaire pour inscrire son action éducative dans un contexte compris par les adolescents et leurs familles.

Le Lycée Professionnel Agricole d'Opunohu, situé sur l'île de Moorea, est relativement isolé.

Les candidats doivent également avoir conscience des difficultés d'accès à l'emploi pour leur éventuel conjoint.

3°- Postes de professeurs agrégés

La note de service n° 2010-2022 du 23 février 2010 mentionnée en référence précise la place des professeurs agrégés affectés dans l'enseignement technique agricole public, et notamment leur rôle spécifique dans les enseignements des matières scientifiques et du français dans les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE). Elle définit précisément les postes concernés, ainsi que le temps de service correspondant.

Pour les candidatures émanant de professeurs agrégés titulaires déjà affectés au sein de l'enseignement agricole, il leur est demandé de joindre à leurs vœux :

- le dernier rapport pédagogique ;
- la dernière fiche de notation (administrative et pédagogique) ;
- tous documents officiels relatifs aux éléments personnels mentionnés dans leur demande.

VI – SITUATIONS ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1°- Détachement

Pour tout détachement vers une autre administration, l'agent doit effectuer sa demande sous couvert de la voie hiérarchique, au même titre qu'une demande de mutation. Néanmoins, il lui appartient d'accomplir lui-même les démarches auprès des structures d'accueil. L'agent devra justifier d'une demande de détachement à joindre aux vœux (annexe 1).

Les demandes de renouvellement de détachement dans les corps des PLPA et des PCEA doivent avoir été effectuées selon les modalités et dans le calendrier définis par la note de service SG/SRH/SDCAR/2019-699 du 9 octobre 2019 relative aux demandes d'intention de mobilité (DIM) pour la rentrée scolaire 2020.

Comme indiqué au 3° du II ci-dessus, les professeurs agrégés stagiaires qui désirent opter pour un poste au MAA devront adresser leur demande d'affectation auprès des deux structures (MAA / MENJ) dont ils relèvent. Ces agents sont accueillis au MAA en position normale d'activité (PNA). Il en est de même pour ce qui concerne les professeurs d'éducation physique et sportive (PEPS).

L'attention des agents en poste au MAA, détachés du ministère de l'éducation nationale, est appelée sur les dispositions définies par le MENJ qui fixent en particulier les modalités de réintégration des détachés dans leur ministère d'origine. Pour tout renseignement, il est possible de contacter Mme Claire GUESDON au sein du bureau des dotations et des compétences (par courriel, à l'adresse : claire.guesdon@agriculture.gouv.fr).

2° - Disponibilité

Une demande de disponibilité pour convenances personnelles (ou une demande de renouvellement) s'exprime par le biais d'un courrier signé de l'agent (joint à la fiche de vœux éventuellement).

Le poste des agents placés en disponibilité pour une durée d'un an à la rentrée scolaire 2019 est publié en annexe de la présente note comme susceptible d'être vacant. Si l'agent fait part à l'administration de son souhait de réintégrer ses fonctions à la rentrée 2020, il est réintégré sur son poste qui est alors déclaré non vacant.

En revanche, s'il a participé à la mobilité et obtenu l'un de ses vœux, ou s'il souhaite renouveler sa disponibilité, son poste est déclaré vacant et peut être pourvu par un candidat à la mobilité.

Enfin, la position administrative de disponibilité, lorsqu'elle est accordée pour une durée supérieure à un an entraîne de manière automatique la perte du poste occupé qui est publié vacant au cycle de mobilité.

3° - Congé parental

Le fonctionnaire est placé, sur sa demande, dans la position de congé parental prévue à l'article 54 de la loi du 11 janvier 1984 mentionnée en référence.

Cet article prévoit qu'à l'expiration du congé parental, le fonctionnaire est réintégré de plein droit, au besoin en surnombre, dans son corps d'origine ou dans le grade ou l'emploi de détachement antérieur. Il est réaffecté dans son emploi. **A ce titre, le poste d'un enseignant ou d'un conseiller principal d'éducation placé en congé parental n'est pas ouvert à la mobilité des titulaires durant la période du congé parental.**

Dans le cas où ce poste serait supprimé, le fonctionnaire est affecté dans un emploi le plus proche de son dernier lieu de travail. Trois postes vacants répondant à ces exigences ou, s'il le demande, plus proches de son domicile lui sont alors proposés.

S'il le demande, dans le cadre de la campagne de mobilité, il peut également être affecté sur le poste vacant le plus proche de son domicile, dans le respect des priorités prévues aux articles 60 et 62 bis de la même loi.

4° - Changements de quotité de travail

L'exercice des fonctions à temps partiel est défini par le décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 modifié, qui prévoit, pour le temps partiel de droit et le temps partiel sur autorisation, des modalités particulières pour les personnels enseignants et d'éducation. Les modalités et procédures de mise en œuvre de ces règles sont précisées par la note de service SG/SRH/SDCAR/2019-696 du 8 octobre 2019.

Les agents occupant à titre exceptionnel un demi-poste et obtenant dans le cadre de la mobilité 2020 un poste à temps plein peuvent faire, s'ils le souhaitent, une demande de temps partiel auprès du bureau de gestion des personnels enseignants et des personnels de la filière formation-recherche du SRH. **Une telle demande doit être formulée avant le 15 avril 2020.**

5° - Retraites

L'agent qui envisage de faire valoir ses droits à pension de retraite au cours de l'année 2020, doit :

- le préciser dans le cadre du mouvement en retournant au DRAAF / DAAF – SRFD / SFD de la région dont il dépend les **annexes 1 et 4**, dûment remplies, que le SRFD / SFD communiquera à la DGER (BDC) ;
- transmettre son dossier complet au bureau des pensions du secrétariat général (251, rue de Vaugirard 75 732 Paris CEDEX 15 tél : 01.49.55.55.11) ;
- transmettre une copie de ce dossier au bureau BE2FR du secrétariat général (78 rue de Varenne 75 349 Paris 07 SP).

Rappel : Les agents qui obtiennent un passage à la hors-classe, à la classe exceptionnelle ou à l'échelon spécial de la classe exceptionnelle doivent poursuivre leur activité pendant 6 mois au moins, à compter de leur date de nomination dans ce grade, pour que cette promotion soit prise en compte dans les droits à pension.

VII – ENVOI DES DOSSIERS PAR LES AGENTS

1° - L'agent candidat à la mobilité affecté en EPLEFPA, qu'il soit titulaire stagiaire ou ACEN CDI, adresse, sous couvert de la voie hiérarchique, **UN SEUL EXEMPLAIRE** du dossier (**page de garde et annexes 1, 4 et 6** - pour les agents titulaires, **page de garde et annexes 1 et 4** pour les ACEN CDI) au DRAAF / DAAF – SRFD / SFD de la région dont il dépend, au plus tard le **30 janvier 2020 délai de rigueur** (cachet de la poste faisant foi).

1 bis - L'agent candidat à la mobilité relevant de l'enseignement maritime, qu'il soit titulaire ou stagiaire, adresse, sous couvert de la voie hiérarchique, **UN SEUL EXEMPLAIRE** du dossier (**page de garde et annexes 1, 4 et 6**) au bureau des établissements de l'enseignement maritime (GM2) (GM2.GM.DAM.DGITM@developpement-durable.gouv.fr), au plus tard le **30 janvier 2020 délai de rigueur** (cachet de la poste faisant foi).

2° - Le candidat à un emploi sur un POSTE à PROFIL doit adresser, sous couvert de la voie hiérarchique, **DEUX EXEMPLAIRES** du dossier :

- 1 exemplaire (**page de garde et annexes 2 et 4**) au DRAAF / DAAF – SRFD / SFD de la région dont il dépend, au plus tard le **30 janvier 2020** (cachet de la poste faisant foi) ;
- 1 exemplaire (**page de garde et annexe 2**), accompagné de la fiche profil (**annexe 3**) au directeur de l'établissement sur lequel il postule, au plus tard le **30 janvier 2020 délai de rigueur** (cachet de la poste faisant foi).

3° - Les agents titulaires en disponibilité, en congé parental de plus d'un an et en réintégration après détachement et les ACEN en CDI en congés non rémunérés pour raisons familiales ou personnelles adresseront **UN SEUL EXEMPLAIRE** du dossier (**page de garde et annexes 1, 4 et 6** - pour les agents titulaires, **page de garde et annexes 1 et 4** pour les ACEN CDI), directement à la DGER :

DGER / SET / SDEDC / Bureau des dotations et des compétences

1 ter, rue de Lowendal - 75 007 Paris SP 07

Au plus tard le **30 janvier 2020 délai de rigueur** (cachet de la poste faisant foi).

Tout dossier envoyé après le 30 janvier 2020 (cachet de la poste faisant foi) ne sera pas examiné. Tout dossier incomplet sera examiné au vu des seules pièces fournies.

VIII – ACCUSÉ RÉCEPTION

Quel que soit le type de poste demandé (enseignant, CPE ou à profil), le SRFD / SFD, ou le BDC pour les agents dans des situations particulières, retourne à l'agent l'accusé de réception (**annexe 4**) de sa demande de mutation, sous quinzaine.

Une fois la candidature saisie par le service compétent dans le module mobilité du SIRH AGORHA, un mail automatique de confirmation est envoyé à chaque agent candidat. **L'attention de ces derniers est appelée sur la nécessité de renseigner correctement cette adresse dans le dossier de candidature.**

Ce mail de confirmation est accompagné d'un récapitulatif de la demande de mutation et, pour les personnels enseignants et d'éducation stagiaires et titulaires, du nombre de points obtenus au titre du barème (détail des points et total).

Si l'agent candidat est amené à constater sur ce mail une erreur matérielle dans la saisie de sa candidature, il doit en informer l'administration, dans les plus brefs délais et au plus tard le **jeudi 20 février 2020**, par courriel à l'adresse suivante : mobilite-enseignement-technique.sg@agriculture.gouv.fr.

De même, s'il dispose de pièces justificatives qu'il n'aurait pu obtenir dans le délai prévu de candidature, soit avant **le jeudi 30 janvier 2020**, il lui appartient de les transmettre à l'administration, dans les plus brefs délais et au plus tard le **jeudi 20 février 2020**, par courriel à l'adresse suivante : mobilite-enseignement-technique.sg@agriculture.gouv.fr.

L'administration étudiera dans ce cas si ces éléments peuvent être pris en compte (relevant de l'erreur manifeste ou de l'impossibilité avérée de les fournir dans le délai requis), en particulier au regard de l'impact potentiel sur les autres candidatures.

Il est rappelé que cette tolérance ne rouvre pas le délai défini précédemment (soit le jeudi 30 janvier 2020) pour faire valoir une situation nouvelle ou pour compléter le dossier d'une pièce omise par l'agent. **Ne seront donc prises en compte dans l'examen des demandes de mobilité que les situations dûment justifiées à la date limite de dépôt de candidature, à savoir le 30 janvier 2020.**

Les situations individuelles spécifiques peuvent être portées à la connaissance de l'administration (au bureau de gestion concerné du SRH) par tout moyen dans les délais de candidature ou dans un délai maximum de trois semaines après la fin de la période de candidatures, **soit jusqu'au jeudi 20 février 2020.**

IX – PUBLICATION DES RESULTATS ET MODALITES DE RECOURS

Les résultats du cycle de mobilité seront publiés en deux phases, aux mois d'avril et de mai, sur l'espace numérique du MAA (intranet espace mobilités) ainsi que sur ChloroFil.

L'agent peut, dans le délai de deux mois suivant la publication valant décision des résultats de la mobilité pour un poste donné exercer un recours administratif ou contentieux dans les conditions prévues aux articles L410-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration.

Les personnels peuvent former un recours administratif contre les décisions individuelles défavorables prises au titre de l'article 60 de la loi du 11 janvier 1984 lorsqu'ils n'obtiennent pas de mutation ou lorsque devant recevoir une affectation, ils sont mutés sur un poste qu'ils n'avaient pas demandé.

Dans ce cadre, ils peuvent choisir un représentant désigné par une organisation syndicale représentative de leur choix pour les assister. L'organisation syndicale doit être représentative au niveau du comité technique ministériel du MAA.

C – POSTES OFFERTS AU TITRE DE LA RENTREE SCOLAIRE 2020
--

Les postes offerts relèvent de la responsabilité de deux responsables de programmes :

-Le ministère de l'agriculture et de l'alimentation (MAA) –Direction générale de l'enseignement scolaire (DGER) – Sous-direction des emplois, des dotations et des compétences (SDEDC) – Bureau des dotations et des compétences (BDC) pour les postes de l'enseignement technique agricole public

-Le Ministère de la transition écologique et solidaire (MTES) – direction générale des infrastructures, des transports et de la mer – Direction des affaires maritimes – Sous-direction des gens de mer et de l'enseignement maritime (bureau des établissements d'enseignement maritime), pour les postes au sein des lycées maritimes.

Les postes vacants et susceptibles d'être vacants offerts à la mobilité au titre de la rentrée scolaire 2020 figurent dans les quatre annexes suivantes :

Annexe A : SECTEUR ENSEIGNEMENT (postes agrégés, IAE, PCEA et PLPA)

Annexe B : SECTEUR EDUCATION (postes CPE)

Annexe C : SECTEUR ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Annexe D : SECTEUR MISSIONS (postes à profil)

Pour le ministre, et par délégation, Le chef de service de l'enseignement technique Jean-Luc TRONCO	Pour le ministre, et par délégation, Le chef de service des ressources humaines Jean-Pascal FAYOLLE
---	---



**Campagne annuelle de mobilité des personnels enseignants et
d'éducation, stagiaires, titulaires et contractuels à durée
indéterminée**

Dossier de demande de mobilité

Page de garde

Nom :

Prénom :

Corps / Statut :

N° agent :

Discipline :

J'atteste être informé de ce que :

- Tout dossier envoyé après le **jeudi 30 janvier 2020** (cachet de la poste faisant foi) ne sera pas examiné dans le présent cycle de mobilité ;
- Tout dossier transmis incomplet à la date du **jeudi 30 janvier 2020** sera présenté et examiné en l'état, au vu des seules pièces fournies.

À

Le

Signature

DOSSIER MOBILITÉ

Annexe 1 Avant de compléter ce formulaire, se référer à la note de service

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION	
Personnels titulaires, stagiaires et ACEN en CDI DEMANDE DE MUTATION OU D'AFFECTATION	A REMPLIR EN MAJUSCULES ET A ENVOYER SOUS COUVERT DE LA VOIE HIERARCHIQUE EN 1 EXEMPLAIRE A LA DRAAF / DAAF – SRFD / SFD DONT VOUS RELEVEZ AVANT LE <u>30 JANVIER 2020</u> – DELAI DE RIGUEUR - <i>(cachet de la poste faisant foi)</i>
<u>SUR POSTE D'ENSEIGNANT OU DE CPE</u> RENTREE SCOLAIRE 2020	

TOUS LES CHAMPS SONT A REMPLIR IMPERATIVEMENT

NOM PATRONYMIQUE : PRENOM : NOM D'USAGE :	CORPS / GRADE / STATUT : E-mail : Téléphone :
---	--

NUMERO agent : |_|_|_|_|_|_|_|_|
 (Le numéro agent figure sur votre fiche de notation)

ETABLISSEMENT D'AFFECTATION :	DEPUIS LE :
Matière(s) enseignée(s) en 2019/2020 :	

POUR LES <u>STAGIAIRES</u> , type de concours : (cocher la case correspondante)	☐ EXTERNE	☐ INTERNE	☐ RESERVE	☐ LISTED'APTITUDE
--	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	--

ANNEE DU CONCOURS : | | | | |

OPTION DE CONCOURS:
DOUBLE COMPETENCE (reconnue par l'administration) :

SITUATION FAMILIALE (cocher la case correspondante)	Marié(e) ☐ / Pacsé(e) ☐ / Concubinage ☐
	Célibataire ☐ / Divorcé(e) ☐

Mutation sous réserve de la mutation du conjoint ou partenaire de Pacs ou concubin, fonctionnaire de l'une des trois fonctions publiques : **OUI** ☐ **NON** ☐ (cocher la case correspondante)

Rappel de l'identité du conjoint / partenaire d'un Pacs ou concubin, fonctionnaire de l'une des trois fonctions publiques :

Nom patronymique :

Prénom :

N° agent :

NOMBRE d'enfant(s) de moins de 20 ans ou fiscalement à charge |__|

AFFECTATION en établissement inscrit sur la liste figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté du 10 janvier 2020
(Cf. Annexe 5)
OUI ☐ **NON** ☐ (cocher la case correspondante)

SITUATIONS MOTIVANT LA DEMANDE DE MUTATION :
Cocher la ou les cases correspondantes dans l'annexe 6 à joindre au dossier et produire les justificatifs correspondants
(rapprochement de conjoint ou de partenaire d'un pacte civil de solidarité (Pacs), reconnaissance de travailleur handicapé, cas de rapprochement de la résidence de(s) l'enfant(s), enfant ou ascendant(s) à charge fiscalement, situation de parent isolé, de garde partagée, enfant ou conjoint handicapé, demande d'affectation double, ancienneté sur le poste actuel ou antérieur, candidature sur un poste situé en établissement inscrit sur la liste figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté du 28 novembre 2017, réintégration de détachement, de congé de longue maladie, de disponibilité de droit, candidature sur un poste situé en département ou région d'outre-mer, convenance personnelle)

Annexe 1 (verso) – page 2/2

Joindre la page de garde et les annexes 4 (accusé de réception) et 6 à votre envoi

Annexe 2

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

Personnels titulaires, stagiaires et ACEN CDI
DEMANDE DE MUTATION OU D'AFFECTATION

SUR POSTE A PROFIL ou
d'enseignement en établissement
d'enseignement supérieur

RENTREE SCOLAIRE 2020

A REMPLIR EN MAJUSCULES
ET A ENVOYER EN 2 EXEMPLAIRES

- 1^{er} exemplaire (ainsi que les **annexes 4 et 6**) à la
DRAAF /DAAF - SRFD /SFD de
la région dont vous relevez
- 2^{ème} exemplaire accompagné de la fiche profil
(**Annexe 3**) à chacun des directeurs des établissements dans
lesquels sont situés les postes sur lesquels vous candidatez

AVANT LE 30 JANVIER 2020 DELAI DE RIGUEUR -
(Cachet de la poste faisant foi)
TOUS LES CHAMPS SONT A REMPLIR IMPERATIVEMENT

NOM PATRONYMIQUE :
 PRENOM :
 NOM D'USAGE :

CORPS / GRADE / STATUT :
 E-mail :
 Téléphone :

NUMERO agent : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
(Le numéro agent figure sur votre fiche de notation)

ETABLISSEMENT D'AFFECTATION : DEPUIS LE :
 POSTE :

POUR LES **STAGIAIRES**, type de concours :
(cocher la case correspondante)

☐ EXTERNE

☐ INTERNE

☐ RESERVE

☐ LISTED'APTITUDE

ANNEE DU CONCOURS : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

OPTION DE CONCOURS:
 DOUBLE COMPETENCE (reconnue par l'administration) :

SITUATION FAMILIALE
(cocher la case correspondante)

Marié(e) ☐ / Pacsé(e) ☐ / Concubinage ☐

Célibataire ☐ / Divorcé(e) ☐

Mutation sous réserve de la mutation du conjoint ou partenaire de Pacs ou concubin, fonctionnaire de l'une des trois
 fonctions publiques : **OUI** ☐ **NON** ☐ *(cocher la case correspondante)*

Rappel de l'identité du conjoint / partenaire d'un Pacs ou concubin, fonctionnaire de l'une des trois fonctions publiques :
 Nom patronymique :

Prénom :

N° agent :

NOMBRE d'enfant(s) de moins de 20 ans ou fiscalement à charge |_|_|

AFFECTATION en établissement inscrit sur la liste figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté du 10 janvier 2020 (cf. Annexe 5)
OUI ☐ **NON** ☐ *(cocher la case correspondante)*

SITUATIONS MOTIVANT LA DEMANDE DE MUTATION :

Cocher la ou les cases correspondantes dans l'annexe 6 à joindre au dossier et produire les justificatifs correspondants
*(rapprochement de conjoint ou de partenaire d'un pacte civil de solidarité (Pacs), reconnaissance de travailleur handicapé,
 cas de rapprochement de la résidence de(s) l'enfant(s), enfant ou ascendant(s) à charge fiscalement, situation de parent isolé,
 de garde partagée, enfant ou conjoint handicapé, demande d'affectation double, ancienneté sur le poste actuel ou antérieur,
 candidature sur un poste situé en établissement inscrit sur la liste figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté du 28 novembre 2017,
 réintégration de détachement, de congé de longue maladie, de disponibilité de droit, candidature sur un poste situé en
 département ou région d'outre-mer, convenance personnelle)*

DOSSIER MOBILITÉ

Compléter et joindre à votre envoi la page de garde et les annexes 3, 4 et 6

Annexe 2 (verso) – page 2/2

NOM PATRONYMIQUE : PRENOM : NOM D'USAGE :	CORPS / GRADE / STATUT : E-mail : Téléphone :
NUMERO agent : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ (À indiquer IMPERATIVEMENT) (Le numéro AGORHA figure sur votre fiche de notation)	
ETABLISSEMENT D'AFFECTATION ACTUELLE : POSTE :	

AFFECTATION SUR POSTE A PROFIL DEMANDEE POUR LA RS 2020		
LIBELLE ETABLISSEMENT	N° de poste	LIBELLE DU POSTE
<i>Exemples :</i>		
1) ENSFEA TOULOUSE		
2) CEZ RAMBOUILLET		
1)		
2)		
3)		
4)		
5)		
6)		
7)		
8)		
« Je m'engage à accepter toute affectation (correspondant à mes vœux) qui me sera proposée »		
Fait le : Signature précédée de la mention « <i>Lu et approuvé</i> »		
AVIS CIRCONSTANCIÉ DU DIRECTEUR DE L'EPLFPA :		
DATE :		SIGNATURE :
AVIS CIRCONSTANCIÉ DU DIRECTEUR REGIONAL / DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORET		
DATE :		SIGNATURE :

Annexe 3

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

FICHE DU CANDIDAT SUR LE POSTE A PROFIL RS 2020

NOM PATRONYMIQUE :

PRENOM :

NOM D'USAGE :

NUMERO agent : | | | | | | | |

Téléphone :

Portable :

E-mail :

Activités professionnelles (de la plus récente à la plus ancienne)

Nommer l'emploi, mentionner les dates de début et de fin et décrire succinctement l'activité et les réalisations dans chaque emploi occupé.

-
-
-
-
-
-

Formations et diplômes obtenus**En formation initiale**

-
-

En formation continue

Les formations longues et qualifiantes :

-
-

Les formations courtes ou les stages :

-
-

Langues

-

Divers

-
-

Avis du directeur de l'établissement demandé sur l'adéquation du profil du candidat avec celui de l'emploi visé et signature :

DATE :

SIGNATURE :

ACCUSE DE RECEPTION DE LA DEMANDE DE MUTATION RS 2020

(Enseignants / CPE / ACEN CDI / postes à profil)

NOM PATRONYMIQUE :
PRENOM :
NOM D'USAGE :

CORPS / GRADE / STATUT :
E-mail :
Téléphone :

NUMERO agent : |_|_|_|_|_|_|_|_| (À indiquer IMPERATIVEMENT)
(Le numéro agent figure sur votre fiche de notation)

ETABLISSEMENT D'AFFECTATION :
POSTE :

A REMPLIR PAR LA DRAAF / DAAF – SRDF / SFD

DEMANDE DE MUTATION RECUE LE: | | | | | | | | | |

FAIT A :

LE :

NOM ET QUALITE DU SIGNATAIRE :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'agriculture et de
l'alimentation

Arrêté du 10 janvier 2020

fixant la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à l'attribution de l'indemnité de première affectation à certains personnels enseignants relevant du ministère de l'agriculture et de l'alimentation

NOR : AGRE2000526A

Le ministre de l'agriculture et de l'alimentation,

Vu le décret n° 91-166 du 12 février 1991 relatif à l'indemnité de première affectation allouée à certains personnels enseignants relevant du ministre chargé de l'agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}

La liste des lycées d'enseignement général technologique et professionnel agricole (LEGTPA), des lycées d'enseignement général et technologique agricole (LEGTA), des lycées professionnels agricoles (LPA) et des sites de ces lycées susceptibles d'ouvrir droit à l'indemnité de première affectation prévue par le décret du 12 février 1991 susvisé est fixée comme suit, pour l'année scolaire 2020-2021 :

RÉGIONS	ÉTABLISSEMENTS
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Vienne Seyssuel
	LPA Contamine sur Arve
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA du Morvan
	LEGTPA La Barotte – Haute Côte d'Or
	LEGTPA d'Auxerre
	LEGTPA Vesoul
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray
	LEGTA de Châteauroux
	LEGTA Tours Fondettes
	Site de Montoire du LEGTA Vendôme Blois Montoire

	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres
RÉGIONS	ÉTABLISSEMENTS
Corse	LEGTA Sartène
Grand Est	LEGTA Chaumont
	LEGTPA de Colmar Wintzenheim
	LEGTPA de Rouffach
	Site de Bar le Duc du LEGTPA de la Meuse
Guyane	LEGTPA de Macouria
Hauts-de-France	LEGTA Amiens le Paraclet
	LEGTA de la Thiérache
	Site de Péronne du LPA de la Haute Somme
Ile-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert
Mayotte	Lycée Agricole de Mayotte
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade-Ahun
Occitanie	LPA Saint Affrique

Article 2

La liste des disciplines susceptibles d'ouvrir droit à l'indemnité de première affectation prévue par le décret du 12 février 1991 susvisé est fixée comme suit, pour l'année scolaire 2020-2021 : toutes disciplines enseignées dans les établissements figurant à l'article 1er du présent arrêté.

Article 3

Le présent arrêté, qui prend effet à compter du 1er septembre 2020, sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le

Pour le ministre et par délégation :
Pour le directeur général de l'enseignement et de la recherche,
et par délégation,
Le chef de service de l'enseignement technique

Jean-Luc TRONCO

Annexe 6 - LISTE DES SITUATIONS ET JUSTIFICATIFS CORRESPONDANTS

CRITERES	SITUATIONS	Cocher la ou les situations correspondantes	JUSTIFICATIFS A PRODUIRE
Tenant aux priorités légales	Rapprochement de conjoint ou de partenaire d'un pacte civil de solidarité (Pacs) : Date d'éloignement : ____/____/____ Distance et durée du trajet « aller » entre les résidences professionnelles : ____ Km ____ mn		
	Exigences spécifiques :		
	Agents mariés avant le 31 décembre 2019 et séparés de leur conjoint pour des raisons professionnelles		Copie du livret de famille ou extrait d'acte de mariage de moins de trois mois Et Justificatif de domicile de moins de trois mois pour l'agent et son conjoint
	Agents séparés pour des raisons professionnelles du partenaire avec lequel ils sont liés par Pacs établi avant le 31 décembre 2019, lorsqu'ils produisent la preuve qu'ils se soumettent à l'obligation d'imposition commune prévue par le code général des impôts		Copie du récépissé d'enregistrement de la déclaration de Pacs établi par le notaire ou copie de la convention de Pacs comportant le visa d'enregistrement au tribunal d'instance ou de la mairie compétents ou production d'un extrait d'acte de naissance de chacun des partenaires établi depuis moins de trois mois Et Déclaration sur l'honneur, signée par les deux partenaires, d'engagement à se soumettre à l'imposition commune pour les revenus perçus au titre de l'année 2019 + avis d'imposition 2019 sur revenus 2018 établi aux deux noms Et Justificatif de domicile de moins de trois mois pour chaque partenaire
	Exigences communes :		
	- situation familiale : prise en compte des enfants nés et reconnus par les deux parents au plus tard le 31 décembre 2019, âgés de moins de 20 ans et fiscalement à charge ou de l'enfant à naître reconnu par anticipation au plus tard le 1 ^{er} janvier 2020		Selon le cas : - Certificat de grossesse et attestation de reconnaissance anticipée - Ou copie du livret de famille ou extrait d'acte de naissance de l'enfant datant de moins de trois mois - et avis d'imposition reçu en 2019, établi au titre des revenus perçus en 2018, faisant apparaître la prise en charge fiscale de(s) l'enfant(s)
	- le conjoint doit exercer une activité professionnelle ou être inscrit comme demandeur d'emploi auprès de Pôle emploi, après cessation d'une activité professionnelle		Attestation de l'activité professionnelle du conjoint (CDI ou CDD sur la base des trois derniers bulletins de salaire, pour les professions indépendantes, dernière déclaration à l'URSSAF ou extrait Kbits de moins de 3 mois, ...) En cas de chômage, attestation récente d'inscription à Pôle-Emploi et attestation de la dernière activité professionnelle, ces deux éléments servant à déterminer la résidence professionnelle du conjoint

CRITERES	SITUATIONS	Cocher la ou les situations correspondantes	JUSTIFICATIFS A PRODUIRE
Tenant aux priorités légales (suite)	Agents reconnus travailleurs handicapés relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 5212-13 du code du travail, bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 :		Pour l'ensemble de ces situations : Produire la copie de la décision correspondante de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH)
	- les travailleurs reconnus handicapés par la commission des droits et de l'autonomie ;		
	- les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 % - et les titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire ;		
	- les titulaires d'une pension d'invalidité à condition que l'invalidité réduise au moins des deux tiers la capacité de travail ou de gain ;		
	- les anciens militaires et assimilés, titulaires d'une pension d'invalidité ;		
	- les titulaires de la carte d'invalidité délivrée par la commission des droits et de l'autonomie, dès lors qu'elle constate un pourcentage d'incapacité permanente d'au moins 80 % ou lorsque la personne a été classée en 3 ^{ème} catégorie de la pension d'invalidité de la sécurité sociale ;		
	- les titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité pour les sapeurs-pompiers volontaires ;		
	- les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés.		
	Agents qui exercent ou ont exercé leurs fonctions dans un quartier urbain où se posent des problèmes sociaux et de sécurité particulièrement difficiles, pendant au moins cinq ans à compter du 1 ^{er} janvier 2000 et selon les modalités fixées par le décret n° 95-313 du 21 mars 1995		Copie de l'arrêté d'affectation
	Agents qui justifient du centre de leurs intérêts matériels et moraux (CIMM) dans une des collectivités régies par les articles 73 et 74 de la Constitution ainsi qu'en Nouvelle-Calédonie		Justificatifs d'au moins quatre des critères du CIMM figurant dans le tableau de la page 7 de la présente annexe

CRITERES	SITUATIONS	Cocher la ou les situations correspondantes	JUSTIFICATIFS A PRODUIRE
Tenant à la situation individuelle ou familiale	Rapprochement de la résidence de l'enfant :	<i>Enumération des différentes situations illustrant le rapprochement de la résidence de l'enfant quand l'agent n'est ni pacsé, ni marié</i>	
	- agent non marié, ni pacsé ayant un enfant de moins de 20 ans ou à charge fiscalement reconnu par les deux parents		Photocopie du livret de famille ou extrait(s) d'acte de naissance du ou des enfant(s) datant de moins de trois mois <u>Et</u> Copie du dernier avis d'imposition
	- agent non marié, ni pacsé ayant reconnu par anticipation, au plus tard le 31 décembre 2019, un enfant à naître		Acte de reconnaissance de paternité
	- agent vivant en concubinage, (article 515-8 du code civil), au plus tard au 31 décembre 2019		Certificat de concubinage, établi par la commune de résidence des concubins avant le 31 décembre 2019 <u>Ou</u> Déclaration sur l'honneur signée par les deux concubins <u>Et</u> Copie des avis d'imposition de chaque concubin reçus en 2019 et établis, à la même adresse, au titre des revenus perçus en 2018 <u>Ou</u> Justificatif de domicile de moins de trois mois faisant apparaître le nom de chaque concubin <u>Ou</u> Attestation sur l'honneur de résidence dans un rayon de 80 km au plus, signée des deux concubins
	- agent non remarié, ni Pacsé ou célibataire ayant la garde d'un ou plusieurs enfants de moins de 20 ans au 31 décembre 2019, résidant chez lui (seuls les enfants à la charge de l'agent sont pris en compte)		Livret de famille (POUR LES AGENTS SEPARÉS OU DIVORCÉS) <u>Ou</u> Acte de naissance de(s) l'enfant(s) <u>Et</u> Copie de la décision de justice fixant la garde de(s) l'enfant(s) et son lieu de résidence principale
	- agent assurant la garde partagée de son(ses) enfant(s) de moins de 20 ans ou à charge fiscalement dont la résidence principale est fixée à son domicile ou qui souhaite, par sa mutation, se rapprocher de la résidence de son(ses) enfant(s)		<i>Dans le cadre d'une garde partagée, joindre, en plus, tout justificatif de moins de trois mois attestant de la domiciliation de(s) l'enfant(s)</i> <u>Et</u> Avis d'imposition reçu en 2018, établi au titre des revenus perçus en 2017, faisant apparaître la prise en charge fiscale de(s) l'enfant(s)

CRITERES	SITUATIONS	Cocher la ou les situations correspondantes	JUSTIFICATIFS A PRODUIRE
Tenant à la situation individuelle ou familiale (suite)	Parent isolé		Copie de la décision de justice fixant la garde de l'enfant (en cas de séparation ou divorce) <u>Ou</u> Copie du livret de famille (en cas de décès du conjoint) <u>Et</u> Avis d'imposition reçu en 2019, établi au titre des revenus perçus en 2018, faisant apparaître la prise en charge fiscale de(s) l'enfant(s) en qualité de parent isolé <u>Et</u> Justificatif de domicile de moins de trois mois
	Agents ayant la qualité de proche aidant au sens de la sous-section 3 de la section 1 du chapitre II du titre IV du livre Ier de la troisième partie du code du travail.		Définition de proche aidant : lorsque l'une des personnes suivantes présente un handicap ou une perte d'autonomie d'une particulière gravité : 1° Son conjoint ; 2° Son concubin ; 3° Son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ; 4° Un ascendant ; 5° Un descendant ; 6° Un enfant dont il assume la charge au sens de l'article (L. 512-1 du code de la sécurité sociale) 7° Un collatéral jusqu'au quatrième degré ; 8° Un ascendant, un descendant ou un collatéral jusqu'au quatrième degré de son conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité ; 9° Une personne âgée ou handicapée avec laquelle il réside ou avec laquelle il entretient des liens étroits et stables, à qui il vient en aide de manière régulière et fréquente, à titre non professionnel, pour accomplir tout ou partie des actes ou des activités de la vie quotidienne. Pièces à fournir : Déclaration sur l'honneur soit du lien familial du salarié avec la personne aidée, soit de l'aide apportée à une personne âgée ou handicapée avec laquelle il réside ou entretient des liens étroits et stables <u>Et</u> Copie de la décision justifiant d'un taux d'incapacité permanente au moins égal à 80 % (si la personne aidée est un enfant handicapé à sa charge ou un adulte handicapé) ou Copie de la décision d'attribution de l'allocation personnalisée d'autonomie (Apa) au titre d'un classement dans les groupes I, II et III de la grille Aggir (lorsque la personne aidée souffre d'une perte d'autonomie).
	Agent ayant à charge fiscalement un(des) enfant(s) ou un ascendant(s)		Avis d'imposition reçu en 2019, établi au titre des revenus perçus en 2018, faisant apparaître la prise en charge fiscale de(s) l'enfant(s) ou de(s) l'ascendant(s) à charge <u>Ou</u> Attestation de moins de trois mois établie par le centre des impôts <u>Et</u> Justificatif de domicile de moins de trois mois

CRITERES	SITUATIONS	Cocher la ou les situations correspondantes	JUSTIFICATIFS A PRODUIRE
Tenant à la situation individuelle ou familiale (suite)	Agents fonctionnaires de l'enseignement agricole technique public mariés, pacsés ou en concubinage avant le 31 décembre 2019 souhaitant une affectation double préservant leur vie commune		Livret de famille <u>Ou</u> Preuve d'enregistrement du Pacs (<i>référence à la page 1 ci-dessus</i>) <u>Ou</u> Certificat de concubinage établi par la commune de résidence des concubins avant le 31 décembre 2019 <u>Ou</u> Déclaration sur l'honneur signée des deux concubins <u>Et</u> Copie de l'avis d'imposition commune reçu en 2019 et établi au titre des revenus perçus en 2018 <u>Ou</u> Copie des avis d'imposition 2019 de chaque concubin établis à la même adresse <u>Ou</u> Justificatif de domicile de moins de trois mois faisant apparaître les deux noms <u>Ou</u> Attestation sur l'honneur de résidence dans un rayon de 80 km au plus
Tenant au bon fonctionnement du service	Expérience professionnelle / Situation de carrière		Dernière décision d'affectation sur le poste occupé
	Pourvoir les postes déficitaires en titulaires		Candidature sur un emploi affecté dans l'un des établissements figurant sur la liste de l'arrêté du 20 novembre 2019 (cf. annexe 5 de la note de service)
	Réintégration d'agents détachés dans une autre structure administrative		Demande écrite de réintégration et copie de la décision de l'administration d'accueil de ne pas renouveler le détachement <u>Ou</u> Copie du courrier de l'agent indiquant à l'administration d'accueil son souhait de ne pas renouveler son détachement
	Réintégration d'agents dont le congé de longue durée (égal ou supérieur à 1 an) arrive à expiration		Demande écrite de réintégration
	Réintégration d'agents placés en disponibilité de droit pour une période égale ou supérieure à 1 an		Demande écrite de réintégration

Annexe 6 suite - GRILLE D'ANALYSE PERMETTANT L'ÉVALUATION DU CIMM

NOM et PRÉNOM de l'agent :

N° agent :

Corps :

Date de la demande :

Afin de faciliter l'analyse des critères d'appréciation permettant la reconnaissance du CIMM et des pièces justificatives à fournir pour chacun de ces critères, ce tableau devra être complété par les agents concernés et renvoyé avec la demande (1). **(1) cocher la case OUI ou NON pour chaque critère d'appréciation :**

(Fournir, pour chaque réponse positive, les pièces justificatives correspondantes)

Critères d'appréciation	OUI	NON	Exemples de pièces justificatives
Lieu de naissance du requérant dans le territoire considéré *			Pièce d'identité, extrait d'acte de naissance, etc.
Lieu de naissance du conjoint (marié, pacsé ou concubin) dans le territoire considéré			Pièce d'identité, extrait d'acte de naissance, livret de famille, etc.
Lieu de scolarité du requérant dans le territoire considéré (durée)			Diplômes, certificats de scolarité, etc.
Domicile des parents et, s'ils sont décédés, des grands-parents, frère(s), sœur(s) et/ou enfant(s) dans le territoire considéré			Livret de famille, titre de propriété, quittance de loyer (de moins de 3 mois), taxe foncière ou d'habitation (année N-1)
Biens fonciers en propriété (ou en location) dans le territoire considéré			Bail, quittance de loyer (de mois de 3 mois), taxe foncière ou taxe d'habitation (année N-1), titre de propriété, etc.
Bénéfice antérieur d'un congé bonifié dans le territoire considéré			Copie de la décision par laquelle a été octroyé le congé bonifié (le plus récent)
Inscription sur les listes électorales d'une commune du territoire considéré			Carte d'électeur
Possession d'un compte bancaire dans ce territoire			Relevé d'identité bancaire, etc.
Paiement par l'agent de certains impôts, notamment l'impôt sur le revenu, sur le territoire considéré			Avis d'imposition (année N-1)
Résidence antérieure de l'agent sur le territoire considéré			Bail, quittance de loyer, taxe d'habitation, etc.
Affectation(s) professionnelle(s) antérieure(s) sur le territoire considéré			Attestation(s) d'emploi correspondante(s)
Lieu de naissance des enfants dans ce territoire			Pièce d'identité, extrait d'acte de naissance, livret de famille, etc.
Lieu de scolarité des enfants dans ce territoire			Diplômes, certificats de scolarité, etc.
Demandes de mutation antérieures vers le territoire considéré			Copie des demandes correspondantes
Durée et nombre de séjours dans le territoire considéré, au cours des 10 dernières années			Toutes pièces justifiant ces séjours
Lieu de domiciliation avant l'entrée dans la Fonction Publique			Bail, quittance de loyer, taxe d'habitation, etc.
Autre(s) critère(s) d'appréciation A détailler :			

* Le territoire concerné est celui dans lequel l'agent prétend avoir le centre de ses intérêts matériels et moraux (CIMM)

BAREME**Mobilité 2020 des personnels enseignants et personnels d'éducation**

Loi n°84-16 modifiée du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (articles 60 et 62 bis)

Décret n°2016-1969 du 28 décembre 2016 relatif à la procédure d'édition des lignes directrices permettant le classement par l'administration des demandes de mutation des fonctionnaires de l'Etat

TABLEAU A : PRIORITES LEGALES

Critères	Situations	Modalités de prise en compte	Pondération
Priorités légales	Emploi supprimé dans le cadre d'une restructuration d'un service de l'Etat ou de l'un de ses établissements publics (art. 62bis)		2 000 points
	Rapprochement de conjoints ou de partenaires d'un pacte civil de solidarité (PACS)		1 000 points
	Critères de sous-classement pour départager 2 agents faisant valoir cette priorité légale	Années de séparation : écart en années entre la date de séparation et le 31/12/2019	5 points pour la 1ère année 15 points pour les années suivantes
		Durée du trajet entre les lieux de travail respectifs des conjoints ou partenaires d'un PACS (trajet le plus rapide calculé via Internet [joindre l'édition] ou selon les horaires des transports en commun empruntés [abonnement et horaires à l'appui])	20 points pour une durée d'1 heure à moins de 2 heures
			40 points pour une durée de 2 heures à moins de 3 heures
			50 points pour une durée supérieure à 3 heures et inférieure à 5 heures
			100 points pour une durée égale ou supérieure à 5 heures
	Agents reconnus travailleurs handicapés		1 000 points
	Agents qui exercent ou ont exercé leurs fonctions dans un quartier urbain où se posent des problèmes sociaux et de sécurité particulièrement difficiles pendant au moins 5 ans depuis le 1er janvier 2000 et selon les modalités fixées par le décret n°95-313 du 21 mars 1995		1 000 points
	Mutation vers les DROM-COM Justification de quatre critères minimum du centre des intérêts matériels et moraux (CIMM, cf. annexe , page 7)		1 000 points
	Mutation consécutive à un emploi supprimé		1 000 points

BAREME**Mobilité 2020 des personnels enseignants et personnels d'éducation**

Loi n°84-16 modifiée du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (articles 60 et 62 bis)

Décret n°2016-1969 du 28 décembre 2016 relatif à la procédure d'édition des lignes directrices permettant le classement par l'administration des demandes de mutation des fonctionnaires de l'Etat

TABLEAU B : CRITERES SUPPLEMENTAIRES ETABLIS A TITRE SUBSIDIAIRE

Critères	Situations	Modalités de prise en compte	Pondération
Critères supplémentaires relatifs à la <u>situation individuelle ou familiale</u>	Rapprochement de concubins	Années de séparation : écart en années entre la date de séparation et le 31/12/2019	5 points pour la 1ère année 15 points pour les années suivantes
		Durée du trajet entre les lieux de travail respectifs des conjoints ou partenaires d'un PACS (trajet le plus rapide calculé via Internet [joindre l'édition] ou selon les horaires des transports en commun empruntés [abonnement et horaires à l'appui])	20 points pour une durée d'1 heure à moins de 2 heures 40 points pour une durée de 2 heures à moins de 3 heures 50 points pour une durée supérieure à 3 heures et inférieure à 5 heures 100 points pour une durée égale ou supérieure à 5 heures
		Parent exerçant seul l'autorité parentale	Quel que soit le nombre d'enfants 13 points
		Rapprochement d'enfant à partir du moment où la garde principale est confiée à l'autre parent (situation géographique acquise au 31/12/2019)	Trajet le plus rapide calculé via Internet [joindre l'édition] ou selon les horaires des transports en commun empruntés [abonnement et horaires à l'appui] 20 points pour une durée d'1 heure à moins de 2 heures 40 points pour une durée de 2 heures à moins de 3 heures 50 points pour une durée supérieure à 3 heures et inférieure à 5 heures 100 points pour une durée égale ou supérieure à 5 heures
	Enfant, ascendant direct à charge fiscalement	Nombre d'enfants et/ou ascendants à charge fiscalement.	5 points par personne à charge
	Enfant en garde alternée	Quel que soit le nombre d'enfants	20 points
	Agents ayant la qualité de proche aidant d'une ou de plusieurs personnes dont la liste est fixée par l'article L3142-16 du code du travail et présentant un handicap ou une perte d'autonomie d'une particulière gravité	Nombre de personnes accompagnées	80 points par personne accompagnée
	Mise en disponibilité de l'agent pour élever un enfant	Quel que soit le nombre d'enfants	3 points par année complète
	Congé parental	Congé parental pris avant mars 2012	3 points
		CP pris après mars 2012 pour durée sup. à 1 an	3 points
	Demande de poste double (mutation conjointe)		25 points

BAREME**Mobilité 2020 des personnels enseignants et personnels d'éducation**

Loi n°84-16 modifiée du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (articles 60 et 62 bis)

Décret n°2016-1969 du 28 décembre 2016 relatif à la procédure d'édition des lignes directrices permettant le classement par l'administration des demandes de mutation des fonctionnaires de l'Etat

Critères supplémentaires relatifs à la <u>carrière et au fonctionnement du service</u>	Situation dans le corps au 31 décembre 2019	Nombre d'échelons	3 points par échelon
		Hors classe	24 points
		Classe exceptionnelle	24 points
	Stabilité dans le poste (seules les années de service effectif en qualité de titulaire sont prises en compte)	Selon la durée :	3 points pour les 3 premières années (maximum : 9 pts)
			6 points par an durant les 4ème et 5ème années, soit au bout de 5 ans : 21 points
			9 points par an pour les années suivantes
	Bonification pour première affectation en tant que titulaire sur poste déficitaire (arrêté du 23 novembre 2016 pris en application du décret n°91-166 du 12 février 1991, publié au JO du 25 novembre 2016)	Selon la durée :	5 points pour la première année
			10 points pour deux années
			20 points pour trois années
			35 points pour quatre années
			45 points pour 5 années et plus
	Réintégration d'agents détachés	2ème priorité sur tous les agents (hormis pour les transferts de site)	10 points

Les situations décrites dans les tableaux A et B sont, le cas échéant, cumulables entre elles

Economie

SESG/Gest. Entreprise

IAE

Région	Etablissement	N° poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA La Tour du Pin	1157		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1229		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Chervé du LEGTPA Roanne Chervé	1183		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1315		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA du Bourbonnais	1042		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aurillac	1076	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Bourg les Valence	1089		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Bourq en Bresse	1012		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aurillac	1077	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Fontaines	1505		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	Site de Nevers du LEGTA Nevers Cosne	1474	V		1	
Bretagne	LEGTA Quimper Bréhoulou	1603		SV	1	
Bretagne	LEGTA Quimper Bréhoulou	1604		SV	1	
Bretagne	LEGTA Quimper Bréhoulou	1605		SV	1	
Bretagne	LEGTA le gros chêne à Pontivy	1641	V		1	
Grand Est	LEGTA Chaumont	1909	V		1	
Hauts de France	Site d'Arras du LEGTA du Pas de Calais	2174		SV	1	
Hauts de France	LEGTPA Lomme	2099		SV	1	
Mayotte	Lycée Agricole de Mayotte	2322	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Dax	2629		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Saint Yrieix La Perche	2832		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Le Petit Chadignac à Saintes	2491		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Melle	2732	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2561		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Pau Montardon	2689		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Angoulême	2451		SV	1	
Occitanie	Site de La Canourgue du LEGTPA de la Lozère	3099		SV	1	
Occitanie	Site de La Canourgue du LEGTPA de la Lozère	3100		SV	1	
Occitanie	LEGTPA de Montauban	3186	V		1	
Occitanie	Site d'Auch du LEGTA Auch Beaulieu Lavacant	3028		SV	1	
Occitanie	LEGTA Carcassonne	2865		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2947		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Digne Carmeiane	3343		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Antibes	3357		SV	1	

PCEA

Région	Etablissement	N° poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	1223		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Cibeins	1028		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Romans	1112		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA La Côte Saint André	1125	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1316		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1317		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Bourg les Valence	1090	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Beaune	1383		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Plombières les Dijon	1375		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	Site de Nevers du LEGTA Nevers Cosne	1475		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	Site de Nevers du LEGTA Nevers Cosne	1476		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA d'Auxerre	1539		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mancy Lons le Saunier	1429		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mancy Lons le Saunier	1430		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA du Morvan	1454		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA La Barotte - Haute Côte-d'Or	1363	V		1	
Bretagne	LEGTA Guingamp Kernilien	1577		SV	1	
Bretagne	LEGTA le gros chêne à Pontivy	1642		SV	1	
Bretagne	LEGTA le gros chêne à Pontivy	1640		SV	1	
Bretagne	LEGTA Caulnes	1567		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	1665		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Chartres	1686	V		1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	1666		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1808	V		1	
Centre-Val de Loire	LEGTA de Châteauroux	1701		SV	1	
Corse	LEGTA Sartène	1837		SV	1	
Corse	LEGTA Sartène	1838	V		1	
Grand Est	LEGTPA de Colmar Wintzenheim	2003		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2020		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Meurthe et Moselle	1927		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Troyes Saint Pouange	1878		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Châlons en Champagne	1900		SV	1	
Grand Est	LPA Erstein	2000		SV	1	
Grand Est	LPA Fayl Billot	1921		SV	1	
Grand Est	LEGTA Château Salins	1958	V		1	
Guadeloupe	LEGTPA Guadeloupe	2048		SV	1	
Guadeloupe	LEGTPA Guadeloupe	2049	V		1	
Guyane	LEGTPA de Macouria	2056		SV	1	
Hauts de France	Site d'Arras du LEGTA du Pas de Calais	2175		SV	1	
Hauts de France	LEGTA de l'Oise	2155		SV	1	
Hauts de France	Site d'Arras du LEGTA du Pas de Calais	2176		SV	1	
Hauts de France	LPA de Dunkerque Rosendaël	2117	V		1	
Hauts de France	LEGTA Crézancy	2077		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2238		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2239	V		1	
La Réunion	LEGTA Saint Paul	2285		SV	1	
Normandie	LEGTPA Sées	2395		SV	1	
Normandie	LPA Le Neubourg	2362		SV	1	
Normandie	LEGTA 'le Robillard'	2330		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	2591		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	2592		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Pau Montardon	2690		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Meymac	2531		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Limoges Les Vaseix	2806		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Angoulême	2452		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Bourcefranc	2470		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Poitiers Venours	2763		SV	1	

Région	Etablissement	N° poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Poitiers Venours	2764		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2562		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	2593		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Queuille à Neuvic	2520		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Queuille à Neuvic	2521		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Libourne Montagne	2602		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Angoulême	2453		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA G. Desclauze à Saintes	2476		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Bressuire	2721		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bergerac Monbazillac	2572		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Nérac	2662		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Limoges Les Vaseix	2807		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Mugron	2642		SV	1	
Occitanie	LEGTA Carcassonne	2866		SV	1	
Occitanie	LEGTA Carcassonne	2867		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2948		SV	1	
Occitanie	LEGTA Perpignan Roussillon	3142		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2988		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2989		SV	1	
Occitanie	LEGTA Ondes	2963		SV	1	
Occitanie	LEGTA Figeac	3085		SV	1	
Occitanie	LEGTA Figeac	3086		SV	1	
Occitanie	LEGTA Vic en Bigorre	3125		SV	1	
Occitanie	LEGTA Vic en Bigorre	3126		SV	1	
Occitanie	LEGTA Pamiers	2848		SV	1	
Occitanie	LEGTA de l'Hérault	3043		SV	1	
Occitanie	LEGTA de l'Hérault	3044		SV	1	
Occitanie	LEGTPA d'Albi	3163		SV	1	
Occitanie	LEGTPA d'Albi	3164		SV	1	
Occitanie	Site de Saint Chély du LEGTPA de la Lozère	3111		SV	1	
Occitanie	LEGTA Castelnaudary	2879		SV	1	
Occitanie	LPA Lavaur	3172		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Fontenay Le Comte	3304	V		1	
Pays de la Loire	LEGTPA La Roche sur Yon	3328		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Guérande	3216		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Le Mans	3223		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Aix Valabre	3369		SV	1	
PLPA						
Région	Etablissement	N° poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA du Bourbonnais	1043		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Durdar Larequille	1054		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	1224		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de St Gervais du LPA des Combrailles	1278		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA La Tour du Pin	1158		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Voiron	1166		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1318		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Cognin	1338		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Contamine sur Arve	1352		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Yssingeaux	1199		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Yssingeaux	1200		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1231		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Contamine sur Arve	1353		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aubenas	1066		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Saint Genis Laval	1286		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Saugues du LEGTPA Brioude Bonnefont	1228		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA du Bourbonnais	1044		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA du Morvan	1455		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA La Barotte - Haute Côte-d'Or	1364	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	Site de Cosne du LEGTA Nevers Cosne	1469		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mancy Lons le Saunier	1431		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Lons Le Saunier-Montmorot	1415		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA du Morvan	1456		SV	1	Enseignement complémentaire en ESF
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA du Morvan	1457		SV	1	Enseignement complémentaire en SESG/GC
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mancy Lons le Saunier	1432		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Fontaines	1506		SV	1	
Bretagne	Site de Châteaulin du LEGTPA de Châteaulin Morlaix	1611		SV	1	
Bretagne	Site de St Jean du LPA St Jean Brévelay Hennebont	1653		SV	1	
Bretagne	LP Saint Brieuc	1597		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Amboise	1729	V		1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Chartres	1687	V		1	
Centre-Val de Loire	LPA Chambray Les Tours	1741		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Montoire du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1763		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1777		SV	1	
Grand Est	Site de Bar le Duc du LEGTPA de la Meuse	1939		SV	1	
Grand Est	LEGTA Château Salins	1959		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Charleville Mézières	1855		SV	1	
Grand Est	LEGTA Chaumont	1910		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2021		SV	1	
Grand Est	LEGTPA des Vosges	2042		SV	1	
Grand Est	Site de Verdun du LEGTPA de la Meuse	1955	V		1	
Grand Est	LEGTPA Troyes Saint Pouange	1879		SV	1	
Grand Est	LEGTA Chaumont	1911		SV	1	
Grand Est	LEGTA Château Salins	1960		SV	1	
Grand Est	LEGTA Metz Courcelles Chaussy	1973		SV	1	
Grand Est	Site de Bar le Duc du LEGTPA de la Meuse	1940	V		1	
Guyane	LEGTPA de Macouria	2057	V		1	
Hauts de France	LEGTA Amiens le Paraclet	2194		SV	1	
Hauts de France	LEGTPA Lomme	2100		SV	1	
Hauts de France	LPA Valenciennes Raismes	2112		SV	1	
Hauts de France	Site d'Arras du LEGTA du Pas de Calais	2177		SV	1	
Hauts de France	LPA de la baie de Somme	2199		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2240		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2241		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2242		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2279		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA La Bretonnière	2252	V		1	
Île-de-France	LEGTPA La Bretonnière	2253		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2284	V		1	
La Réunion	LPA Saint Joseph	2298		SV	1	
Normandie	Site de Neufchâtel en Bray du LPA du Pays de Bray	2429		SV	1	

Région	Etablissement	N° poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Normandie	LEGTA 'le Robillard'	2331		SV	1	
Normandie	LEGTPA Saint Hilaire du Harcouët	2392	V		1	
Normandie	LPA Alençon	2411		SV	1	
Normandie	LEGTA Evreux	2354		SV	1	
Normandie	LPA Le Neubourg	2363		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA La Tour Blanche - Langon	2623		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Tonneins	2678		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Orthez	2710		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Saint Yrieix La Perche	2833		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Le Renaudin à Jonzac	2499		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Bressuire	2722		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Ste Pezenne à Niort	2746		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Melle	2733		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Barbezieux	2461	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2563		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Magnac Laval	2817		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Nérac	2663		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Bourcefranc	2471		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Poitiers Venours	2765		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Montmorillon	2780		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Angoulême	2454		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Melle	2734		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Bassaler Brive Voutezac	2512		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Dax	2630		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Mugron	2643		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Sabres	2650		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Sainte Livrade sur Lot	2672		SV	1	
Occitanie	LPA Castelnau Le Lez	3058		SV	1	
Occitanie	LPA Rivesaltes	3154		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Affrique	2921		SV	1	
Occitanie	LPA Castelnau Le Lez	3059		SV	1	
Occitanie	LEGTA Carcassonne	2868		SV	1	
Occitanie	LPA de Pézenas	3071		SV	1	
Occitanie	LEGTA Pamiers	2849		SV	1	
Occitanie	Site d'Auch du LEGTA Auch Beaulieu Lavacant	3029		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Affrique	2922	V		1	
Occitanie	LEGTA Figeac	3087		SV	1	
Occitanie	LEGTA Ondes	2964		SV	1	
Occitanie	LPA Moissac	3197		SV	1	
Occitanie	LPA Riscle	3017		SV	1	
Occitanie	LPA Moissac	3198		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Guérande	3217		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Château Gontier	3273		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Luçon Pétré	3314		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Luçon Pétré	3227		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Laval	3221		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Hyères	3392		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Les Magnanarelles Arcs sur Argens	3401		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Isle sur Sorgue	3437		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Aix Valable	3370		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Avignon	3418		SV	1	
SESG/Gest commerciale						
PCEA						
Région	Etablissement	N° poste	V	SV	Nombre de	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Pontaumur du LPA des Combrailles	1273		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Bourg les Valence	1091		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1232	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Beaune	1384	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mâcon Davayé	1512		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mâcon Davayé	1513		SV	1	
Grand Est	LPA Erstein	1999		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA G. Desclaude à Saintes	2477		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Limoges Les Vaseix	2808		SV	1	
Occitanie	LEGTPA de Montauban	3187		SV	1	
Occitanie	LPA Tarbes	3136		SV	1	
Occitanie	LEGTA Villefranche de Rouergue	2900		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Le Mans	3284	V		1	
Pays de la Loire	LEGTA Le Mans	3285		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Angers Le Fresne	3250		SV	1	
PLPA						
Région	Etablissement	N° poste	V	SV	Nombre de	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	1225		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Voiron	1167		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site Montbrison du LEGTA Montbrison	1195		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Voiron	1168		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site Montbrison du LEGTA Montbrison	1196		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Montravel	1176		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA La Tour du Pin	1159	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Champs sur Yonne	1552	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mâcon Davayé	1514		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Champs sur Yonne	1553		SV	1	
Bretagne	LEGTA le gros chêne à Pontivy	1643		SV	1	
Bretagne	Site de St Jean du LPA St Jean Brévelay Hennebont	1654		SV	1	
Bretagne	LEGTA le gros chêne à Pontivy	1644		SV	1	
Bretagne	Site de Châteaulin du LEGTPA de Châteaulin Morlaix	1612	V		1	Enseignement complémentaire en SESG/GE
Centre-Val de Loire	LPA Chambray Les Tours	1740	V		1	
Centre-Val de Loire	Site de Blois du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1753		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Blois du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1754		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Amboise	1730		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Chambray Les Tours	1742	V		1	
Grand Est	LEGTA Chaumont	1912		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Avize	1889	V		1	
Hauts de France	LPA Ribécourt	2165		SV	1	
Hauts de France	LPA Valenciennes Raimses	2113		SV	1	

Région	Etablissement	N° poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Hauts de France	LEGTPA Lomme	2101		SV	1	
Hauts de France	Site du Quesnoy du LEGTA du Nord	2140		SV	1	
Hauts de France	LEGTA Amiens le Paraclet	2195		SV	1	
Hauts de France	LPA Aumont	2086		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA La Bretonnière	2254		SV	1	
La Réunion	LEGTA Saint Paul	2286		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bergerac Monbazillac	2573		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Tonneins	2679		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Magnac Laval	2818		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Magnac Laval	2819		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Magnac Laval	2820		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Le Renaudin à Jonzac	2500		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Ste Pezenne à Niort	2747		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Poitiers Venours	2766		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Tonneins	2680		SV	1	
Occitanie	LPA Mirande	3008		SV	1	
Occitanie	LPA Castelnaud Le Lez	3060		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Gaudens	2996	V		1	
Pays de la Loire	LEGTA Luçon Pétré	3315		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Fontenay Le Comte	3305		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Château Gontier	3274		SV	1	

SESG/Eco Sociale et fam.

PLPA

Région	Etablissement	N° poste	V	SV	Nombre de	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aubenas	1067		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Cognin	1339		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA du Bourbonnais	1045		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Plagny Sermoise	1465		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mancy Lons le Saunier	1433	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mancy Lons le Saunier	1434		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA du Morvan	1458	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA de Charolles	1520		SV	1	
Bretagne	LP Saint Briec	1598		SV	1	
Bretagne	LP Saint Briec	1599		SV	1	
Bretagne	LEGTA Caulnes	1568		SV	1	
Bretagne	Site de St Jean du LPA St Jean Brévelay Hennebont	1661		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Chambray Les Tours	1743		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Chambray Les Tours	1744		SV	1	
Grand Est	LEGTA Château Salins	1961		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Troyes Saint Pouange	1880		SV	1	
Hauts de France	Site du Quesnoy du LEGTA du Nord	2141		SV	1	
Hauts de France	Site de Péronne du LPA de la Haute Somme	2211	V		1	
Hauts de France	Site de Péronne du LPA de la Haute Somme	2212		SV	1	
Hauts de France	Site de Sains du Nord du LEGTA du Nord	2132	V		1	
Île-de-France	LEGTPA La Bretonnière	2255	V		1	
Normandie	LPA Alençon	2412		SV	1	
Normandie	LPA Alençon	2413	V		1	
Normandie	Site de Neufchâtel en Bray du LPA du Pays de Bray	2430	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Mugron	2644	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Tulle Naves	2542		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2564	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Tonneins	2681		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Thuré	2793		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Oloron Sainte Marie	2698	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Tonneins	2682	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Limoges Les Vaseix	2809	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA de Poitiers	2773	V		1	
Occitanie	LPA Saint Gaudens	2997		SV	1	
Occitanie	LPA Cahors	3092		SV	1	
Occitanie	LEGTPA de Montauban	3188		SV	1	
Occitanie	LEGTA Villefranche de Rouergue	2901		SV	1	
Occitanie	LEGTPA de Montauban	3189		SV	1	
Occitanie	LPA de Pézenas	3072		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Fontenay Le Comte	3306		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Aix Valabre	3371	V		1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Saint Rémy de Provence	3385		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Les Magnanarelles Arcs sur Argens	3402		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Hyères	3393		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Carpentras	3428		SV	1	

Biologie

Biologie-Ecologie

Agrégé

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1235		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1236		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1237		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1810		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1811		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bordeaux Blanquefort	2608		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2965		SV	1	
IAE						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	1667	V		1	

PCEA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aurillac	1069		SV	1	Enseignement complémentaire en BMB
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	1208		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Rochefort Montagne	1260		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Cibeins	1013		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Cibeins	1014		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aubenas	1056	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aubenas	1057		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Bourg les Valence	1093		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Chervé du LEGTPA Roanne Chervé	1177		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1322		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1323		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Yssingeaux	1201		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA La Roche sur Foron	1345		SV	1	Enseignement complémentaire en BMB
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Bourq en Bresse	1000		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Beaune	1386		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Beaune	1387		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	Site de Nevers du LEGTA Nevers Cosne	1477		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Fontaines	1507	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Lons Le Saunier-Montmorot	1417		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Vesoul	1491	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Valdoie	1561		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	Site de Nevers du LEGTA Nevers Cosne	1478		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Lons Le Saunier-Montmorot	1436		SV	1	
Bretagne	LEGTA Guingamp Kernilien	1578		SV	1	
Bretagne	LEGTA Guingamp Kernilien	1579		SV	1	
Bretagne	LEGTA Rennes Le Rheu	1624		SV	1	
Bretagne	LEGTA Caulnes	1569		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	1668		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	1669		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	1670		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Chartres	1688		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA de Châteauroux	1702	V		1	
Centre-Val de Loire	Site de Montoire du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1764		SV	1	Enseignement sur 2 sites : Montoire et Blois
Centre-Val de Loire	LPA Amboise	1732		SV	1	
Grand Est	LEGTA Obernai	1984		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2022		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2023		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Colmar Wintzenheim	2004		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Colmar Wintzenheim	2005		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Châlons en Champagne	1901		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Avize	1891		SV	1	Enseignement complémentaire en BMB
Grand Est	LEGTPA de Meurthe et Moselle	1928		SV	1	
Grand Est	Site de Bar le Duc du LEGTPA de la Meuse	1942		SV	1	Enseignement complémentaire en STAE/GAEN
Grand Est	LPA Fayl Billot	1923		SV	1	
Guadeloupe	LEGTPA Guadeloupe	2050		SV	1	
Guyane	LEGTPA de Macouria	2058	V		1	
Hauts de France	Site de Douai du LEGTA du Nord	2119		SV	1	Enseignement complémentaire en agroéquipement
Hauts de France	Site d'Arras du LEGTA du Pas de Calais	2167		SV	1	
Hauts de France	LEGTA Crézancy	2069		SV	1	
Hauts de France	LEGTA Amiens le Paraclet	2179		SV	1	
Hauts de France	LEGTA Amiens le Paraclet	2180		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2258	V		1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2259		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2213	V		1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2214		SV	1	
Martinique	LEGTA Croix Rivaïl	2310		SV	1	
Mayotte	Lycée Agricole de Mayotte	2324	V		1	
Normandie	LEGTA 'le Robillard'	2332		SV	1	
Normandie	LEGTA Coutances	2382		SV	1	
Normandie	LEGTA E. de Chambray	2364		SV	1	
Normandie	LEGTA E. de Chambray	2365		SV	1	
Normandie	LEGTA Evreux	2355		SV	1	
Normandie	LEGTA Yvetot	2417		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	2574		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Sainte Livrade sur Lot	2665		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Tonneins	2673		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Bassaler Brive Voutezac	2501		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Bassaler Brive Voutezac	2502		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Tulle Naves	2532		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Meymac	2523		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2543		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2544		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Limoges Les Vaseix	2794		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Angoulême	2443		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Potiers Venours	2749		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Mugron	2631		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Melle	2723		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Thuré	2782		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Pau Montardon	2684		SV	1	Enseignement sur 2 sites : Pau et Oloron
Occitanie	Site de Saint Chély du LEGTPA de la Lozère	3102		SV	1	
Occitanie	LEGTA Villefranche de Rouergue	2889		SV	1	
Occitanie	LEGTA Vic en Bigorre	3113		SV	1	
Occitanie	LEGTPA de Montauban	3173		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Affrique	2903		SV	1	
Occitanie	LEGTA Ondes	2951		SV	1	
Occitanie	LPA Castelnau Le Lez	3045		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Saint Herblain	3199		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Angers Le Fresne	3237		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Fontenay Le Comte	3211		SV	1	Enseignement complémentaire en BMB
Pays de la Loire	LEGTA Angers Le Fresne	3238		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTPA La Roche sur Yon	3317	V		1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Antibes	3350		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Antibes	3351		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Aix Valabre	3358		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Aix Valabre	3359	V		1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Hyères	3386		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Avignon	3403		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Avignon	3404		SV	1	

PLPA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1238		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Bourg en Bresse	1001		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Romans	1100		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA La Tour du Pin	1149		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Voiron	1160		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site St Genest Malifaux du LEGTA Montbrison	1197		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Montravel	1170		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Lyon Dardilly	1279		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Belleville	1302		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Saint Genis Laval	1288		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Cognin	1341	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Yssingeaux	1202	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Noirétable du LEGTPA de Roanne Chervé	1178		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Plagny Semoise	1466		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA du Morvan	1459	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA du Morvan	1460	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA de Charolles	1521		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Tournus	1531	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Champs sur Yonne	1554	V		1	
Bretagne	LEGTA Caulnes	1570		SV	1	
Bretagne	Site de Châteaulin du LEGTPA de Châteaulin Morlaix	1613		SV	1	
Bretagne	LEGTA le gros chêne à Pontivy	1645		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA de Châteauroux	1703		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1780		SV	1	
Corse	LEGTA Sartène	1840	V		1	
Grand Est	LEGTPA Charleville Mézières	1856		SV	1	
Grand Est	LEGTA Metz Courcelles Chaussy	1974		SV	1	
Guyane	LEGTPA de Macouria	2059		SV	1	
Hauts de France	LPA Aumont	2082		SV	1	
Hauts de France	Site de Péronne du LPA de la Haute Somme	2201	V		1	
Hauts de France	LEGTA de l'Oise	2142	V		1	
Hauts de France	LPA Valenciennes Raismes	2102		SV	1	Enseignement sur 2 sites : Valenciennes et Arras
Hauts de France	LPA de la baie de Somme	2196	V		1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2215	V		1	
Normandie	Site de Neufchâtel en Bray du LPA du Pays de Bray	2432	V		1	
Normandie	Site de Merval du LPA du Pays de Bray	2431		SV	1	
Normandie	LEGTA Saint Lô Thère	2377	V		1	
Normandie	LPA Envermeu	2440	V		1	
Normandie	LPA de Vire	2350		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Sabres	2646		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Saint Yrieix La Perche	2822		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Barbezieux	2455		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Ste Pezenne à Niort	2737	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Ste Pezenne à Niort	2738		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Orthez	2699		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Poitiers Venours	2750		SV	1	Enseignement complémentaire en STAE/Aménagement Paysager
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	2575		SV	1	
Occitanie	LPA Castelnau Le Lez	3046		SV	1	
Occitanie	LPA Rivesaltes	3143		SV	1	
Occitanie	LPA Rivesaltes	3144		SV	1	
Occitanie	LPA Mirande	2999		SV	1	
Occitanie	LPA Tarbes	3128		SV	1	
Occitanie	LPA Lavaur	3165		SV	1	
Occitanie	LPA Moissac	3191		SV	1	
Occitanie	LEGTA Carcassonne	2851		SV	1	
Occitanie	LEGTA Castelnaudary	2869		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Guérande	3235	V		1	
Pays de la Loire	LPA Montreuil Bellay	3251		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Le Mans	3207		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Saint Rémy de Provence	3378		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Isle sur Sorgue	3430		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Orange	3438		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Carpentras	3419		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Les Magnanarelles Arcs sur Argens	3394		SV	1	
Bioch. microbio. biotech						
Agrégré						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1812		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1813		SV	1	
PCEA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Saint Flour	1078		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Bourg en Bresse	1002		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Saint Genis Laval	1289		SV	1	Enseignement complémentaire en Biologie Ecologie
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Saint Genis Laval	1290		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Saint Genis Laval	1291		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA La Roche sur Foron	1346		SV	1	Enseignement complémentaire en génétique moléculaire
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA La Roche sur Foron	1347	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Bourg en Bresse	1003		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA La Roche sur Foron	1348		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Saint Genis Laval	1293		SV	1	Enseignement complémentaire en IAA/GA
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Plombières les Dijon	1376		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Plombières les Dijon	1377	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mamirolle	1398		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Poligny	1449		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Poligny	1450		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Poligny	1451		SV	1	
Bretagne	LEGTA le gros chêne à Pontivy	1646		SV	1	
Bretagne	LEGTA le gros chêne à Pontivy	1647		SV	1	
Bretagne	LEGTA le gros chêne à Pontivy	1648	V		1	

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Centre-Val de Loire	LEGTA Chartres	1689		SV	1	Enseignement complémentaire en IAA/GA
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1781		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Colmar Wintzenheim	2006		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Colmar Wintzenheim	2007	V		1	
Hauts de France	Site du Quesnoy du LEGTA du Nord	2133		SV	1	
Hauts de France	Site de Douai du LEGTA du Nord	2120		SV	1	
Hauts de France	LEGTA Amiens le Paraclet	2181	V		1	
Martinique	LPA Le Robert	2315		SV	1	
Normandie	LEGTA Yvetot	2418		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bordeaux Blanquefort	2609		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Melle	2724	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA de Poitiers	2768		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Bressuire	2712	V		1	
Occitanie	LEGTA Villefranche de Rouergue	2890		SV	1	
Occitanie	LEGTA Villefranche de Rouergue	2891		SV	1	
Occitanie	LEGTA Villefranche de Rouergue	2892		SV	1	
Occitanie	LEGTA Villefranche de Rouergue	2893		SV	1	
Occitanie	LEGTA de l'Hérault	3031		SV	1	
Occitanie	LEGTA de l'Hérault	3032		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Fontenay Le Comte	3292		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Avignon	3405		SV	1	

PLPA

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Occitanie	LPA Castelnau Le Lez	3047		SV	1	

Agronomie

STA/Productions végétales

IAE

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	1209		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Cibeins	1015		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Contamine sur Arve	1354		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site Montbrison du LEGTA Montbrison	1184	V		1	Profil polyculture élevage
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA d'Auxerre	1542		SV	1	
Grand Est	Site de Bar le Duc du LEGTPA de la Meuse	1943		SV	1	
Grand Est	LEGTA Obernai	1985		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Rethel	1864	V		1	
La Réunion	LEGTA Saint Paul	2288		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	2576		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Nérac	2652	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Tulle Naves	2533		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2545		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bordeaux Blanquefort	2610		SV	1	
Occitanie	LEGTA Castelnaudary	2870		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2925		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2966	V		1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2967		SV	1	
Occitanie	LEGTA Ondes	2952		SV	1	
Occitanie	LEGTA de l'Hérault	3033		SV	1	
Occitanie	LEGTA Carcassonne	2852		SV	1	
Occitanie	Site d'Auch du LEGTA Auch Beaulieu Lavacant	3018		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Affrique	2904		SV	1	

PCEA

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1239		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aubenas	1059		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Romans	1101		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site Montbrison du LEGTA Montbrison	1185		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Bourg les Valence	1094		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aubenas	1058		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Lyon Dardilly	1282	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Dijon Quétigny	1393		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	Site de Nevers du LEGTA Nevers Cosne	1479		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA d'Auxerre	1543	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Vesoul	1492		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA d'Auxerre	1544	V		1	
Bretagne	LEGTA Rennes Le Rheu	1625		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	1671	V		1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Chartres	1690		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA de Châteauroux	1704		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Montoire du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1765		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1782		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Chartres	1691		SV	1	
Grand Est	LEGTA Obernai	1986		SV	1	
Grand Est	LEGTA Metz Courcelles Chaussy	1975		SV	1	
Hauts de France	Site d'Arras du LEGTA du Pas de Calais	2168	V		1	
Hauts de France	LEGTA de l'Oise	2143		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2216		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2260		SV	1	
Martinique	LEGTA Croix Rivail	2311		SV	1	
Normandie	LEGTA 'le Robillard'	2334		SV	1	
Normandie	LEGTPA Sées	2397	V		1	
Normandie	LEGTPA Sées	2398		SV	1	
Normandie	LEGTA 'le Robillard'	2335	V		1	
Normandie	LEGTA Coutances	2383		SV	1	
Normandie	LPA Le Neubourg	2368	V		1	
Normandie	LEGTA Yvetot	2420		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Le Renaudin à Jonzac	2492		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Poitiers Venours	2751		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA G. Desclaude à Saintes	2473		SV	1	
Occitanie	LPA de Pézenas	3062		SV	1	

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Occitanie	Site d'Auch du LEGTA Auch Beaulieu Lavacant	3019	V		1	
Occitanie	LEGTPA d'Albi	3157		SV	1	
Occitanie	LEGTPA d'Albi	3158		SV	1	
Occitanie	LPA Castelnau Le Lez	3048		SV	1	
Occitanie	LEGTA Figeac	3074		SV	1	
Occitanie	LEGTA Castelnau-d'Aud	2871	V		1	
Pays de la Loire	LEGTA Angers Le Fresne	3239		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Laval	3201		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Avignon	3406		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Aix Valabre	3360		SV	1	
PLPA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Durdard Larequille	1047		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Belleville	1303		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1240		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Saint Flour	1079		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1241		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Lons Le Saunier-Montmorot	1418		SV	1	
Bretagne	LEGTA Caulnes	1571	V		1	
Bretagne	LPA Saint Aubin du Cormier	1629		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Montoire du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1766	V		1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2024		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Reithel	1865		SV	1	Enseignement complémentaire en STA/Productions Animales
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2217	V		1	
Île-de-France	LEGTPA La Bretonnière	2245	V		1	
La Réunion	LPA Saint Joseph	2300		SV	1	
La Réunion	LEGTA Saint Paul	2289	V		1	
Mayotte	Lycée Agricole de Mayotte	2325		SV	1	
Normandie	LEGTA 'le Robillard'	2336		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Orthez	2700		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Poitiers Venours	2752		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Mugron	2632		SV	1	Enseignement sur 2 sites : Mugron et Dax
Occitanie	LPA Saint Gaudens	2991		SV	1	
Occitanie	LEGTA Vic en Bigorre	3114		SV	1	
Occitanie	Site de Saint Chély du LEGTPA de la Lozère	3103		SV	1	
Occitanie	Site de Saint Chély du LEGTPA de la Lozère	3104		SV	1	
Occitanie	Site de Saint Chély du LEGTPA de la Lozère	3105		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Affrique	2905		SV	1	
Occitanie	LPA Laval	3167		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Laval	3202		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Luçon Pêtré	3307	V		1	
Pays de la Loire	LEGTA Le Mans	3208		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Château Gontier	3205	V		1	Enseignement complémentaire en agroéquipement
Pays de la Loire	LEGTA Luçon Pêtré	3225	V		1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Carpentras	3420		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Isle sur Sorgue	3431		SV	1	
Sces et tech vigne vin						
IAE						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Centre-Val de Loire	LPA Amboise	1733	V		1	
Grand Est	LEGTPA Avize	1892		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2025	V		1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2026		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Le Renaudin à Jonzac	2493		SV	1	Enseignement complémentaire en STA/Productions Végétales
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2926		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2927		SV	1	
Occitanie	LEGTA de l'Hérault	3034	V		1	
PCEA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Beaune	1388		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2027	V		1	
Grand Est	LEGTPA Avize	1893	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Libourne Montagne	2595		SV	1	
Occitanie	LEGTA Carcassonne	2853		SV	1	
PLPA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Belleville	1304		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	Site de Cosne du LEGTA Nevers Cosne	1470		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	Site de Cosne du LEGTA Nevers Cosne	1471	V		1	
Centre-Val de Loire	LPA Amboise	1734		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Amboise	1735	V		1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2028	V		1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2029		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Avize	1894		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Avize	1895		SV	1	
Hauts de France	LEGTA Crézancy	2070		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA La Tour Blanche - Langon	2618		SV	1	Enseignement complémentaire en SESG/GE
Nouvelle-Aquitaine	LPA La Tour Blanche - Langon	2619		SV	1	
Occitanie	LEGTA Carcassonne	2854		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Hyères	3387		SV	1	

STA/Production horticole						
IAE						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Romans	1102		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Montravel	1171		SV	1	
Hauts de France	LPA Ribécourt	2157		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Bassaler Brive Voutezac	2503		SV	1	
PCEA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Romans	1103	V		1	Enseignement complémentaire en Biologie Ecologie
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Lyon Dardilly	1280		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Lyon Dardilly	1281	V		1	
Grand Est	LEGTPA de Colmar Wintzenheim	2008	V		1	
Guadeloupe	LEGTPA Guadeloupe	2051		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Bassaler Brive Voutezac	2504		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Thuré	2783		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Ste Pezenne à Niort	2739	V		1	
Pays de la Loire	LEGTA Angers Le Fresne	3240		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Angers Le Fresne	3241		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Luçon Pétré	3226	V		1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Avignon	3407		SV	1	
PLPA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1242		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA La Tour du Pin	1150		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Montravel	1172		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Durdar Larequille	1048		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Plagny Semoise	1467		SV	1	
Bretagne	Site de Châteaulin du LEGTPA de Châteaulin Morlaix	1614		SV	1	
Bretagne	Site de Châteaulin du LEGTPA de Châteaulin Morlaix	1615		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Blois du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1755		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Blois du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1756		SV	1	
Hauts de France	LEGTPA Lomme	2088		SV	1	
Hauts de France	LPA Valenciennes Raismes	2103		SV	1	
Hauts de France	LPA Valenciennes Raismes	2104		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2218		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2261		SV	1	
Normandie	LEGTA Coutances	2384		SV	1	
Occitanie	LPA Castelnaud Le Lez	3049		SV	1	
Occitanie	LPA Rivesaltes	3145		SV	1	
Occitanie	LPA Rivesaltes	3146		SV	1	
Occitanie	LPA Tarbes	3129	V		1	Compétence en art floral obligatoire
Occitanie	LPA Moissac	3192		SV	1	
Occitanie	LPA Rivesaltes	3147		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Guérande	3236	V		1	
Pays de la Loire	LEGTA Angers Le Fresne	3242		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Luçon Pétré	3212		SV	1	
Polynésie Française	LPA Opunohu	3329		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Carpentras	3421		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Saint Rémy de Provence	3379		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Antibes	3352		SV	1	
STA/Productions animales						
IAE						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA du Bourbonnais	1031		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	1210		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mancy Lons le Saunier	1437		SV	1	Enseignement complémentaire en Hippologie
Bretagne	LEGTA Guingamp Kernilien	1580		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1783		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1814		SV	1	
Grand Est	LEGTA Chaumont	1914		SV	1	
Grand Est	LEGTA Obernai	1987	V		1	
Normandie	LEGTA 'le Robillard'	2333		SV	1	
Normandie	LEGTA Saint Lô Thère	2378		SV	1	
Normandie	LEGTA Yvetot	2419		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Limoges Les Vaseix	2795		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Affrique	2906	V		1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2968	V		1	
Occitanie	LEGTA Pamiers	2835		SV	1	
PCEA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1243		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA La Côte Saint André	1126	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Cibeins	1016		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	1211		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	Site de Nevers du LEGTA Nevers Cosne	1480		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Besançon	1405		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Vesoul	1493		SV	1	
Bretagne	LEGTA Guingamp Kernilien	1581		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Tours Fondettes	1718		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2030	V		1	
Grand Est	LEGTA Chaumont	1915		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Troyes Saint Pouange	1881		SV	1	
Hauts de France	LEGTA de la Thiérache	2078	V		1	
Hauts de France	LEGTA de l'Oise	2144		SV	1	

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Hauts de France	Site d'Arras du LEGTA du Pas de Calais	2169		SV	1	
Hauts de France	LEGTA Amiens le Paraclet	2182	V		1	enseignement complémentaire en hippologie
Mayotte	Lycée Agricole de Mayotte	2326		SV	1	
Normandie	LEGTA Saint Lô Thère	2379		SV	1	
Normandie	LEGTA E. de Chambray	2366		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Tulle Naves	2534		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2546		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Limoges Les Vaseix	2796		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Barbezieux	2456		SV	1	Enseignement complémentaire en hippologie équitation
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Melle	2725		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2547		SV	1	
Occitanie	LEGTA Figeac	3075		SV	1	Enseignement spécialisé canin/félin
Occitanie	LEGTA Vic en Bigorre	3115		SV	1	
Occitanie	LPA Lavaur	3166		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Afrique	2907	V		1	
Occitanie	Site d'Auch du LEGTA Auch Beaulieu Lavacant	3020		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Laval	3203		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Luçon Pêtré	3308		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Digne Carnejane	3334		SV	1	
PLPA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Saint Flour	1080		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aurillac	1070		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site St Genest Malifaux du LEGTA Montbrison	1198	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA La Barotte - Haute Côte-d'Or	1366		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	Site de Nevers du LEGTA Nevers Cosne	1481		SV	1	Enseignement complémentaire en hippologie
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Dijon Quétigny	1394		SV	1	Enseignement complémentaire en STA/Productions Végétales
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA La Barotte - Haute Côte-d'Or	1367		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Besançon	1406	V		1	Compétence élevage porcin
Bretagne	LEGTA Caulnes	1572	V		1	
Bretagne	LPA Saint Aubin du Cormier	1630		SV	1	
Bretagne	LEGTA Guingamp Kernilien	1582		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Chartres	1692		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Montoire du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1767	V		1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Tours Fondettes	1719		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Montoire du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1768	V		1	
Centre-Val de Loire	LEGTA de Châteaurox	1706	V		1	
Corse	LPA Borgo	1850	V		1	
Grand Est	LEGTPA Rethel	1866		SV	1	
Grand Est	Site de Bar le Duc du LEGTPA de la Meuse	1944		SV	1	
Grand Est	LEGTA Chaumont	1916		SV	1	
Grand Est	LEGTA Château Salins	1962		SV	1	
Grand Est	LEGTA Château Salins	1963		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Meurthe et Moselle	1929	V		1	
Grand Est	LEGTA Metz Courcelles Chaussy	1976	V		1	
Guyane	LEGTPA de Macouria	2060	V		1	
Guyane	LEGTPA de Macouria	2061		SV	1	
Hauts de France	LEGTA de la Thiérache	2079	V		1	
La Réunion	LPA Saint Joseph	2301		SV	1	
Normandie	LPA de Vire	2351		SV	1	
Normandie	LEGTPA Saint Hilaire du Harcouët	2393		SV	1	
Normandie	LEGTPA Sées	2396		SV	1	
Normandie	LEGTA E. de Chambray	2367		SV	1	Compétence agronomie
Nouvelle-Aquitaine	LPA Orthez	2701		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Limoges Les Vaseix	2797		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Tulle Naves	2535		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bazas	2603	V		1	Enseignement complémentaire en Hippologie Equitation
Nouvelle-Aquitaine	LPA Montmorillon	2774		SV	1	Enseignement complémentaire en Biologie/Ecologie
Nouvelle-Aquitaine	LPA Oloron Sainte Marie	2691		SV	1	Enseignement complémentaire en STA/Productions Végétales
Occitanie	LEGTA Pamiers	2836		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Afrique	2908		SV	1	
Occitanie	LEGTA Figeac	3076		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Gaudens	2992		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Château Gontier	3265		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Château Gontier	3206		SV	1	
PS/Animalerie						
PCEA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Magnac Laval	2810		SV	1	
PLPA						
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA La Tour du Pin	1152		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Pontaumur du LPA des Combrailles	1269		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA La Tour du Pin	1151	V		1	
Bretagne	LEGTA Merdrignac	1592	V		1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1784		SV	1	
Hauts de France	LPA Aumont	2083	V		1	
Occitanie	LPA Tarbes	3130		SV	1	
PS/Hippologie						
PLPA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Contamine sur Arve	1356	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Contamine sur Arve	1357		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Contamine sur Arve	1358	V		1	

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mancy Lons le Saunier	1439		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mancy Lons le Saunier	1438		SV	1	
Corse	LEGTA Sartène	1841	V		1	Enseignement complémentaire en équitation
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Nérac	2653		SV	1	Enseignement complémentaire en SESG/GE
Occitanie	LPA Saint Afrique	2909		SV	1	
Occitanie	LPA Mirande	3000		SV	1	Enseignement en maréchalerie
Occitanie	LPA Mirande	3001		SV	1	
Occitanie	LPA Mirande	3002	V		1	Compétence sellerie obligatoire
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA des Calanques à Marseille	3372	V		1	Enseignement en maréchalerie

*PS/Aquaculture**PLPA*

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2548	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2549	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Bourcefranc	2463	V		1	

Aménagement*STAE/Gest aménag esp nat.**IAE*

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Nouvelle-Aquitaine	LPA Montmorillon	2775	V		1	

PCEA

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Lons Le Saunier-Montmorot	1419		SV	1	
Bretagne	Site de Morlaix du LEGTPA de Châteaulin Morlaix	1620		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1786	V		1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1818	V		1	
Corse	LEGTA Sartène	1843	V		1	
Corse	LEGTA Sartène	1842	V		1	
Grand Est	LEGTPA de Meurthe et Moselle	1930	V		1	
La Réunion	LEGTA Saint Paul	2290		SV	1	
La Réunion	LEGTA Saint Paul	2291		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Melle	2726		SV	1	
Occitanie	Site de Saint Chély du LEGTPA de la Lozère	3106		SV	1	
Occitanie	LEGTA Carcassonne	2855		SV	1	
Occitanie	LPA de Narbonne	2881		SV	1	
Occitanie	LEGTA Vic en Bigorre	3116		SV	1	
Occitanie	LEGTA Pamiers	2837		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTPA La Roche sur Yon	3318		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTPA La Roche sur Yon	3319		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTPA La Roche sur Yon	3320		SV	1	

PLPA

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Grenoble Saint Ismier	1116		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Vienne Seyssuel	1136	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Rochefort Montagne	1261		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1324		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA de Velet	1524		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Lons Le Saunier-Montmorot	1420		SV	1	
Bretagne	LPA Saint Aubin du Cormier	1631		SV	1	
Bretagne	LPA Saint Aubin du Cormier	1632		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1785		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Charleville Mézières	1857	V		1	
Guyane	LEGTPA de Macouria	2062	V		1	
Hauts de France	Site de Sains du Nord du LEGTA du Nord	2128		SV	1	
Hauts de France	LEGTA de l'Oise	2145		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bergerac Monbazillac	2566		SV	1	Enseignement complémentaire en Biologie/Ecologie
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Queuille à Neuvic	2513		SV	1	Enseignement complémentaire en agroéquipement
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Angoulême	2444		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Oloron Sainte Marie	2692		SV	1	
Occitanie	LPA Riscle	3010		SV	1	
Occitanie	Site de Saint Chély du LEGTPA de la Lozère	3107		SV	1	
Occitanie	LPA Riscle	3011	V		1	
Occitanie	LEGTA Pamiers	2838	V		1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Digne Carmeiane	3335		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Digne Carmeiane	3336	V		1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA des Calanques à Marseille	3373	V		1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Isle sur Sorgue	3432		SV	1	

*STAE/Aménagt. forestier**IAE*

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Grand Est	LEGTA Crognny	1872		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Meymac	2524		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bazas	2604		SV	1	

PCEA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Grand Est	LEGTPA des Vosges	2043	V		1	
Normandie	LPA Envermeu	3443	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Meymac	2525		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Le Mans	3209		SV	1	Enseignement complémentaire en SESG/GE
PLPA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Sauques du LEGTPA Brioude Bonnefont	1227		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA de Velet	1525		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA de Velet	1526		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1817		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1815	V		1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1816	V		1	
Grand Est	LEGTPA des Vosges	2044		SV	1	
Grand Est	LEGTPA des Vosges	2045		SV	1	Enseignement complémentaire en SESG/ GE
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Meymac	2526	V		1	
Pays de la Loire	LEGTA Le Mans	3222	V		1	
STAE/Aménagement paysager						
IAE						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Tournus	1532		SV	1	Enseignement complémentaire en Agronomie
Hauts de France	LPA Ribécourt	2158		SV	1	
PCEA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA du Bourbonnais	1032		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1244		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1245		SV	1	
Bretagne	LEGTA Rennes Le Rheu	1626		SV	1	
Hauts de France	LEGTPA Lomme	2089		SV	1	
Hauts de France	LEGTPA Lomme	2090		SV	1	
Normandie	LEGTA Coutances	2385		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Thuré	2784		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Orthez	2702		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2928	V		1	
Pays de la Loire	LEGTA Saint Herblain	3213	V		1	
Pays de la Loire	LEGTA Angers Le Fresne	3218		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Angers Le Fresne	3243		SV	1	
PLPA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Romans	1104		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Montravel	1173		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1246		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Romans	1105		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Montravel	1174		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Contamine sur Arve	1355		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Noiretable du LEGTPA Roanne Chervé	1179		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Plagny Sermoise	1468		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Valdoie	1562		SV	1	
Bretagne	LEGTA Merdrignac	1593	V		1	
Bretagne	Site de St Jean du LPA St Jean Brévelay Hennebont	1655		SV	1	
Bretagne	Site d'Hennebont du LPA St Jean Brévelay Hennebont	1663		SV	1	
Bretagne	LPA Saint Aubin du Cormier	1633	V		1	
Centre-Val de Loire	LEGTA de Châteauroux	1707		SV	1	
Corse	LPA Borgo	1851	V		1	
Grand Est	LEGTPA de Colmar Wintzenheim	2009		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Colmar Wintzenheim	2010		SV	1	
Grand Est	LPA Fayl Billot	1924		SV	1	
Grand Est	LEGTA Metz Courcelles Chaussy	1977		SV	1	
Grand Est	LEGTA Metz Courcelles Chaussy	1978		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Colmar Wintzenheim	2011	V		1	
Hauts de France	Site de Douai du LEGTA du Nord	2121		SV	1	
Hauts de France	LEGTPA Lomme	2091		SV	1	
Hauts de France	LEGTA de l'Oise	2146		SV	1	
Hauts de France	LEGTA de l'Oise	2147		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2264		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2219		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2220		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2262		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2221	V		1	
Normandie	LPA de Vire	2352		SV	1	
Normandie	LEGTA Coutances	2386	V		1	
Normandie	LEGTA Coutances	2387		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Orthez	2703		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Ste Pezenne à Nior	2741		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Thuré	2785		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Nérac	2654		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Nérac	2655		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Bassaler Brive Voutezac	2505		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	2577		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	2578		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	2579		SV	1	
Occitanie	LPA Moissac	3193		SV	1	
Occitanie	LEGTA Ondes	2953		SV	1	
Occitanie	LPA Tarbes	3131		SV	1	
Occitanie	LEGTPA d'Albi	3159		SV	1	

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2929		SV	1	
Occitanie	LPA Moissac	3194		SV	1	
Occitanie	LPA Tarbes	3132		SV	1	
Occitanie	LEGTA Castelnaudary	2872	V		1	
Pays de la Loire	LPA Guérande	3200	V		1	
Pays de la Loire	LEGTA Angers Le Fresne	3244		SV	1	
Polynésie Française	LPA Opunohu	3330		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Saint Rémy de Provence	3380	V		1	Enseignement complémentaire en STAE/Gest aménag esp nat.
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Digne Carmejane	3337		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Saint Rémy de Provence	3381		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Carpentras	3422		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Hyères	3388		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA des Calanques à Marseille	3374		SV	1	

Equipement**Sc techno équip/Agroéquip****PCEA**

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Cibeins	1017		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Romans	1106	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Romans	1107		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site Montbrison du LEGTA Montbrison	1186		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1325		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Saint Flour	1082		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Vesoul	1494		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Vesoul	1495		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Vesoul	1496		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Chartres	1693		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1819		SV	1	
Hauts de France	LEGTPA Lomme	2092		SV	1	
Hauts de France	LEGTA Amiens le Paraclet	2183		SV	1	
Hauts de France	LPA Ribécourt	2159	V		1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2263		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	2580	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Nérac	2656		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Angoulême	2445		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Poitiers Venours	2753		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2550	V		1	
Occitanie	LEGTA Pamiers	2839		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2969		SV	1	
Occitanie	LEGTA Ondes	2954		SV	1	
Occitanie	LEGTA Ondes	2955		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Angers Le Fresne	3245		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Laval	3256	V		1	
Pays de la Loire	LEGTA Le Mans	3275		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Carpentras	3423		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Vienne Seyssuel	1138	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Vienne Seyssuel	1139	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mamirolle	1399		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Tours Fondettes	1722		SV	1	
Grand Est	LEGTA Obernai	1988	V		1	
Grand Est	LEGTA Metz Courcelles Chaussy	1980	V		1	
Hauts de France	Site de Douai du LEGTA du Nord	2122	V		1	
Hauts de France	Site de Douai du LEGTA du Nord	2123		SV	1	
Normandie	LEGTA 'le Robillard'	2338		SV	1	
Normandie	LEGTA E. de Chambray	2369		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2931		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2932		SV	1	
Occitanie	Site de La Canourgue du LEGTPA de la Lozère	3094		SV	1	

PLPA

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA du Bourbonnais	1033	V		1	Enseignement complémentaire en STAE/Aménagement Paysager
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA La Côte Saint André	1127		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Vienne Seyssuel	1137	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Grenoble Saint Ismier	1117		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Belleville	1305	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Contamine sur Arve	1359	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	1212		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	1213	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aubenas	1060		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1326		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site Montbrison du LEGTA Montbrison	1187	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Besançon	1407		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA La Barotte - Haute Côte-d'Or	1368	V		1	
Bretagne	LPA Saint Aubin du Cormier	1634		SV	1	
Bretagne	Site de Châteaulin du LEGTPA de Châteaulin Morlaix	1616		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Montoire du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1769		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Beaune La Rolande	1800		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Tours Fondettes	1720	V		1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Tours Fondettes	1721	V		1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1820	V		1	
Centre-Val de Loire	Site de Montoire du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1770	V		1	Enseignement sur 2 sites : Montoire et Blois
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1787	V		1	
Corse	LEGTA Sartène	1845	V		1	
Grand Est	LEGTPA de Colmar Wintzenheim	2012	V		1	
Grand Est	LEGTA Château Salins	1964		SV	1	
Grand Est	LEGTA Metz Courcelles Chaussy	1979	V		1	
Grand Est	LEGTA Crognur	1873		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Meurthe et Moselle	1931		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Troyes Saint Pouange	1882	V		1	
Grand Est	LEGTA Chaumont	1917	V		1	Enseignement complémentaire en STA/Productions Végétales
Hauts de France	LPA Ribécourt	2160		SV	1	

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Hauts de France	LPA Valenciennes Raismes	2105	V		1	
Hauts de France	LEGTA Crézancy	2071		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2222		SV	1	
La Réunion	LEGTA Saint Paul	2292		SV	1	
Martinique	LEGTA Croix Rivaill	2312	V		1	
Normandie	LEGTA 'le Robillard'	2337		SV	1	
Normandie	LEGTPA Saint Hilaire du Harcouët	2394	V		1	
Normandie	LPA Le Neubourg	2370		SV	1	
Normandie	LEGTA Evreux	2356	V		1	
Normandie	LPA Envermeu	2441	V		1	
Normandie	LPA Le Neubourg	2371		SV	1	
Normandie	LPA Le Neubourg	2372		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bazas	2605		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Mugron	2633		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Orthez	2704		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Bassaler Brive Voutezac	2506	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Tulle Naves	2536	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Meymac	2527		SV	1	Enseignement sur 2 sites : Meymac et Neuvic
Nouvelle-Aquitaine	LPA Saint Yrieix La Perche	2823		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Saint Yrieix La Perche	2824		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Barbezieux	2457	V		1	Enseignement complémentaire en STA/Productions Végétales
Nouvelle-Aquitaine	LPA Le Renaudin à Jonzac	2494	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Bourcefranc	2464	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Bressuire	2713		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Thuré	2786		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Saint Yrieix La Perche	2825		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Ste Pezenne à Niort	2740		SV	1	Enseignement complémentaire en STAE/Aménagement Paysager
Occitanie	LEGTA Castelnaudary	2873		SV	1	
Occitanie	LEGTA Castelnaudary	2874		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Affrique	2910		SV	1	
Occitanie	LPA Riscle	3012		SV	1	
Occitanie	LPA Tarbes	3133		SV	1	
Occitanie	LPA Lavaur	3168		SV	1	
Occitanie	LEGTPA de Montauban	3174		SV	1	
Occitanie	LPA Moissac	3195		SV	1	
Occitanie	LEGTA Carcassonne	2856	V		1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2930		SV	1	
Occitanie	LEGTA Castelnaudary	2875		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Château Gontier	3266		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTPA La Roche sur Yon	3321		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Brette les Pins	3287	V		1	
Pays de la Loire	LPA de Nantes Grand Blottereau	3214	V		1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Hyères	3389	V		1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Isle sur Sorgue	3433		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Isle sur Sorgue	3434		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Orange	3439	V		1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA des Calanques à Marseille	3375	V		1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Hyères	3390		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Saint Rémy de Provence	3382	V		1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Isle sur Sorgue	3435	V		1	

Sc techno équip/équip Hyd

IAE

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Occitanie	Site de La Canourque du LEGTPA de la Lozère	3093		SV	1	

Agroalimentaire

Génie procédés IAA/GA

IAE

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Bourg les Valence	1095		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Bourg les Valence	1096		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Saint Genis Laval	1292		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Charleville Mézières	1858		SV	1	
Normandie	LEGTA Yvetot	2421		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Surgères	2478		SV	1	
Occitanie	LEGTA Perpignan Roussillon	3138		SV	1	

PCEA

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Bourg en Bresse	1004		SV	1	Enseignement complémentaire en Bioch. microbio. Biotech
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Saint Flour	1083		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site Montbrison du LEGTA Montbrison	1188		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Belleville	1306	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Plombières les Dijon	1378		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Plombières les Dijon	1379		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Chartres	1694		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Chambray Les Tours	1745	V		1	
Grand Est	LEGTPA de Meurthe et Moselle	1932		SV	1	
Grand Est	Site de Bar le Duc du LEGTPA de la Meuse	1945		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Colmar Wintzenheim	2013	V		1	
Hauts de France	LEGTA Amiens le Paraclet	2184		SV	1	
La Réunion	LPA Saint Joseph	2302		SV	1	
Martinique	LPA Le Robert	2316	V		1	
Normandie	LEGTA Yvetot	2422		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Sainte Livrade sur Lot	2666		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Bressuire	2714		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Surgères	2479		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Surgères	2480		SV	1	

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Occitanie	LEGTA Toulouse	2970		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Le Mans	3210		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Fontenay Le Comte	3293	V		1	
Pays de la Loire	LPA Brette les Pins	3288		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Avignon	3408		SV	1	

PLPA

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Champs sur Yonne	1555	V		1	
Martinique	LPA Le Robert	2317	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Surgères	2481		SV	1	

Génie procédés IAA/GIA

PCEA

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Centre-Val de Loire	LEGTA Chartres	1695		SV	1	

Scientifiques

Mathématiques

Agrégré

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1247		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1821		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1822		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2971		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Angers Le Fresne	3246		SV	1	

PCEA

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA du Bourbonnais	1034		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA La Côte Saint André	1128	V		1	Enseignement complémentaire en informatique
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Romans	1108	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA La Roche sur Foron	1349		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Bourg en Bresse	1005		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Bourg en Bresse	1006	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Cibeins	1018		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aubenas	1061		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Grenoble Saint Ismier	1118		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA La Côte Saint André	1129		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Vienne Seyssuel	1140		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Lyon Dardilly	1283		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Saint Genis Laval	1294		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1327		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1328		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aurillac	1071		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	1214		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Yssingaux	1203		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1248		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Rochefort Montagne	1262		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site Montbrison du LEGTA Montbrison	1189		SV	1	Enseignement sur 2 sites : Montbrison et Saint-Genest-Malifaux
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1329		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aubenas	1062		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Contamine sur Arve	1360		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mancy Lons le Saunier	1440		SV	1	Enseignement complémentaire informatique
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mancy Lons le Saunier	1441		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Besançon	1408		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mamirolle	1400		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Vesoul	1497		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Vesoul	1498		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Beaune	1389		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	Site de Nevers du LEGTA Nevers Cosne	1482		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	Site de Nevers du LEGTA Nevers Cosne	1483	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA d'Auxerre	1545	V		1	Enseignement complémentaire en informatique
Bretagne	LEGTA Merdrignac	1594		SV	1	
Bretagne	LEGTA Quimper Bréhoulou	1606		SV	1	
Bretagne	LEGTA Guingamp Kernilien	1583	V		1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	1672	V		1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	1673		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Chartres	1696		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA de Châteauroux	1708		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Tours Fondettes	1723		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Tours Fondettes	1724	V		1	
Centre-Val de Loire	LPA Chambray Les Tours	1746		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1788		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1789		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1823		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1824		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1825	V		1	
Centre-Val de Loire	LEGTA de Châteauroux	1709	V		1	
Grand Est	LEGTPA Avize	1896		SV	1	
Grand Est	Site de Bar le Duc du LEGTPA de la Meuse	1946		SV	1	
Grand Est	LEGTA Obernai	1989		SV	1	
Grand Est	LEGTA Obernai	1990		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Meurthe et Moselle	1933		SV	1	
Grand Est	LEGTA Château Salins	1965		SV	1	
Grand Est	LEGTA Metz Courcelles Chaussy	1981		SV	1	

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Grand Est	LEGTPA des Vosges	2046		SV	1	
Grand Est	LEGTA Chaumont	1918		SV	1	
Grand Est	LEGTA Croigny	1874		SV	1	Enseignement complémentaire en informatique et enseignement sur 2 sites
Guadeloupe	LEGTPA Guadeloupe	2052		SV	1	
Hauts de France	LEGTPA Lomme	2093		SV	1	
Hauts de France	LEGTA Crézancy	2072		SV	1	
Hauts de France	LPA Valenciennes Raismes	2106		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2223		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2267		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2268		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2269	V		1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2224	V		1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2270	V		1	
Martinique	LPA Le Robert	2318		SV	1	
Normandie	LEGTA Yvetot	2423		SV	1	
Normandie	LEGTA E. de Chambray	3444		SV	1	
Normandie	LEGTA 'le Robillard'	2339		SV	1	
Normandie	LEGTA Saint Lô Thère	2380		SV	1	
Normandie	LEGTA Yvetot	2424		SV	1	Enseignement complémentaire en informatique
Normandie	LEGTPA Sées	2399		SV	1	Enseignement complémentaire en informatique
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Melle	2727		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Magnac Laval	2811		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA de Poitiers	2769		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Bourcefranc	2465		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2551		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Limoges Les Vaseix	2798		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Limoges Les Vaseix	2799		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	2581		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	2582		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Pau Montardon	2685		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Mugron	2634		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Le Renaudin à Jonzac	2495		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Poitiers Venours	2754		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2552		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Bourcefranc	2466		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bergerac Monbazillac	2567		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Bressuire	2715		SV	1	
Occitanie	LPA Riscle	3013		SV	1	
Occitanie	LEGTPA de Montauban	3175		SV	1	
Occitanie	LEGTA Carcassonne	2857		SV	1	
Occitanie	LEGTA Perpignan Roussillon	3139		SV	1	
Occitanie	Site de La Canourque du LEGTPA de la Lozère	3095		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2972		SV	1	
Occitanie	Site d'Auch du LEGTA Auch Beaulieu Lavacant	3021		SV	1	
Occitanie	LEGTA Ondes	2956		SV	1	
Occitanie	LEGTPA de Montauban	3176		SV	1	
Occitanie	Site d'Auch du LEGTA Auch Beaulieu Lavacant	3022		SV	1	
Occitanie	LEGTA de l'Hérault	3035		SV	1	
Occitanie	LPA de Pézenas	3063		SV	1	
Occitanie	LEGTA Ondes	2957		SV	1	
Occitanie	LEGTA Figeac	3077		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Angers Le Fresne	3247		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Laval	3220	V		1	
Pays de la Loire	LPA Brette les Pins	3289	V		1	
Pays de la Loire	LEGTA Fontenay Le Comte	3224	V		1	
Pays de la Loire	LEGTA Le Mans	3219	V		1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Antibes	3353		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Avignon	3409		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Saint Rémy de Provence	3383		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Aix Valabre	3361	V		1	

Physique-Chimie

Agrége

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1249		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Bourg les Valence	1097		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1826		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1827		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1828		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bordeaux Blanquefort	2611		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2973		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2974		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2975		SV	1	

PCEA

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA du Bourbonnais	1035		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	1216		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	3445	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1250		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Romans	1109		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Saint Genis Laval	1295		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA La Roche sur Foron	1350		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Cibeins	1019		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1251		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Beaune	1390		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Dijon Quétigny	1395		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	Site de Nevers du LEGTA Nevers Cosne	1484		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	Site de Nevers du LEGTA Nevers Cosne	1485		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA du Morvan	1463	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mamirolle	1401		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Lons Le Saunier-Montmorot	1421		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Valdoie	1563		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA d'Auxerre	1546		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Besançon	1410		SV	1	
Bretagne	LEGTA Guingamp Kernilien	1585		SV	1	

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Bretagne	LEGTA Caulnes	1574		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	1674		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA de Châteauroux	1712		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Tours Fondettes	1725		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1829		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1830		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	1675		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2032		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2033		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Colmar Wintzenheim	2014		SV	1	
Grand Est	LEGTA Château Salins	1967	V		1	
Grand Est	LEGTPA de Colmar Wintzenheim	2015	V		1	
Grand Est	LEGTPA Troyes Saint Pouange	1884		SV	1	
Hauts de France	LEGTPA Lomme	2094		SV	1	
Hauts de France	Site d'Arras du LEGTA du Pas de Calais	2170		SV	1	
Hauts de France	LEGTA de l'Oise	2149		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2227		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2228	V		1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2271		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2272		SV	1	
Martinique	LEGTA Croix Rivaïl	2313	V		1	
Normandie	LEGTA 'le Robillard'	2340		SV	1	
Normandie	LEGTA 'le Robillard'	2341		SV	1	
Normandie	LEGTA Coutances	2388		SV	1	
Normandie	LEGTPA Sées	2400		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bordeaux Blanquefort	2612		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Angoulême	2446		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Surgères	2482		SV	1	Enseignement complémentaire en Bioch. microbi. Biotech
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Bourcefranc	2467		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Melle	2729		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Bressuire	2716		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Tulle Naves	2537		SV	1	
Occitanie	LEGTA Carcassonne	2859		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2934		SV	1	
Occitanie	LEGTA de l'Hérault	3036		SV	1	
Occitanie	LEGTA de l'Hérault	3037		SV	1	
Occitanie	Site de La Canourgue du LEGTPA de la Lozère	3096		SV	1	
Occitanie	LEGTA Pamiers	2842		SV	1	
Occitanie	LEGTA Villefranche de Rouergue	2894		SV	1	
Occitanie	LEGTA Villefranche de Rouergue	2895		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2976		SV	1	
Occitanie	LEGTA Vic en Bigorre	3118		SV	1	
Occitanie	LEGTA Vic en Bigorre	3119		SV	1	
Occitanie	LPA Tarbes	3135		SV	1	
Occitanie	LEGTPA de Montauban	3179		SV	1	
Occitanie	LEGTA Ondes	2958		SV	1	
Occitanie	LPA Castelnau Le Lez	3052		SV	1	
Occitanie	LPA de Pézenas	3064		SV	1	
Occitanie	Site d'Auch du LEGTA Auch Beaulieu Lavacant	3023		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Saint Herblain	3229		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Le Mans	3276		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Aix Valabre	3362		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Avignon	3410		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Avignon	3411		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Les Magnanarelles Arcs sur Argens	3398	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Durdant Larequille	1049		SV	1	

Maths Physique-Chimie

PLPA

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Bourg en Bresse	1007		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA La Tour du Pin	1153		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA La Tour du Pin	1154	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Grenoble Saint Ismier	1119		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Belleville	1307		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Cognin	1342		SV	1	Enseignement complémentaire en informatique
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Voiron	1161		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Vienne Seyssuel	1141		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Belleville	1308		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	1215	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Voiron	1162		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Bourg en Bresse	1008	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA La Côte Saint André	1130	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Plombières les Dijon	1380		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA du Morvan	1461	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA du Morvan	1462		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Champs sur Yonne	1556		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Besançon	1409		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA La Barotte - Haute Côte-d'Or	1369	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Fontaines	1508		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA La Barotte - Haute Côte-d'Or	1370		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Vesoul	1499		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Tournus	1533		SV	1	
Bretagne	LEGTA Guingamp Kernilien	1584	V		1	
Bretagne	LEGTA Caulnes	1573		SV	1	
Bretagne	Site de Morlaix du LEGTPA de Châteaulin Morlaix	1621		SV	1	
Bretagne	Site de St Jean du LPA St Jean Brévelay Hennebont	1656		SV	1	
Bretagne	LP Saint Brieuc	1600	V		1	
Bretagne	LPA Saint Aubin du Cormier	1635	V		1	
Centre-Val de Loire	LEGTA de Châteauroux	1710		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA de Châteauroux	1711		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Montoire du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1771	V		1	
Centre-Val de Loire	Site de Montoire du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1772		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Beaune La Rolande	1801	V		1	Enseignement complémentaire en informatique
Centre-Val de Loire	LPA Beaune La Rolande	1804	V		1	
Centre-Val de Loire	Site de Blois du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1757	V		1	

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Corse	LEGTA Sartène	1846		SV	1	
Corse	LPA Borgo	1852	V		1	
Grand Est	LEGTPA Charleville Mézières	1859		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Châlons en Champagne	1902		SV	1	
Grand Est	Site de Bar le Duc du LEGTPA de la Meuse	1947	V		1	
Grand Est	LEGTA Chaumont	1919		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2031		SV	1	
Grand Est	LEGTA Château Salins	1966	V		1	
Grand Est	LPA Fayl Billot	1925		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Châlons en Champagne	1903		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Troyes Saint Pouange	1883		SV	1	
Guyane	LEGTPA de Macouria	2063	V		1	
Hauts de France	Site de Péronne du LPA de la Haute Somme	2202		SV	1	
Hauts de France	LEGTA Crézancy	3446		SV	1	
Hauts de France	LPA Ribécourt	2161		SV	1	
Hauts de France	Site de Douai du LEGTA du Nord	2124		SV	1	
Hauts de France	Site du Quesnoy du LEGTA du Nord	2135		SV	1	
Hauts de France	LEGTA de l'Oise	2148		SV	1	
Hauts de France	LPA Valenciennes Raismes	2107		SV	1	
Hauts de France	LPA Aumont	2084	V		1	
Hauts de France	Site de Sains du Nord du LEGTA du Nord	2134	V		1	Enseignement sur 2 sites : Sains du Nord et Douai
Île-de-France	LEGTPA La Bretonnière	2246		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2225		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2226		SV	1	
La Réunion	LPA Saint Joseph	2303		SV	1	
La Réunion	LEGTA Saint Paul	2293		SV	1	
Martinique	LPA Le Robert	2319		SV	1	
Mayotte	Lycée Agricole de Mayotte	2327		SV	1	
Normandie	LPA Alençon	2414		SV	1	
Normandie	Site de Neufchâtel en Bray du LPA du Pays de Bray	2433		SV	1	
Normandie	LEGTA Evreux	2357		SV	1	
Normandie	LEGTA Evreux	2358		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA La Tour Blanche - Langon	2620		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Mugron	2635		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Mugron	2636		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Oloron Sainte Marie	2693		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Orthez	2705		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Bassaler Brive Voutezac	2507		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2553		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Barbezieux	2458		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Ste Pezenne à Niort	2742		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Thuré	2787	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Melle	2728		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	2583		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2554		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Sainte Livrade sur Lot	2667		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bergerac Monbazillac	2568		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA de Poitiers	2770		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Dax	2624		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Saint Yrieix La Perche	2826		SV	1	
Occitanie	LEGTA Castelnau-d'Aud	2876		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2933		SV	1	
Occitanie	LPA Castelnau Le Lez	3050		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Affrique	2911		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Gaudens	2993		SV	1	
Occitanie	LPA Riscle	3014	V		1	
Occitanie	LPA Cahors	3088		SV	1	
Occitanie	LEGTA Vic en Bigorre	3117		SV	1	
Occitanie	LPA Laval	3169		SV	1	
Occitanie	LEGTPA de Montauban	3177		SV	1	
Occitanie	Site de Saint Chély du LEGTPA de la Lozère	3108		SV	1	
Occitanie	LEGTA Pamiers	2840		SV	1	
Occitanie	LEGTA Carcassonne	2858		SV	1	
Occitanie	LPA Castelnau Le Lez	3051		SV	1	
Occitanie	LEGTA Figeac	3079		SV	1	
Occitanie	LPA Tarbes	3134		SV	1	
Occitanie	LEGTPA de Montauban	3178		SV	1	
Occitanie	LEGTA Pamiers	2841	V		1	
Occitanie	LPA Rivesaltes	3148	V		1	
Pays de la Loire	LEGTA Laval	3257		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Château Gontier	3267		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Château Gontier	3268		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Fontenay Le Comte	3294		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Fontenay Le Comte	3295		SV	1	
Pays de la Loire	LPA de Nantes Grand Blottereau	3233		SV	1	
Polynésie Française	LPA Opunohu	3331		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Digne Carêmejane	3338		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Gap	3345		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA des Calanques à Marseille	3376		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Les Magnanarelles Arcs sur Argens	3395		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Orange	3440		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Les Magnanarelles Arcs sur Argens	3396		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Gap	3346		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Les Magnanarelles Arcs sur Argens	3397		SV	1	

TIM

PCEA

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Cibeins	1020		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA La Côte Saint André	1131		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Beaune	1391		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA d'Auxerre	1547	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mancy Lons le Saunier	1442		SV	1	
Bretagne	LEGTA Merdrignac	1595		SV	1	
Bretagne	LEGTA Guingamp Kernilien	1586		SV	1	
Bretagne	LPA Saint Aubin du Cormier	1636		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2034		SV	1	
Grand Est	Site de Bar le Duc du LEGTPA de la Meuse	1948		SV	1	
Grand Est	LEGTA Château Salins	1968		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Colmar Wintzenheim	2016		SV	1	
Hauts de France	LEGTPA Lomme	2095		SV	1	

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Hauts de France	LEGTA de la Thiérache	2080	V		1	
Hauts de France	LEGTA de l'Oise	2150	V		1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2229	V		1	
La Réunion	LPA Saint Joseph	2304		SV	1	
Martinique	LPA Le Robert	2320		SV	1	
Normandie	LEGTA 'le Robillard'	2342		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Libourne Montagne	2596		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Nérac	2657		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Angoulême	2447		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Saint Yrieix La Perche	2827		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Queuille à Neuviç	2514	V		1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2935		SV	1	
Occitanie	LEGTA Rodez La Roque	2884	V		1	
Occitanie	Site d'Auch du LEGTA Auch Beaulieu Lavacant	3024		SV	1	
Occitanie	LEGTA Figeac	3078	V		1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2977		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Saint Herblain	3230		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Le Mans	3277		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Fontenay Le Comte	3296		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Avignon	3412		SV	1	

PLPA

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aurillac	1072		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aubenas	1063		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Lyon Dardilly	1284		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1330		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	1217		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Vienne Seyssuel	1142	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Rochefort Montagne	1268	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Tournus	1534		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Poligny	1452		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Champs sur Yonne	1557		SV	1	
Bretagne	LEGTA Quimper Bréhoulou	1607		SV	1	
Bretagne	LEGTA Rennes Le Rheu	1627		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Amboise	1736		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Chartres	1697		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1831	V		1	
Grand Est	LEGTPA Charleville Mézières	1860	V		1	
Grand Est	LEGTPA Troyes Saint Pouange	1885		SV	1	
Grand Est	LEGTPA des Vosges	2047		SV	1	
Grand Est	LPA Erstein	2002	V		1	
Hauts de France	LEGTA Crézancy	2073	V		1	
Île-de-France	LEGTPA La Bretonnière	2247		SV	1	
La Réunion	LEGTA Saint Paul	2294		SV	1	
Normandie	LEGTA Coutances	2389		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Dax	2625		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Tulle Naves	2538		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Limoges Les Vaseix	2800		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Le Petit Chadignac à Saintes	2485		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Tonneins	2674		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2555		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Magnac Laval	2812	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Poitiers Venours	2755		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Oloron Sainte Marie	2694		SV	1	
Occitanie	LEGTA Vic en Bigorre	3120		SV	1	
Occitanie	LEGTPA d'Albi	3160		SV	1	
Occitanie	LPA Mirande	3003	V		1	
Pays de la Loire	LPA Brette les Pins	3290		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTPA La Roche sur Yon	3322		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Luçon Pêtré	3309		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Aix Valabre	3363		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Gap	3347		SV	1	

Education physique et sportive

PCEA

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA du Bourbonnais	1046		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Durdar Lareguille	1055		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	1226		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1233		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1234		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Rochefort Montagne	1259		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Cibeins	1029		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Cibeins	1030		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aubenas	1068		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Romans	1113		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Vienne Seyssuel	1135		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Grenoble Saint Ismier	1114		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Voiron	1169	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1319		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Cognin	1340		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1320		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Belleville	1301		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Bourg les Valence	1092		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1321		SV	1	Compétence ski
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Grenoble Saint Ismier	1115		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Saint Genis Laval	1287		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Beaune	1385		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA La Barotte - Haute Côte-d'Or	1365	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Tournus	1530		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA d'Auxerre	1540		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Besançon	1403		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Besançon	1404		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Lons Le Saunier-Montmorot	1416		SV	1	Compétence sport nature
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Vesoul	1489		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mancy Lons le Saunier	1435		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Vesoul	1490		SV	1	

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA d'Auxerre	1541		SV	1	
Bretagne	LEGTA Guingamp Kernilien	1587		SV	1	
Bretagne	Site de Châteaulin du LEGTPA de Châteaulin Morlaix	1617		SV	1	
Bretagne	Site de St Jean du LPA St Jean Brévelay Hennebont	1662		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA de Châteaurox	1705	V		1	
Centre-Val de Loire	LPA Amboise	1731		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1778		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1809		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1779		SV	1	
Corse	LEGTA Sartène	1839		SV	1	
Grand Est	LEGTA Obernai	1983	V		1	
Grand Est	LEGTPA Avize	1890	V		1	
Grand Est	LEGTA Chaumont	1913		SV	1	
Grand Est	LPA Fayl Billot	1922		SV	1	
Grand Est	Site de Bar le Duc du LEGTPA de la Meuse	1941	V		1	
Grand Est	LEGTA Crognv	1871	V		1	Enseignement sur 2 sites
Hauts de France	LPA de Dunkerque Rosendaël	2118		SV	1	
Hauts de France	LPA Aumont	2087		SV	1	
Hauts de France	LEGTA de l'Oise	2156		SV	1	
Hauts de France	LPA de la baie de Somme	2200		SV	1	
Hauts de France	Site du Quesnoy du LEGTA du Nord	2139	V		1	Enseignement sur 2 sites : Raismes et Le Quesnoy
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2243		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2244		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2281		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA La Bretonnière	2256		SV	1	Enseignement sur 2 sites : La Bretonnière et Brie Comte Robert
La Réunion	LPA Saint Joseph	2299		SV	1	
La Réunion	LEGTA Saint Paul	2287		SV	1	
Martinique	LEGTA Croix Rivaïl	2309		SV	1	
Mayotte	Lycée Agricole de Mayotte	2323		SV	1	
Normandie	LEGTA 'le Robillard'	2343		SV	1	
Normandie	LEGTA Evreux	2359		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	2594		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bordeaux Blanquefort	2617		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Sabres	2651		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Mugron	2645		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Tonneins	2683		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Orthez	2711		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Queuille à Neuvis	2522		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2565		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Saint Yrieix La Perche	2834		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Barbezies	2462		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Surgères	2484		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Melle	2735		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Melle	2736		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Ste Pezenne à Niort	2748		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Poitiers Venours	2767		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Montmorillon	2781		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Magnac Laval	2821		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Nérac	2664		SV	1	
Occitanie	LEGTA Castelnaudary	2880		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2949		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2950		SV	1	
Occitanie	LPA de Pézenas	3073		SV	1	
Occitanie	LPA Castelnaud Le Lez	3061		SV	1	
Occitanie	Site de La Canourgue du LEGTPA de la Lozère	3101		SV	1	
Occitanie	Site de Saint Chély du LEGTPA de la Lozère	3112	V		1	
Occitanie	LPA Rivesaltes	3155		SV	1	
Occitanie	LEGTA Pamiers	2850		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Affrique	2923		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Affrique	2924		SV	1	
Occitanie	LEGTA Villefranche de Rouergue	2902		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2990		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Gaudens	2998		SV	1	
Occitanie	LPA Mirande	3009		SV	1	
Occitanie	LEGTA Vic en Bigorre	3127		SV	1	
Occitanie	LPA Tarbes	3137		SV	1	
Occitanie	LEGTPA de Montauban	3190		SV	1	
Occitanie	Site d'Auch du LEGTA Auch Beaulieu Lavacant	3030		SV	1	
Occitanie	LPA Rivesaltes	3156	V		1	
Pays de la Loire	LEGTA Laval	3264		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTPA La Roche sur Yon	3228		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Luçon Pétré	3316		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Le Mans	3286		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Digne Carmeiane	3344		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Carpentras	3429		SV	1	

Education socioculturelle

PCEA

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA du Bourbonnais	1036		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aurillac	1073		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	1218		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1252		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Cibeins	1021	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aubenas	1064		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Bourg les Valence	1098		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Romans	1110		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Vienne Seyssuel	1143		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Grenoble Saint Ismier	1120		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Chervé du LEGTPA Roanne Chervé	1180		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Saint Genis Laval	1296		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1331		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1332		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Saint Flours	1084		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Rochefort Montagne	1264		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Voiron	1163		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Vienne Seyssuel	1144		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Cognin	1343		SV	1	

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Dijon Quétigny	1396		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA La Barotte - Haute Côte-d'Or	1371		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Fontaines	1509		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Besançon	1411		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Lons Le Saunier-Montmorot	1422		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Lons Le Saunier-Montmorot	1423		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mancy Lons le Saunier	1443		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mancy Lons le Saunier	1444		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Vesoul	1500	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	Site de Nevers du LEGTA Nevers Cosne	1486		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mancy Lons le Saunier	1445		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Beaune	1392		SV	1	
Bretagne	LEGTA Guingamp Kernilien	1588		SV	1	
Bretagne	LEGTA Guingamp Kernilien	1589		SV	1	
Bretagne	LEGTA Quimper Bréhoulou	1608		SV	1	
Bretagne	Site de Châteaulin du LEGTPA de Châteaulin Morlaix	1618		SV	1	
Bretagne	LEGTA le gros chêne à Pontivy	1649		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	1676	V		1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	1677		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Chartres	1698		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA de Châteauroux	1713		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Montoire du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1773		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1832	V		1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	1678		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Chambray Les Tours	1747		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1806		SV	1	Enseignement sur 2 sites : Le Chesnoy et Les Barres
Grand Est	LEGTA Obernai	1991		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2035		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2036		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Charleville Mézières	1861	V		1	
Grand Est	LEGTA Croigny	1875	V		1	
Grand Est	LEGTPA Avize	1897		SV	1	
Grand Est	LPA Fayl Billot	1926		SV	1	Enseignement complémentaire en Lettres
Grand Est	LEGTPA de Meurthe et Moselle	1934		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Meurthe et Moselle	1935		SV	1	
Grand Est	Site de Bar le Duc du LEGTPA de la Meuse	1949		SV	1	
Grand Est	LEGTA Château Salins	1969		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Meurthe et Moselle	1936		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Colmar Wintzenheim	2017		SV	1	
Guadeloupe	LEGTPA Guadeloupe	2053		SV	1	
Hauts de France	Site du Quesnoy du LEGTA du Nord	2136		SV	1	
Hauts de France	Site de Douai du LEGTA du Nord	2125		SV	1	
Hauts de France	LEGTA Crézancy	2074		SV	1	
Hauts de France	LEGTA Amiens le Paraclet	2185		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2230		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2231		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2232		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2265		SV	1	
Normandie	LEGTA 'le Robillard'	2344		SV	1	
Normandie	LEGTPA Sées	2401		SV	1	
Normandie	LEGTPA Sées	2402		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	2584		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	2585		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	2586		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bordeaux Blanquefort	2613		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Libourne Montagne	2597		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Dax	2626		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Mugron	2637		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Nérac	2658		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Bassaler Brive Voutezac	2508		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Tulle Naves	2539		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Meymac	2528	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2556		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Angoulême	2448		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Bourcefranc	2468		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Melle	2730		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Bressuire	2717		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Poitiers Venours	2756		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Poitiers Venours	2757		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Limoges Les Vaseix	2801		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Pau Montardon	2686		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Mugron	2638	V		1	
Occitanie	LEGTA Carcassonne	2860		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2936		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2937		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2938		SV	1	
Occitanie	Site de Saint Chély du LEGTPA de la Lozère	3109		SV	1	
Occitanie	LEGTA Pamiers	2843		SV	1	
Occitanie	LEGTA Rodez La Roque	2885		SV	1	
Occitanie	LEGTA Villefranche de Rouergue	2896		SV	1	
Occitanie	LEGTA Villefranche de Rouergue	2897		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2978		SV	1	
Occitanie	LEGTA Ondes	2959		SV	1	
Occitanie	Site d'Auch du LEGTA Auch Beaulieu Lavacant	3025		SV	1	
Occitanie	LPA Riscle	3015		SV	1	
Occitanie	LEGTA Figeac	3080		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Angers Le Fresne	3248		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Laval	3258		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Laval	3259		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Le Mans	3278		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Le Mans	3279		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTPA La Roche sur Yon	3323		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Luçon Pêtré	3310		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Fontenay Le Comte	3297		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Hyères	3391		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Carpentras	3424		SV	1	

PLPA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Durdar Larequille	1050		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de St Gervais du LPA des Combrailles	1274		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aubenas	1065		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Grenoble Saint Ismier	1121	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site Montbrison du LEGTA Montbrison	1190		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site Montbrison du LEGTA Montbrison	1191		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Belleville	1309		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA du Bourbonnais	1037		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Saint Flour	1085		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA de Charolles	1522		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Fontaines	1510		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA d'Auxerre	1548	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Valdoie	1564		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Tournus	1535		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mâcon Davayé	1515	V		1	
Bretagne	LP Saint Briec	1601		SV	1	
Bretagne	LPA Saint Aubin du Cormier	1637		SV	1	
Bretagne	LPA Saint Aubin du Cormier	1638		SV	1	
Bretagne	Site de St Jean du LPA St Jean Brévelay Hennebont	1657		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Chambray Les Tours	1748		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Amboise	1737		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Blois du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1758		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1790		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1791		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Beaune La Rolande	1802		SV	1	
Corse	LEGTA Sartène	1847		SV	1	
Grand Est	LEGTA Château Salins	1970		SV	1	
Hauts de France	LEGTPA Lomme	2096		SV	1	
Hauts de France	LPA Valenciennes Raismes	2108		SV	1	
Hauts de France	LPA de Dunkerque Rosendaël	2114		SV	1	
Hauts de France	Site de Radinghem du LEGTA du Pas de Calais	2178	V		1	
Hauts de France	LEGTA de la Thiérache	2081		SV	1	
Hauts de France	LPA Ribécourt	2162		SV	1	
Hauts de France	LPA de la baie de Somme	2197		SV	1	
Hauts de France	Site de Péronne du LPA de la Haute Somme	2203	V		1	
Hauts de France	Site de Péronne du LPA de la Haute Somme	2204		SV	1	
Hauts de France	LEGTA de l'Oise	2151		SV	1	
Hauts de France	Site de Sains du Nord du LEGTA du Nord	2129		SV	1	
Hauts de France	Site de Péronne du LPA de la Haute Somme	2205		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA La Bretonnière	2248	V		1	
La Réunion	LPA Saint Joseph	2305		SV	1	
Normandie	Site de Merval du LPA du Pays de Bray	2434		SV	1	
Normandie	Site de Neufchâtel en Bray du LPA du Pays de Bray	2435		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Libourne Montagne	2598		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Dax	2627		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Sabres	2647		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Mugron	2639		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Tonneins	2675		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Orthez	2706		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	3447	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Queuille à Neuvic	2515		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Tulle Naves	2540	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Limoges Les Vaseix	2802		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Saint Yrieix La Perche	2828		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Magnac Laval	2813		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Barbezieux	2459		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Le Renaudin à Jonzac	2496		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Le Petit Chadignac à Saintes	2486		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Le Petit Chadignac à Saintes	2487		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA de Poitiers	2771		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA de Poitiers	2772		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Montmorillon	2776		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Montmorillon	2777		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Thuré	2788		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Melle	2731		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Saint Yrieix La Perche	2829		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Ste Pezenne à Niort	2743		SV	1	
Occitanie	LPA de Narbonne	2882		SV	1	
Occitanie	LPA Castelnau Le Lez	3053		SV	1	
Occitanie	LPA Rivesaltes	3149		SV	1	
Occitanie	LPA Rivesaltes	3150		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Affrique	2912		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Affrique	2913		SV	1	
Occitanie	LEGTA Figeac	3081		SV	1	
Occitanie	LPA Cahors	3089		SV	1	
Occitanie	LEGTA Vic en Bigorre	3121		SV	1	
Occitanie	LPA Lavaur	3170		SV	1	
Occitanie	LEGTPA de Montauban	3180		SV	1	
Occitanie	LPA Moissac	3196		SV	1	
Occitanie	LPA de Pézenas	3065		SV	1	
Occitanie	LPA Castelnau Le Lez	3054		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Montreuil Bellay	3252		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Château Gontier	3269		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Le Mans	3280		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Fontenay Le Comte	3298		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Fontenay Le Comte	3299		SV	1	
Pays de la Loire	LPA de Nantes Grand Blottereau	3234		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Digne Carmeiane	3339		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Les Magnanarelles Arcs sur Argens	3399		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Orange	3441		SV	1	

Littéraires

Lettres modernes

Agrégé

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions sur poste
Occitanie	LEGTA Toulouse	2979		SV	1	

PCEA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions sur poste
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA du Bourbonnais	1038		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	1219		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	1220		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Rochefort Montagne	1265		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Cibeins	1022		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Cibeins	1023		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Bourg en Bresse	1009		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Vienne Seyssuel	1146		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Saint Genis Laval	1297		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1333		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1334		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA La Roche sur Foron	1351		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA La Côte Saint André	1132		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Grenoble Saint Ismier	1122		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Dijon Quétigny	1397		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Plombières les Dijon	1381		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	Site de Nevers du LEGTA Nevers Cosne	1487		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mâcon Davayé	1516		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Besançon	1412	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mancy Lons le Saunier	1446		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Vesoul	1501	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA La Barotte - Haute Côte-d'Or	1372		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Lons Le Saunier-Montmorot	1424	V		1	
Bretagne	LEGTA Guingamp Kernilien	1590		SV	1	
Bretagne	LEGTA Quimper Bréhoulou	1609		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	1679		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA de Châteauroux	1714	V		1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Tours Fondettes	1726		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1792		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1793		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1794		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Blois du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1759		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Montoire du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1774		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1833		SV	1	
Grand Est	LEGTA Obernai	1992		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2037		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2038		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Troyes Saint Pouange	1886		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Avize	1898		SV	1	
Grand Est	Site de Verdun du LEGTPA de la Meuse	1956		SV	1	
Grand Est	Site de Bar le Duc du LEGTPA de la Meuse	1950		SV	1	
Grand Est	LEGTA Obernai	1993		SV	1	
Hauts de France	Site de Douai du LEGTA du Nord	2126		SV	1	
Hauts de France	Site d'Arras du LEGTA du Pas de Calais	2171		SV	1	
Hauts de France	LEGTA Crézancy	2075	V		1	
Hauts de France	LEGTA Amiens le Paraclet	2186		SV	1	
Hauts de France	Site de Péronne du LPA de la Haute Somme	2206		SV	1	
Hauts de France	LEGTA Amiens le Paraclet	2187		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2266		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2273		SV	1	
La Réunion	LEGTA Saint Paul	2295		SV	1	
Martinique	LPA Le Robert	2321		SV	1	
Mayotte	Lycée Agricole de Mayotte	2328	V		1	
Normandie	LEGTA 'le Robillard'	2345		SV	1	
Normandie	LEGTA Saint Lô Thère	2381		SV	1	
Normandie	LEGTPA Sées	2403		SV	1	
Normandie	LEGTPA Sées	2404	V		1	
Normandie	LEGTA E. de Chambray	2373		SV	1	
Normandie	LEGTA Evreux	2360		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	2587		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	2588		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bergerac Monbazillac	2569		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Libourne Montagne	2599		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Bassaler Brive Voutezac	2509		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2557		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Limoges Les Vaseix	2803		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Angoulême	2449		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Bressuire	2718		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Bressuire	2719		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Potiers Venours	2758		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Nérac	2660		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2940		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2941		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2942		SV	1	
Occitanie	LPA de Pézenas	3066		SV	1	
Occitanie	LPA de Pézenas	3067		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2980		SV	1	
Occitanie	LEGTA Ondes	2960		SV	1	
Occitanie	LEGTA Figeac	3082		SV	1	
Occitanie	LEGTA Vic en Bigorre	3122		SV	1	
Occitanie	LEGTA Rodez La Roque	2886		SV	1	
Occitanie	LEGTA Figeac	3083		SV	1	
Occitanie	LEGTA de l'Hérault	3038		SV	1	
Occitanie	LEGTA Carcassonne	2862		SV	1	
Occitanie	LPA Rivesaltes	3151		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Affrique	2914		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Affrique	2915		SV	1	
Occitanie	LPA Castelnaud Le Lez	3055		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Saint Herblain	3231		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Angers Le Fresne	3249		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Laval	3260		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Laval	3261		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Le Mans	3281		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Luçon Pétré	3311	V		1	
Pays de la Loire	LEGTA Fontenay Le Comte	3300		SV	1	
Pays de la Loire	LPA de Nantes Grand Blottereau	3215		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Gap	3348		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Antibes	3354		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Aix Valabre	3364		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Aix Valabre	3365		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Saint Rémy de Provence	3384		SV	1	

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Avignon	3413		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Avignon	3414		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA des Calanques à Marseille	3377		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Digne Carnejane	3340		SV	1	
Lettres Allemand						
PLPA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions sur poste
Grand Est	LEGTPA Troyes Saint Pouange	1887	V		1	
Lettres Anglais						
PLPA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions sur poste
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Durdar Larequille	1051		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Saint Flour	1086		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Saint Flour	1087		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Yssingaux	1204		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1253		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1254		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Voiron	1164	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site Montbrison du LEGTA Montbrison	1192		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Belleville	1310		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Belleville	1311		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Pontaurmur du LPA des Combrailles	1270		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA du Bourbonnais	1039		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de St Gervais du LPA des Combrailles	1275		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Cognin	1344		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Tournus	1536		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA de Velet	1527	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Champs sur Yonne	1558		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Vesoul	1502		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA d'Auxerre	1549		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mâcon Davayé	1517		SV	1	
Bretagne	LP Saint Brieuc	1602		SV	1	
Bretagne	Site de St Jean du LPA St Jean Brévelay Hennebont	1658		SV	1	
Bretagne	LEGTA Merdrignac	1596		SV	1	
Bretagne	Site d'Hennebont du LPA St Jean Brévelay Hennebont	1664		SV	1	
Bretagne	LEGTA Quimper Bréhoulou	1610		SV	1	
Bretagne	Site de Châteaulin du LEGTPA de Châteaulin Morlaix	1619		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Chambray Les Tours	1749		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Amboise	1738		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Montoire du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1775		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Beaugny La Rolande	1803	V		1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	1680		SV	1	
Corse	LPA Borgo	1853		SV	1	
Corse	LEGTA Sartène	1848		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2039		SV	1	
Grand Est	Site de Bar le Duc du LEGTPA de la Meuse	1951	V		1	
Grand Est	LEGTA Château Salins	1971		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Châlons en Champagne	1904	V		1	
Guyane	LEGTPA de Macouria	2065		SV	1	
Hauts de France	Site du Quesnoy du LEGTA du Nord	2137		SV	1	
Hauts de France	LPA Valenciennes Raismes	2109	V		1	
Hauts de France	LPA de Dunkerque Rosendaël	2115		SV	1	
Hauts de France	Site de Péronne du LPA de la Haute Somme	2207	V		1	
Hauts de France	LEGTA de l'Oise	2152		SV	1	
Hauts de France	Site de Péronne du LPA de la Haute Somme	2208		SV	1	
Hauts de France	LEGTA de l'Oise	2153		SV	1	
Hauts de France	LPA Ribécourt	2163		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA La Bretonnière	2249		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2274		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2278		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2275	V		1	
La Réunion	LPA Saint Joseph	2306		SV	1	
Normandie	LPA Alençon	2416		SV	1	
Normandie	LPA Le Neubourg	2374		SV	1	
Normandie	LPA Envermeu	2442		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bergerac Monbazillac	2570		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA La Tour Blanche - Langon	2621	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Sabres	2648		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Nérac	2659		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Oloron Sainte Marie	2695		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Orthez	2707		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Limoges Les Vaseix	2804		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Saint Yrieix La Perche	2830	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Magnac Laval	2814		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Le Petit Chadignac à Saintes	2488		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Le Petit Chadignac à Saintes	2489		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Bourcefranc	2469		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Ste Pezenne à Niort	2744	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Montmorillon	2778		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Thuré	2789	V		1	
Occitanie	LPA de Narbonne	2883		SV	1	
Occitanie	LEGTA Castelnaudary	2877		SV	1	
Occitanie	LPA Castelnaud Le Lez	3056		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Affrique	2916		SV	1	
Occitanie	LPA Mirande	3004		SV	1	
Occitanie	LPA Riscle	3016		SV	1	
Occitanie	LEGTPA de Montauban	3181		SV	1	
Occitanie	LPA Mirande	3005		SV	1	
Occitanie	LEGTA Pamiers	2844		SV	1	
Occitanie	LPA de Pézenas	3068		SV	1	
Occitanie	LEGTA Pamiers	2845		SV	1	
Occitanie	Site d'Auch du LEGTA Auch Beaulieu Lavacant	3026		SV	1	
Occitanie	LEGTA de l'Hérault	3039	V		1	
Pays de la Loire	LPA Montreuil Bellay	3253		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Château Gontier	3270		SV	1	

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Pays de la Loire	LEGTPA La Roche sur Yon	3324		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Laval	3204	V		1	
Polynésie Française	LPA Opunohu	3332		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Orange	3442		SV	1	
Lettres Espagnol						
PLPA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions sur poste
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Bourq en Bresse	1010	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Saint Genis Laval	1298	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	1221	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Romans	1111	V		1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	1681		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Châlons en Champagne	1905	V		1	
Guyane	LEGTPA de Macouria	2066	V		1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2233		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA La Bretonnière	2250	V		1	
La Réunion	LEGTA Saint Paul	2296		SV	1	
Normandie	LEGTPA Sées	2409		SV	1	
Normandie	LEGTA E. de Chambray	2375	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bergerac Monbazillac	2571		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bazas	2606	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Oloron Sainte Marie	2696	V		1	
Occitanie	LPA Castelnau Le Lez	3057		SV	1	
Occitanie	LPA Rivesaltes	3152		SV	1	
Occitanie	LEGTA Vic en Bigorre	3123		SV	1	
Occitanie	LPA Cahors	3090		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Alfrigue	2917	V		1	
Occitanie	LEGTA Pamiers	2846	V		1	
Polynésie Française	LPA Opunohu	3333		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Aix Valabre	3366		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Avignon	3415		SV	1	
Lettres Histoire						
PLPA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions sur poste
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA du Bourbonnais	1040		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Durdart Lareguille	1052		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Yssingaux	1205	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de St Gervais du LPA des Combrailles	1276		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA La Tour du Pin	1155		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site Montbrison du LEGTA Montbrison	1193		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Belleville	1312		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Belleville	1313		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1335	V		1	Enseignement complémentaire en philosophie
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Contamine sur Arve	1361	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Yssingaux	1206		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Pontaumur du LPA des Combrailles	1271		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Vienne Seyssuel	1145	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA La Tour du Pin	1156	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Tournus	1537		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA de Velet	1528		SV	1	Enseignement complémentaire en ESC
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mancy Lons le Saunier	1447		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Valdoie	1565		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Tournus	1538	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA d'Auxerre	1550		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Champs sur Yonne	1559		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA La Barotte - Haute Côte-d'Or	1373		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	Site de Cosne du LEGTA Nevers Cosne	1472	V		1	
Bretagne	LEGTA Caulnes	1575		SV	1	
Bretagne	LEGTA le gros chêne à Pontivy	1650		SV	1	
Bretagne	Site de St Jean du LPA St Jean Brévelay Hennebont	1659		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Chambray Les Tours	1750		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Amboise	1739	V		1	
Centre-Val de Loire	LPA Chambray Les Tours	1751	V		1	
Grand Est	LEGTPA Troyes Saint Pouange	1888		SV	1	
Grand Est	LEGTA Château Salins	1972		SV	1	
Grand Est	LEGTA Crognry	1876		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Reithel	1867		SV	1	
Grand Est	Site de Bar le Duc du LEGTPA de la Meuse	1952		SV	1	Enseignement sur 2 sites : Bar le Duc et Verdun
Grand Est	LEGTPA Reithel	1868		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Meurthe et Moselle	1937		SV	1	
Hauts de France	LEGTPA Lomme	2097		SV	1	
Hauts de France	LPA Valenciennes Raismes	2110		SV	1	
Hauts de France	LPA de Dunkerque Rosendaël	2116		SV	1	
Hauts de France	LPA Ribécourt	2164	V		1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2276		SV	1	
La Réunion	LPA Saint Joseph	2307		SV	1	
Normandie	LEGTA Yvetot	2425		SV	1	
Normandie	Site de Merval du LPA du Pays de Bray	2436		SV	1	
Normandie	Site de Neufchâtel en Bray du LPA du Pays de Bray	2437		SV	1	
Normandie	LPA Alençon	2415		SV	1	
Normandie	LEGTA 'le Robillard'	2346	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Tonneins	2676		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Orthez	2708		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2558	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Barbezieux	2460		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Le Petit Chadignac à Saintes	2490		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Montmorillon	2779		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Thuré	2790		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Magnac Laval	2815		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Mugron	2640		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bazas	2607		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bordeaux Blanquefort	2614	V		1	

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions sur poste
Nouvelle-Aquitaine	LPA Thuré	2791	V		1	
Occitanie	LPA Saint Affrique	2918		SV	1	
Occitanie	LEGTA Villefranche de Rouergue	2898		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Gaudens	2994		SV	1	
Occitanie	LEGTA Ondes	2961		SV	1	
Occitanie	LEGTA Figeac	3084		SV	1	
Occitanie	LEGTA Carcassonne	2863	V		1	
Occitanie	LEGTA Rodez La Roque	2887		SV	1	
Occitanie	Site de Saint Chély du LEGTPA de la Lozère	3110	V		1	
Occitanie	LPA Saint Affrique	2919		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2939		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Montreuil Bellay	3254		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Montreuil Bellay	3255		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Château Gontier	3271		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Fontenay Le Comte	3301		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Brette les Pins	3291		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Saint Herblain	3232		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Les Magnanarelles Arcs sur Argens	3400		SV	1	

Histoire-Géographie**PCEA**

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions sur poste
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Cibeins	1024		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Cibeins	1025		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Bourg les Valence	1099		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Vienne Seyssuel	1147		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Chervé du LEGTPA Roanne Chervé	1181		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Saint Genis Laval	1299	V		1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1336		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	1337		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Yssingeaux	1207		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA La Côte Saint André	1133		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aurillac	1074		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1255		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Besançon	1413		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Lons Le Saunier-Montmorot	1425		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Vesoul	1503		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1795		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Blois du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1760		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1796		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	1682	V		1	
Corse	LEGTA Sartène	1849		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Charleville Mézières	1862		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Châlons en Champagne	1906		SV	1	
Guadeloupe	LEGTPA Guadeloupe	2054		SV	1	
Guyane	LEGTPA de Macouria	2067	V		1	
Hauts de France	LEGTA Amiens le Paraclet	2188		SV	1	
Hauts de France	Site de Péronne du LPA de la Haute Somme	2209	V		1	Enseignement sur 2 sites : Péronne et Ribemont
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2234		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2280	V		1	
Île-de-France	LEGTPA La Bretonnière	2251	V		1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2235		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2277		SV	1	
Normandie	LEGTA Coutances	2390		SV	1	
Normandie	LEGTPA Sées	2405		SV	1	
Normandie	LEGTPA Sées	2406		SV	1	
Normandie	LEGTA Yvetot	2426		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Pau Montardon	2687		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Queuille à Neuvic	2516		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Poitiers Venours	2759		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Le Renaudin à Jonzac	2497		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2943		SV	1	
Occitanie	LPA de Pézenas	3069		SV	1	
Occitanie	LEGTA Perpignan Roussillon	3140		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2981		SV	1	
Occitanie	LEGTPA de Montauban	3182		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Laval	3262		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTPA La Roche sur Yon	3325		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Antibes	3355	V		1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Aix Valabre	3367		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Carpentras	3425		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Carpentras	3426		SV	1	

Allemand**PCEA**

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions sur poste
Grand Est	LEGTA Obernai	1995		SV	1	
Grand Est	LEGTA Obernai	1996		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2040		SV	1	
Grand Est	LPA Erstein	2001		SV	1	
Grand Est	Site de Bar le Duc du LEGTPA de la Meuse	1953		SV	1	Enseignement sur 2 sites : Bar le Duc et Chaumont
Hauts de France	Site d'Arras du LEGTA du Pas de Calais	2172	V		1	Enseignement sur 2 sites : Douai et Arras

Anglais**PCEA**

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions sur poste
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Rochefort Montagne	1266		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Cibeins	1026		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Bourg en Bresse	1011		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Grenoble Saint Ismier	1123		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Lyon Dardilly	1285		SV	1	

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions sur poste
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Fontaines	1511		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA d'Auxerre	1551		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Lons Le Saunier-Montmorot	1426		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Lons Le Saunier-Montmorot	1427		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Poligny	1453		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Vesoul	1504		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Valdoie	1566	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA La Barotte - Haute Côte-d'Or	1374		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mâcon Davayé	1518	V		1	
Bretagne	LEGTA Guingamp Kernilien	1591	V		1	
Bretagne	Site de Morlaix du LEGTPA de Châteaulin Morlaix	1622		SV	1	
Bretagne	LEGTA le gros chêne à Pontivy	1651		SV	1	
Bretagne	LEGTA le gros chêne à Pontivy	1652		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	1683		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	1684		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Chartres	1699		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Tours Fondettes	1727		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Tours Fondettes	1728		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1797		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1798		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Blois du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1761		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1834		SV	1	
Grand Est	LEGTA Obernai	1994		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Rethel	1869		SV	1	
Grand Est	LEGTA Chaumont	1920	V		1	
Grand Est	LEGTA Metz Courcelles Chaussy	1982		SV	1	
Guadeloupe	LEGTPA Guadeloupe	2055		SV	1	
Guyane	LEGTPA de Macouria	2068	V		1	
Hauts de France	LPA Aumont	2085		SV	1	
Hauts de France	LEGTA Amiens le Paraclet	2189	V		1	
Hauts de France	LEGTA Amiens le Paraclet	2190		SV	1	
Hauts de France	Site de Douai du LEGTA du Nord	2127	V		1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2236		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	2237		SV	1	
La Réunion	LEGTA Saint Paul	2297		SV	1	
Normandie	LEGTA 'le Robillard'	2347		SV	1	
Normandie	LEGTA Coutances	2391		SV	1	
Normandie	LEGTPA Sées	2407		SV	1	
Normandie	LEGTPA Sées	2408		SV	1	
Normandie	LEGTA Yvetot	2427		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	2589		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bordeaux Blanquefort	2615		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Sainte Livrade sur Lot	2668		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Queuille à Neuviç	2517		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2559		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	2560	V		1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Limoges Les Vaseix	2805		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Bressuire	2720		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Poitiers Venours	2760		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Poitiers Venours	2761		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Mugron	2641		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Sainte Livrade sur Lot	2669		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Meymac	2529		SV	1	Enseignement complémentaire en ESC
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2944		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2945		SV	1	
Occitanie	Site de La Canourgue du LEGTPA de la Lozère	3097		SV	1	
Occitanie	LPA Rivesaltes	3153		SV	1	
Occitanie	LEGTA Rodez La Roque	2888		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Affrique	2920		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2982		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2983		SV	1	
Occitanie	LEGTPA de Montauban	3183		SV	1	
Occitanie	LEGTA Ondes	2962		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Laval	3263		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTPA La Roche sur Yon	3326		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Luçon Pétré	3312		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Luçon Pétré	3313		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Fontenay Le Comte	3302		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Avignon	3416		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Carpentras	3427		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Digne Carnejane	3341		SV	1	
Espagnol						
PCEA						
Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions sur poste
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Aurillac	1075		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Cibeins	1027		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Champs sur Yonne	1560		SV	1	Enseignement sur 2 sites : Champs sur Yonne et Auxerre
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Besançon	1428		SV	1	Enseignement sur 2 sites : Besançon et Montmorot
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1799		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1835		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA de Châteaoux	1715		SV	1	
Hauts de France	Site d'Arras du LEGTA du Pas de Calais	2173		SV	1	
Hauts de France	LEGTA Amiens le Paraclet	2191		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Pau Montardon	2688		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Bassaler Brive Voutezac	2510		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Libourne Montagne	2600		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Angoulême	2450		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Sainte Livrade sur Lot	2670		SV	1	
Occitanie	LEGTA de l'Hérault	3040		SV	1	
Occitanie	LEGTA Perpignan Roussillon	3141		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2984		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2985		SV	1	
Occitanie	LPA Mirande	3006		SV	1	
Occitanie	LEGTA Carcassonne	2864		SV	1	
Occitanie	LEGTPA de Montauban	3184		SV	1	

Techniques documentaires

PCEA

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA du Bourbonnais	1041		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1256		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1257		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA La Côte Saint André	1134		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Vienne Seyssuel	1148		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Grenoble Saint Ismier	1124		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Chervé du LEGTPA Roanne Chervé	1182		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site Montbrison du LEGTA Montbrison	1194		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	1222		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Durdar Larequille	1053		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	Site de Nevers du LEGTA Nevers Cosne	1488		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA du Morvan	1464		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mâcon Davayé	1519		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Besançon	1414		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mamirolle	1402		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	Site de Cosne du LEGTA Nevers Cosne	1473		SV	1	
Bretagne	Site de Morlaix du LEGTPA de Châteaulin Morlaix	1623		SV	1	
Bretagne	LEGTA Rennes Le Rheu	1628		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Chartres	1700		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	1685		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA de Châteaurox	1716	V		1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1807		SV	1	
Grand Est	LEGTA Obernai	1997		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Rouffach	2041		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Colmar Wintzenheim	2019		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Rethel	1870		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Charleville Mézières	1863		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Châlons en Champagne	1907		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Avize	1899		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Meurthe et Moselle	1938	V		1	
Grand Est	Site de Bar le Duc du LEGTPA de la Meuse	1954		SV	1	
Grand Est	LEGTA Obernai	1998		SV	1	
Grand Est	LEGTA Crognv	1877		SV	1	
Grand Est	Site de Verdun du LEGTPA de la Meuse	1957		SV	1	
Hauts de France	Site de Sains du Nord du LEGTA du Nord	2130	V		1	
Hauts de France	Site d'Arras du LEGTA du Pas de Calais	2166		SV	1	
Hauts de France	LEGTA Crézancy	2076		SV	1	
Hauts de France	LEGTA de l'Oise	2154		SV	1	
Hauts de France	LEGTA Amiens le Paraclet	2192	V		1	
Hauts de France	LEGTA Amiens le Paraclet	2193		SV	1	
Hauts de France	Site du Quesnoy du LEGTA du Nord	2138		SV	1	
Hauts de France	Site de Péronne du LPA de la Haute Somme	2210		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2282		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	2283		SV	1	
Martinique	LEGTA Croix Rivail	2314		SV	1	
Normandie	LEGTA 'le Robillard'	2348		SV	1	
Normandie	LEGTA 'le Robillard'	2349		SV	1	
Normandie	LEGTPA Sées	2410		SV	1	
Normandie	LEGTA E. de Chambray	2376		SV	1	
Normandie	LEGTA Yvetot	2428		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	2590		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bordeaux Blanquefort	2616		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Libourne Montagne	2601		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Dax	2628		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Bassaler Brive Voutezac	2511		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Queuille à Neuvic	2518		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Henri Queuille à Neuvic	2519		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Tulle Naves	2541		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Meymac	2530		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA G. Desclaudre à Saintes	2474		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Surgères	2483		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Poitiers Venours	2762		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	2946		SV	1	
Occitanie	LEGTA de l'Hérault	3041		SV	1	
Occitanie	LEGTA de l'Hérault	3042		SV	1	
Occitanie	LPA de Pézenas	3070		SV	1	
Occitanie	Site de La Canourgue du LEGTPA de la Lozère	3098		SV	1	
Occitanie	LEGTA Pamiers	2847		SV	1	
Occitanie	LEGTA Villefranche de Rouergue	2899		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2986		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	2987		SV	1	
Occitanie	LEGTA Vic en Bigorre	3124		SV	1	
Occitanie	LEGTPA d'Albi	3161		SV	1	
Occitanie	LEGTPA d'Albi	3162		SV	1	
Occitanie	LEGTPA de Montauban	3185		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Le Mans	3282		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTPA La Roche sur Yon	3327		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Fontenay Le Comte	3303		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Le Mans	3283		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Digne Caramejane	3342		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Antibes	3356		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Aix Valabre	3368		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Avignon	3417		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Saint Flour	1088		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Clermont Ferrand Marmilhat	1258		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Rochefort Montagne	1267		SV	1	

PLPA

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions sur poste
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de St Gervais du LPA des Combrailles	1277		SV	1	Enseignement sur le site de Pontaumur
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Pontaumur du LPA des Combrailles	1272		SV	1	Enseignement sur le site de Saint Gervais
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Voiron	1165		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Montravel	1175		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Belleville	1314		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Saint Genis Laval	1300		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Contamine sur Arve	1362		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Plombières les Dijon	1382		SV	1	

Région	Etablissement	N° Poste	V	SV	Nombre de postes	Précisions sur poste
Bourgogne-Franche-Comté	LPA de Charolles	1523		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA de Velet	1529		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mancy Lons le Saunier	1448		SV	1	
Bretagne	LEGTA Caulnes	1576		SV	1	
Bretagne	LPA Saint Aubin du Cormier	1639		SV	1	
Bretagne	Site de St Jean du LPA St Jean Brévelay Hennebont	1660		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Chambray Les Tours	1752		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Blois du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1762		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	1836		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Beaune La Rolande	1805		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Montoire du LEGTA Vendôme Blois Montoire	1776	V		1	
Corse	LPA Borgo	1854		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Châlons en Champagne	1908		SV	1	
Hauts de France	LEGTPA Lomme	2098		SV	1	
Hauts de France	LPA de la baie de Somme	2198		SV	1	
Hauts de France	LPA Valenciennes Raismes	2111	V		1	
Île-de-France	CEZ Rambouillet	2257		SV	1	
La Réunion	LPA Saint Joseph	2308		SV	1	
Mayotte	Lycée Agricole de Mayotte	2329	V		1	
Normandie	LEGTA Evreux	2361		SV	1	
Normandie	Site de Merval du LPA du Pays de Bray	2438		SV	1	
Normandie	Site de Neufchâtel en Bray du LPA du Pays de Bray	2439		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA La Tour Blanche - Langon	2622		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Sabres	2649		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Sainte Livrade sur Lot	2671		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Tonneins	2677		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Oloron Sainte Marie	2697		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Orthez	2709		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Saint Yrieix La Perche	2831		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Magnac Laval	2816		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA G. Desclauze à Saintes	2475		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Le Renaudin à Jonzac	2498		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Ste Pezenne à Niort	2745		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Thuré	2792		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Nérac	2661		SV	1	
Occitanie	LEGTA Castelnaudary	2878		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Gaudens	2995		SV	1	
Occitanie	Site d'Auch du LEGTA Auch Beaulieu Lavacant	3027		SV	1	
Occitanie	LPA Mirande	3007		SV	1	
Occitanie	LPA Cahors	3091		SV	1	
Occitanie	LPA Lavaur	3171		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Château Gontier	3272		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Gap	3349		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Isle sur Sorgue	3436		SV	1	

Annexe B : Secteur Education (CPE)

Education

CPE

Région	Etablissement	N° Circulaire	V	SV	Nombre de poste	Précisions sur poste
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Bourg en Bresse	4000		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTPA Cibeins	4001		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Bourg les Valence	4002		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Grenoble Saint Ismier	4003		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA La Côte Saint André	4004		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Voiron	4005		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site Montbrison du LEGTA Montbrison	4006		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Montravel	4007		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Chervé du LEGTPA Roanne Chervé	4008		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Noirétable du LEGTPA de Roanne Chervé	4009		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	4010		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Fontannes du LEGTPA Brioude Bonnefont	4011		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Saugues du LEGTPA Brioude Bonnefont	4012		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de Pontaumur du LPA des Combrailles	4013		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	Site de St Gervais du LPA des Combrailles	4014		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Belleville	4015		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Saint Genis Laval	4016		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LEGTA Chambéry La Motte Servolex	4017		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Cognin	4018		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Contamine sur Arve	4019		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Durdar Larequille	4020		SV	1	
Auvergne-Rhône-Alpes	LPA Rochefort Montagne	4173	V		1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Beaune	4021		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Plombières les Dijon	4022		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Besançon	4023		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Lons Le Saunier-Montmorot	4024		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	Site de Cosne du LEGTA Nevers Cosne	4025		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Fontaines	4026		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Fontaines	4027		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mâcon Davayé	4028		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Tournus	4029		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA d'Auxerre	4030		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA d'Auxerre	4031		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA Champs sur Yonne	4032		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA La Barotte - Haute Côte-d'Or	4033		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTA Mamirolle	4034		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LPA de Velet	4035		SV	1	
Bourgogne-Franche-Comté	LEGTPA Vesoul	4036	V		1	
Bretagne	LP Saint Brieuc	4037		SV	1	
Bretagne	Site de Morlaix du LEGTPA de Châteaulin Morlaix	4038		SV	1	
Bretagne	LEGTA Rennes Le Rheu	4039		SV	1	
Bretagne	LEGTA le gros chêne à Pontivy	4040		SV	1	
Bretagne	Site de St Jean du LPA St Jean Brévelay Hennebont	4041		SV	1	
Bretagne	LEGTA le gros chêne à Pontivy	4042		SV	1	
Bretagne	LEGTA Rennes Le Rheu	4043		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Tours Fondettes	4044		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	4045		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Bourges Le Subdray	4046		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Chartres	4047		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA de Châteauroux	4048		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Amboise	4049		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Chambray Les Tours	4050		SV	1	
Centre-Val de Loire	LEGTA Tours Fondettes	4051		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	4052		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site de Vendôme du LEGTA Vendôme Blois Montoire	4053		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	4054		SV	1	
Centre-Val de Loire	LPA Beauce La Rolande	4055		SV	1	
Centre-Val de Loire	Site du Chesnoy du LEGTA Le Chesnoy Les Barres	4056		SV	1	
Corse	LEGTA Sartène	4057		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Avize	4144		SV	1	
Grand Est	LEGTPA Charleville Mézières	4058	V		1	
Grand Est	LEGTA Chaumont	4059		SV	1	
Grand Est	LPA Fayl Billot	4060		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Meurthe et Moselle	4061		SV	1	
Grand Est	LEGTPA de Meurthe et Moselle	4062		SV	1	
Grand Est	Site de Verdun du LEGTPA de la Meuse	4063	V		1	
Grand Est	LEGTA Château Salins	4064	V		1	
Grand Est	LEGTA Château Salins	4065		SV	1	
Grand Est	LEGTA Metz Courcelles Chaussy	4066		SV	1	
Grand Est	LPA Erstein	4067		SV	1	
Grand Est	LEGTPA des Vosges	4068		SV	1	
Guyane	LEGTPA de Macouria	4076	V		1	
Hauts-de-France	LPA Aumont	4069	V		1	
Hauts-de-France	LEGTA de la Thiérache	4070		SV	1	
Hauts-de-France	Site de Douai du LEGTA du Nord	4071		SV	1	
Hauts-de-France	Site du Quesnoy du LEGTA du Nord	4072	V		1	
Hauts-de-France	LEGTPA Lomme	4073		SV	1	
Hauts-de-France	LPA de Dunkerque Rosendaël	4074		SV	1	

Annexe B : Secteur Education (CPE)

Education

CPE

Région	Etablissement	N° Circulaire	V	SV	Nombre de poste	Précisions sur poste
Hauts-de-France	Site d'Arras du LEGTA du Pas de Calais	4075		SV	1	
Hauts-de-France	Site de Radinghem du LEGTA du Pas de Calais	4077		SV	1	
Hauts-de-France	LEGTA Amiens le Paraclet	4078		SV	1	
Hauts-de-France	Site de Péronne du LPA de la Haute Somme	4079		SV	1	
Hauts-de-France	LEGTA de l'Oise	4080	V		1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	4081		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Brie Comte Robert	4082	V		1	
Île-de-France	LEGTPA La Bretonnière	4083		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	4084		SV	1	
Île-de-France	LEGTPA Saint Germain en Laye	4085		SV	1	
La Réunion	LEGTA Saint Paul	4086		SV	1	
Martinique	LEGTA Croix Rivail	4087	V		1	
Mayotte	Lycée Agricole de Mayotte	4088		SV	1	
Normandie	LPA Alençon	4089		SV	1	
Normandie	LPA de Vire	4090		SV	1	
Normandie	LEGTA 'le Robillard'	4091		SV	1	
Normandie	LEGTA E. de Chambray	4092		SV	1	
Normandie	LPA Le Neubourg	4093		SV	1	
Normandie	LEGTPA Saint Hilaire du Harcouët	4094		SV	1	
Normandie	LEGTA Saint Lô Thère	4095		SV	1	
Normandie	LEGTPA Sées	4096		SV	1	
Normandie	LEGTPA Sées	4097		SV	1	
Normandie	LEGTA Yvetot	4098		SV	1	
Normandie	Site de Neufchâtel en Bray du LPA du Pays de Bray	4099		SV	1	
Normandie	LPA Envermeu	4100		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Angoulême	4101		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Barbezieux	4102		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Bourcefranc	4103		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Le Petit Chadignac à Saintes	4104		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Le Renaudin à Jonzac	4105		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Surgères	4106		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Meymac	4107		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Tulle Naves	4108		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Alphonse Defumade - Ahun	4109		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	4110		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Périgueux	4111		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bordeaux Blanquefort	4112		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Bordeaux Blanquefort	4113		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA La Tour Blanche - Langon	4163		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Dax	4114		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Mugron	4115		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Sabres	4116		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Nérac	4117		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Tonneins	4118		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Pau Montardon	4119		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Pau Montardon	4120		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Orthez	4121		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Melle	4122		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Melle	4123		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Ste Pezenne à Niort	4124		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA de Poitiers	4125		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Montmorillon	4126		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTA Poitiers Venours	4127		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LPA Thuré	4128		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Limoges Les Vaseix	4129		SV	1	
Nouvelle-Aquitaine	LEGTPA Magnac Laval	4130		SV	1	
Occitanie	LPA Moissac	4131		SV	1	
Occitanie	LEGTA Villefranche de Rouergue	4132		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Affrique	4133		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	4134		SV	1	
Occitanie	LEGTA Pamiers	4135		SV	1	
Occitanie	LEGTA Toulouse	4136		SV	1	
Occitanie	Site d'Auch du LEGTA Auch Beaulieu Lavacant	4137		SV	1	
Occitanie	LEGTA de l'Hérault	4138		SV	1	
Occitanie	LPA Cahors	4139		SV	1	
Occitanie	LPA Rivesaltes	4140		SV	1	
Occitanie	LPA Riscle	4141		SV	1	
Occitanie	LEGTA Vic en Bigorre	4142		SV	1	
Occitanie	LPA Tarbes	4143		SV	1	
Occitanie	LEGTA Ondes	4145		SV	1	
Occitanie	LEGTPA Nîmes	4146		SV	1	
Occitanie	LEGTA Figeac	4147		SV	1	
Occitanie	LEGTA Carcassonne	4148		SV	1	
Occitanie	LPA Saint Affrique	4149		SV	1	
Occitanie	LEGTA Vic en Bigorre	4150		SV	1	
Occitanie	Site de La Canourgue du LEGTPA de la Lozère	4151		SV	1	
Occitanie	LEGTA Ondes	4152		SV	1	

Education

CPE

Région	Etablissement	N° Circulaire	V	SV	Nombre de poste	Précisions sur poste
Occitanie	Site d'Auch du LEGTA Auch Beaulieu Lavacant	4153		SV	1	
Occitanie	LPA Mirande	4154		SV	1	
Pays de la Loire	LPA de Nantes Grand Blottereau	4163		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Angers Le Fresne	4164		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Angers Le Fresne	4165		SV	1	
Pays de la Loire	LPA Montreuil Bellay	4166		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Laval	4167		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Le Mans	4168		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Le Mans	4169	V		1	
Pays de la Loire	LEGTPA La Roche sur Yon	4170		SV	1	
Pays de la Loire	LEGTA Luçon Pétré	4171		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Digne Carnejane	4155		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA des Calanques à Marseille	4156		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Saint Rémy de Provence	4157		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Hyères	4158		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Avignon	4159		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LPA Orange	4160	V		1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Carpentras	4161		SV	1	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	LEGTA Carpentras	4162		SV	1	

Annexe C : Secteur enseignement supérieur

Enseignement

Agrégé

Région	Etablissement	N° Circulaire	V	SV	Précisions sur poste
Bourgogne	Agrosup dijon	4914	V		Statistiques

PCEA, agrégé

Région	Etablissement	N° Circulaire	V	SV	Précisions sur poste
Auvergne-Rhône-Alpes	VetAgroSup, école nationale vétérinaire de Lyon	4916	V		Enseignement de physique-chimie du CPI et de la coordination
Île-de-France	École nationale vétérinaire d'Alfort	4917	V		Enseignement de biologie-écologie-santé du CPI et de la coordination
Occitanie	École nationale vétérinaire de Toulouse	4918	V		Enseignement de biologie-écologie-ou science de la vie et de la terre du CPI et de la coordination
Pays de la Loire	École nationale vétérinaire, agro-alimentaire et de l'alimentation de Nantes (Oniris)	4919	V		Enseignement de physique-chimie du CPI et de la coordination
Pays de la Loire	École nationale vétérinaire, agro-alimentaire et de l'alimentation de Nantes (Oniris)	4920	V		Enseignement de physique-chimie du CPI et de la coordination

PLPA, PCEA, agrégé

Région	Etablissement	N° Circulaire	V	SV	Précisions sur poste
Occitanie	ENSFEA	4913	V		Enseignant -formateur en mathématiques

PLPA, PCEA, IPEF

Région	Etablissement	N° Circulaire	V	SV	Précisions sur poste
Occitanie	ENSFEA	4911	V		Enseignant-formateur en sciences et techniques agronomiques : productions animales

CPE, PLPA, PCEA

Région	Etablissement	N° Circulaire	V	SV	Précisions sur poste
Occitanie	ENSFEA	4910	V		Formateur dans le domaine de l'encadrement éducatif

PCEA, PLPA

Région	Etablissement	N° Circulaire	V	SV	Précisions sur poste
Occitanie	ENSFEA	4912	V		Enseignant-formateur en information-documentation

PCEA

Région	Etablissement	N° Circulaire	V	SV	Précisions sur poste
Pays de la Loire	École nationale vétérinaire, agro-alimentaire et de l'alimentation de Nantes (Oniris)	4915	V		Génie alimentaire

Annexe D : Secteur Missions (poste à profil)

Chargé de mission

Région	Etablissement	N° poste	V	SV	Précisions sur poste
Île-de-France	CEZ Rambouillet	4902		SV	DFI Bergerie nationale
Île-de-France	CEZ Rambouillet	4903		SV	DFI Bergerie nationale

Animateur de réseau

Région	Etablissement	N° poste	V	SV	Précisions sur poste
Auvergne-Rhône-Alpes	EPLEFPA de Cibeins	4900		SV	Animation appui FPC
Hauts-de-France	EPLEFPA de l'Oise	4901		SV	Animateur réseau FCPA
Nouvelle-Aquitaine	EPLEFPA de Pau Montardon	4904		SV	Animateur réseau RESEDA
Nouvelle-Aquitaine	Antenne de Niort CFPPA Melle-Niort	4905		SV	Animateur de réseau CFPPA-CFA
Nouvelle-Aquitaine	EPLEFPA de Bordeaux Gironde	4906		SV	Animateur réseau handicap
Occitanie	EPLEFPA de Toulouse	4907		SV	Animateur de réseau insertion égalité des chances
Occitanie	CFPPA du Tarn	4908		SV	Animateur ADC
Occitanie	EPLEFPA de l'Hérault	4909		SV	Animateur réseau FCPA

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

FICHE DE POSTE

SECTEUR ENSEIGNEMENT TECHNIQUE AGRICOLE

EPLEFPA de Cibeins

Intitulé du poste : Chargé de mission expertise et appui FPC aux EPLEFPA sur des missions d'accompagnement, d'ingénierie et de développement Auvergne-Rhône-Alpes

Affectation administrative EPL de Cibeins

Affectation opérationnelle à définir

N° du poste : 4900

Corps attendu : PCEA

Catégorie A

Présentation de l'environnement professionnel	Portés par les EPLEFPA, les 24 CFPPA répartis sur l'ensemble des départements de la Région participent à la mise en œuvre des 5 missions de l'enseignement agricole public, notamment au travers de leurs activités de formation continue. Les CFPPA sont organisés en réseau pour répondre collectivement aux besoins de qualification, développement de compétences et de formation continue des personnes, entreprises et collectivités. Ils représentent 41550 stagiaires pour un volume de 2 millions d'heures.
Objectifs du poste	Dans le contexte coopératif du réseau des CFPPA et dans celui des politiques publiques portées par la DRAAF, le chargé de mission a un rôle d'expertise et d'appui aux EPLEFPA sur des missions d'accompagnement, d'ingénierie et de développement dans le domaine de la FPC.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	1. Accompagnement au pilotage et à la gestion des centres : indicateurs de pilotage, leviers d'évolution, organisation, management 2. Accompagnement et appui des directeurs de FPCA : appui à la prise de fonction, exercice des missions, mise en œuvre de la RH 3. Suivi des centres en difficultés financières 4. Appui à la gestion collective des marchés à dimension régionale 5. Appui au réseau des CFPPA : ingénierie de développement, recherche et développement de partenariats, ...
Champ relationnel du poste	SRFD Auvergne Rhône Alpes, Comité(s) du réseau CFPPA, Directions d'EPLEFPA, Directions et équipes des CFPPA, Réseaux de l'enseignement agricole, Partenaires institutionnels, professionnels des CFPPA
Compétences liées au poste	Savoirs/connaissances : expertise dans le domaine de la FPC, maîtrise du domaine RH, maîtrise du domaine financier, juridique et comptable des EPLEFPA, maîtrise des outils informatiques Savoir-faire/maîtrise : capacité d'expertise, capacité d'écoute, sens du dialogue, diplomatie, capacité rédactionnelle, d'analyse et synthèse, rigueur, sens de l'organisation, autonomie, force de proposition, capacité à travailler et à s'adapter à tous les niveaux d'interlocuteurs, capacité à prévenir les difficultés, disponibilité
Personnes à contacter	N PRUDON-DESGOUTTES (Directrice régionale adjointe, cheffe du SRFD) V PAPERREUX (Adjointe au chef de SRFD) Tel secrétariat : 04 73 42 27 74

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

FICHE DE POSTE

MOBILITÉ RENTREE SCOLAIRE 2019
SECTEUR ENSEIGNEMENT TECHNIQUE AGRICOLE

EPL de l'Oise
CFA régional de l'enseignement agricole public - Airion

Intitulé du poste : animateur réseau (orientation apprentissage)

N° du poste : 4901

Catégorie A

Cotation (si catégorie A) :

Groupe RIFSEEP :

Poste susceptible vacant

Présentation de l'environnement professionnel	L'agent sera attaché administrativement à l'EPLEFPA de l'Oise, établissement multi-sites (Airion et Beauvais) composé de 4 centres constitutifs (lycée, CFA régional, CFPPA, exploitation).
Objectifs du poste	Sous la direction du directeur d'EPLEFPA et du directeur du CFA régional, en cohérence avec le réseau des directeurs d'EPLEFPA et de CFPPA, l'agent contribue à appuyer les unités de formation par apprentissage du CFA régional public sur les politiques de l'innovation. Il anime le réseau de l'apprentissage public sur ce sujet. Il contribue à l'organisation du CFA régional en tant que cadre de l'EPLEFPA.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	-appuyer l'équipe de direction du CFA régional et le réseau des directeurs d'EPLEFPA en coordonnant les politiques de l'innovation à mettre en œuvre dans le cadre de la réforme de l'apprentissage -animer le réseau des acteurs de l'apprentissage public sur les sujets qui sont confiés à l'agent, repérer leurs besoins, rechercher des solutions ou des formations adaptées à ces besoins -contribuer à la conception d'outils innovants nécessaires au dispositif de l'apprentissage -faire du lien entre les acteurs de l'apprentissage public et insuffler de la cohérence entre les UFA sur les sujets innovants.
Champ relationnel du poste	Directeurs des EPLEFPA, des CFPPA des Hauts-de-France, formateurs des UFA. DRAAF des Hauts de France, Conseil régional des Hauts-de-France
Compétences liées au poste	SAVOIR -culture de l'enseignement agricole et de l'apprentissage -méthodes et outils d'accompagnement au changement SAVOIR-FAIRE : -piloter un projet -animer un réseau - concevoir des solutions adaptées à la demande et au contexte SAVOIR-ETRE -adaptabilité -réactivité -sens de la communication
Personnes à contacter	M. COMMUN, directeur de l'EPLEFPA philippe.commun@educagri.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

FICHE DE POSTE

MOBILITÉ GÉNÉRALE 2020

SECTEUR ENSEIGNEMENT TECHNIQUE AGRICOLE

Centre d'Enseignement Zootechnique de Rambouillet

Chef de projet : Référent Pédagogie

N° du poste : 4902
N° renoirRH : A3MI029308
Corps attendu : IAE ; PLP ; PCEA
Catégorie (A, B ou C) : A
Cotation parcours professionnel : 1
Groupe RIFSEEP :
Poste : SV

Présentation de l'environnement professionnel	Le département 3DFI est le département recherche formation développement du CEZ/Bergerie Nationale. Il a pour mission principale de participer à l'innovation pédagogique et au transfert des techniques et pratiques agricoles permettant la mutation agro-écologique et l'accompagnement des enseignants dans la mise en œuvre de méthodes pédagogiques conduisant à enseigner et apprendre autrement pour produire autrement.
Objectifs du poste	Etre le référent en pédagogie, pour le CEZ/ Bergerie Nationale, dans le cadre de la mise en œuvre « d'enseigner à produire autrement » et plus largement de la durabilité
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Le chef de projet s'attachera à : analyser les situations de travail et d'apprentissage pouvant déboucher sur des innovations pédagogiques ; Capitaliser des savoirs d'expériences ou d'actions pédagogiques Analyser des pratiques dans la perspective d'un transfert aux autres acteurs de la formation agricole. Le chef de projet aura pour mission : De recueillir au niveau national et international, les données issues de la recherche, de la didactique, des pratiques des professionnels sur le terrain, des établissements d'enseignement agricole... De faire un bilan de l'état de l'art au niveau national et européen De capitaliser les données et les ressources et de transférer les acquis dans l'ensemble du département et vers les enseignants de l'EAP et les différents partenaires de la formation. De produire des références de réaliser un certain nombre de livrables de différents types : des outils de formation : modules de formation, matériaux de formation en ligne, manuels, supports et outils pédagogiques, des méthodes de formation : une démarche pédagogique, des outils pour les formateurs, etc. des événements : conférence, campagne de sensibilisation / d'information, conférences, séminaires, formation etc. des approches de travail ou méthodologies dans le domaine de la formation professionnelle : travail en réseau, démarche de projet, etc. De constituer et d'animer des réseaux d'acteurs, de s'appuyer sur les réseaux de l'enseignement agricole gérés par le CEZ. D'accompagner les autres membres de l'équipe dans la valorisation pédagogique de leurs travaux. Valoriser les acquis des Réseaux Mixtes Technologiques et des CASDAR liés aux thématiques qu'il suit. Participer, animer, concevoir des formations de formateurs (PNF). <
Champs relationnels du poste	DGER, Inspection de l'Enseignement agricole ; Etablissements d'enseignement agricole, Enseignement supérieur (Agroparistech...), établissements du Dispositif National d'Appui, organismes de formation continue...
Compétences liées au poste	Savoirs L'appui à la transition agroécologique implique une maîtrise des approches techniques et systémiques mais aussi de la pédagogie et de l'animation de groupe pour transférer les nouveaux savoir-faire. Bonne connaissance du dispositif de l'enseignement agricole. Bonne connaissance des référentiels et de leur nouvelle construction. Expérience d'enseignement indispensable et goût pour l'analyse des pratiques. Maîtrise de l'outil informatique. Anglais courant serait un plus. Savoir-faire Polyvalence, autonomie, habitude de rendre compte et de travailler en complémentarité avec ses collègues. Capacités rédactionnelles, de synthèse et d'analyse, d'animation et d'organisation indispensables.

	Grande rigueur, travail en autonomie et en équipe. Bonne connaissance du monde agricole.
Personne(s) à contacter	Roland Delon : Directeur - roland.delon@educagri.fr Alain Leroux : responsable 3DFI : alain.leroux@educagri.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
FICHE DE POSTE
MOBILITÉ GÉNÉRALE 2020
SECTEUR ENSEIGNEMENT TECHNIQUE AGRICOLE

C.E.Z. de Rambouillet

Chef de projet : Conduite de projets EUROPE et de formation

N° du poste : 4903

N° renvoi RH : A3MI029330

Corps attendu : IAE ; PLP ; PCEA ; Attaché d'administration

Catégorie A :

Cotation parcours professionnel : 1

Groupe RIFSEEP :

Poste : SV

Présentation de l'environnement professionnel	Le département 3DFI est le département recherche formation développement du CEZ/Bergerie Nationale. Il a pour mission principale de participer à l'innovation pédagogique et au transfert des techniques et pratiques agricoles permettant la mutation agro-écologique et l'accompagnement des enseignants dans la mise en œuvre de méthodes pédagogiques conduisant à enseigner et apprendre autrement pour produire autrement.
Objectifs du poste	Accompagner les établissements de l'enseignement agricole et le département recherche et développement, dans le montage et la mise en œuvre de projets européens répondant aux objectifs du SNA et d'enseigner à produire autrement.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Mettre en place un accompagnement technique et financier des établissements pour le montage et la gestion de projets de formation dans le cadre de programmes européens ou du programme d'innovation et de partenariat financé par le CASDAR Organisation d'échanges de formateurs et de formations au niveau européen. Accompagner les EPL pour la préparation des projets de recherche –développement – formation dans le cadre de l'appel à projets (CASDAR). Assurer le suivi de la réalisation et de la gestion comptable des actions cofinancées par l'Europe. Identifier les autres programmes européens en vue de la recherche d'autres partenariats. Présenter des nouvelles demandes de subventions européennes. Etablir un suivi qualitatif et financier des projets cofinancés. Rédiger des bilans d'exécution. Répondre aux exigences des différents contrôles. Transmettre les compétences nécessaires vers les établissements par le biais de documents ou de formations. Assurer l'ingénierie du plan national de formation (PNF) pour le département ainsi que les autres programmes de formation (Coordination, programme prévisionnel, bilan, catalogue...)
Champs relationnels du poste	DGER ; Etablissements d'enseignement agricole ; Enseignement supérieur ; établissements du Système National d'Appui, partenaires européens...
Compétences liées au poste	Savoirs Connaissance des dispositifs et programmes européens (Erasmus+, FSE, FEADER...) Connaissance du système éducatif, des missions de l'enseignement agricole et du système national d'appui Bon niveau d'anglais indispensable Bonne connaissance du monde agricole serait un plus Maîtrise de l'outil informatique. Savoir-faire Goût pour l'international et les échanges internationaux Capacités rédactionnelles, de synthèse et d'analyse, d'animation et d'organisation indispensables. Grande rigueur, travail en autonomie et en équipe.
Personne(s) à contacter	Roland Delon : Directeur - roland.delon@educagri.fr Alain Leroux : responsable 3DFI : alain.leroux@educagri.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Animateur.trice du réseau national d'éducation pour la santé, l'écoute et le développement de l'adolescent (RESEDA)

N° du poste : 4904 – A3MI033395 Catégorie : A		
Classement parcours professionnel :		Groupe RIFSEEP :
Poste susceptible d'être vacant		
Présentation de l'environnement professionnel	Le bureau de l'action éducative et de la vie scolaire (BAEVS) est placé au sein du service de l'enseignement technique, à la sous-direction des politiques de formation et d'éducation. Il a pour principale mission de définir et mettre en œuvre les politiques éducatives et celles relatives à la vie scolaire dans les établissements d'enseignement agricole.	
Objectifs du poste	Fédérer les initiatives et favoriser la mobilisation des enseignants sur les problématiques relatives à la promotion de la santé ; Développer les partenariats ; Repérer les expériences locales innovantes et les valoriser ; Impulser une dynamique entre les services déconcentrés et les établissements ;	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Animation et coordination du réseau RESEDA ; Appui auprès des établissements sur l'école promotrice de santé et la démarche de prévention en santé ; Animation de chantiers nationaux, selon les priorités définies par le bureau de l'action éducative et de la vie scolaire, en lien si besoin avec les autres réseaux du BAEVS ; Participation en qualité d'expert à des groupes de travail sur les problématiques relatives à la santé ; Rédaction d'une fiche annuelle de bilan et de perspectives du réseau RESEDA ; Participation au développement des partenariats avec les professionnels et les institutions exerçant dans le champ de la santé, et en particulier, avec la Direction Générale de la Santé, la MILDECA et Santé Publique France.	
Champ relationnel du poste	Les services de la DGER / Inspection de l'enseignement agricole / DRAAF-SRFD / Dispositif national d'appui et réseaux thématiques / Établissements agricoles publics et privés sous contrat	
Compétences liées au poste	Savoirs Connaissance du système éducatif et des missions de l'enseignement agricole Connaissance des dispositifs existants en matière de promotion de la santé et d'éducation pour la santé Montage de projets Expérience réussie en animation et/ou action de coopération entre établissements	Savoir-faire Capacités de rédaction, d'analyse et de synthèse ; Rigueur Gestion du temps ; Aptitude à la planification des tâches ; Capacités de coordination et d'animation, Sens du travail en équipe ; Capacité d'écoute ; Ingénierie de développement et de formation.
Personnes à contacter	M FEUILLATRE Franck Chef du bureau de l'action éducative et de la vie scolaire Tel : 01 49 55 50 98 email : franck.feuillatre@agriculture.gouv.fr Mme CROYERE Adeline Sous-directrice des politiques de formation et d'éducation Tel : 01 49 55 50 98 email : adeline.croyere@agriculture.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

FICHE DE POSTE

MOBILITÉ GÉNÉRALE 2020
SECTEUR ENSEIGNEMENT TECHNIQUE AGRICOLE

EPLEFPA de Terres et paysage du sud Deux-Sèvres (site de Niort)

Intitulé du poste : Animateur-directeur opérationnel du réseau réana des EPL de Nouvelle-Aquitaine

N° du poste : 4906

N° de poste renoirRH : A3MI027135

Corps attendu : PLPA, PCEA, IAE, IPEF

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 2

Groupe RIFSEEP :

Indicateur de vacance : SV

Présentation de l'environnement professionnel	La région Nouvelle-Aquitaine comporte 22 EPLEFPA et 75 établissements privés. Les 22 EPL, qui constituent l'enseignement agricole public, regroupent 38 lycées, 14 CFA et 21 CFPPA, pour environ 1 800 agents Etat et 1 300 agents sur budget des EPL. Elle est la première région de France pour l'enseignement agricole public. 5,8 millions de personnes vivent en Nouvelle-Aquitaine. C'est la 3ème région économique et la 1ère région agricole de France, avec 85 000 exploitations et 180 000 emplois dans l'agriculture les IAA.
Objectifs du poste	Assurer la coordination et la direction opérationnelle du réseau <i>réana</i> des EPLEFPA de Nouvelle-Aquitaine. Le poste consiste en l'animation de ce réseau et la mise en oeuvre des axes stratégiques définis par le comité directeur du réseau, prioritairement dans le domaine de l'apprentissage et de la formation continue, compte-tenu du nouveau cadre réglementaire.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Coordination du réseau <i>réana</i> Mise en oeuvre des axes stratégiques du réseau, priorisation, planification, régulation, dynamisation des équipes, en particulier CFA et CFPPA dans le cadre de la réforme de l'apprentissage. Assurer la communication du réseau (interne et externe)
Champ relationnel du poste	EPLEFPA de Nouvelle-Aquitaine, DRAAF et l'ensemble des services territoriaux de l'Etat, Conseil régional, branches et partenaires professionnels, institutionnels, organismes de formation.
Compétences liées au poste Niveau : 1. Initié 2. Pratique 3. Maîtrise 4. Expert	Connaissances : Connaissance de l'organisation de l'enseignement agricole en France 3 // Connaissances juridiques et administratives des EPLEFPA 3// Connaissance du fonctionnement des CFA, CFPPA et plus largement de la FPCA 3// Techniques de conduite de projet 3// ...et d'animation et de conduite de réunion 3// Savoir-faire : Animer des équipes (confirmé) 3// Organiser, planifier, mettre en place des indicateurs de suivi (confirmé) 3// Travailler en réseau 3// Rédaction 3// Veille réglementaire 3// Savoir-être : Sens de l'organisation 3// Dynamisme, aisance relationnelle, pédagogie 3 // Capacité à prioriser 3// Autonomie 3// Capacité à rendre compte 3// Compétences managériales requises : 2 Conditions particulières d'exercice : Le lieu d'exercice du poste pourra être adapté en accord entre le directeur d'EPL et le candidat retenu.
Personnes à contacter	Benoît Dieltiens, directeur de l'EPL Terres et paysages du sud Deux-Sèvres : 05 49 27 02 92 ou benoit.dieltiens@educagri.fr Laurence Pers-Philippoux, directrice de l'EPL de Brive-Voutezac : 05 55 25 82 31 ou laurence.pers-philippoux@educagri.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

FICHE DE POSTE

MOBILITÉ GÉNÉRALE 2020
SECTEUR ENSEIGNEMENT TECHNIQUE AGRICOLE
EPLEFPA de Terres et paysage du sud Deux-Sèvres (site de Niort)Intitulé du poste : **Animateur-directeur opérationnel du réseau réana des EPL de Nouvelle-Aquitaine**

N° du poste : 4906

N° de poste renoirRH : A3MI027135

Corps attendu : PLPA, PCEA, IAE, IPEF

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 2

Groupe RIFSEEP :

Indicateur de vacance : SV

Présentation de l'environnement professionnel	La région Nouvelle-Aquitaine comporte 22 EPLEFPA et 75 établissements privés. Les 22 EPL, qui constituent l'enseignement agricole public, regroupent 38 lycées, 14 CFA et 21 CFPPA, pour environ 1 800 agents Etat et 1 300 agents sur budget des EPL. Elle est la première région de France pour l'enseignement agricole public. 5,8 millions de personnes vivent en Nouvelle-Aquitaine. C'est la 3ème région économique et la 1ère région agricole de France, avec 85 000 exploitations et 180 000 emplois dans l'agriculture les IAA.
Objectifs du poste	Assurer la coordination et la direction opérationnelle du réseau <i>réana</i> des EPLEFPA de Nouvelle-Aquitaine. Le poste consiste en l'animation de ce réseau et la mise en oeuvre des axes stratégiques définis par le comité directeur du réseau, prioritairement dans le domaine de l'apprentissage et de la formation continue, compte-tenu du nouveau cadre réglementaire.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Coordination du réseau <i>réana</i> Mise en oeuvre des axes stratégiques du réseau, priorisation, planification, régulation, dynamisation des équipes, en particulier CFA et CFPPA dans le cadre de la réforme de l'apprentissage. Assurer la communication du réseau (interne et externe)
Champ relationnel du poste	EPLEFPA de Nouvelle-Aquitaine, DRAAF et l'ensemble des services territoriaux de l'Etat, Conseil régional, branches et partenaires professionnels, institutionnels, organismes de formation.
Compétences liées au poste Niveau : 1. Initié 2. Pratique 3. Maîtrise 4. Expert	Connaissances : Connaissance de l'organisation de l'enseignement agricole en France 3 // Connaissances juridiques et administratives des EPLEFPA 3// Connaissance du fonctionnement des CFA, CFPPA et plus largement de la FPCA 3// Techniques de conduite de projet 3// ...et d'animation et de conduite de réunion 3// Savoir-faire : Animer des équipes (confirmé) 3// Organiser, planifier, mettre en place des indicateurs de suivi (confirmé) 3// Travailler en réseau 3// Rédaction 3// Veille réglementaire 3// Savoir-être : Sens de l'organisation 3// Dynamisme, aisance relationnelle, pédagogie 3 // Capacité à prioriser 3// Autonomie 3// Capacité à rendre compte 3// Compétences managériales requises : 2 Conditions particulières d'exercice : Le lieu d'exercice du poste pourra être adapté en accord entre le directeur d'EPL et le candidat retenu.
Personnes à contacter	Benoît Dieltiens, directeur de l'EPL Terres et paysages du sud Deux-Sèvres : 05 49 27 02 92 ou benoit.dieltiens@educagri.fr Laurence Pers-Philippoux, directrice de l'EPL de Brive-Voutezac : 05 55 25 82 31 ou laurence.pers-philippoux@educagri.fr

Animateur.trice du réseau national insertion-égalité des chances

N° du poste : A3MI032836 – n° circulaire 4907		
Catégorie : A		
Classement parcours professionnel :		Groupe RIFSEEP :
Poste susceptible d'être vacant		
Présentation de l'environnement professionnel	Le bureau de l'action éducative et de la vie scolaire (BAEVS) est placé au sein du service de l'enseignement technique, à la sous-direction des politiques de formation et d'éducation. Il a pour principale mission de définir et mettre en œuvre les politiques éducatives et celles relatives à la vie scolaire dans les établissements d'enseignement agricole.	
Objectifs du poste	Fédérer les initiatives et favoriser la mobilisation des enseignants sur les problématiques relatives l'insertion et à l'égalité des chances ; Développer les partenariats ; Repérer les expériences locales innovantes et les valoriser ; Impulser une dynamique entre les services déconcentrés et les établissements.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Animation et coordination du réseau « insertion-égalité des chances » ; Appui à l'action auprès des référents régionaux "insertion-égalité des chances" ; Animation de chantiers nationaux, selon les priorités définies par le bureau de l'action éducative et de la vie scolaire, en lien si besoin avec les autres réseaux du BAEVS ; Participation en qualité d'expert à des groupes de travail sur les problématiques relatives à l'insertion et l'égalité des chances ; Rédaction d'une fiche annuelle de bilan et de perspectives du réseau insertion et égalité des chances ;	
Champ relationnel du poste	Les services de la DGER / Inspection de l'enseignement agricole / DRAAF-SRFD / Dispositif national d'appui et réseaux thématiques / Établissements agricoles publics et privés sous contrat	
Compétences liées au poste	Savoirs Connaissance du système éducatif et des missions de l'enseignement agricole Connaissance des dispositifs existants en termes d'insertion scolaire, sociale et professionnelle Montage de projets Expérience réussie en animation et/ou action de coopération entre établissements	Savoir-faire Capacités de rédaction, d'analyse et de synthèse ; Rigueur Gestion du temps ; Aptitude à la planification des tâches ; Capacités de coordination et d'animation, Sens du travail en équipe ; Capacité d'écoute ; Ingénierie de développement et de formation.
Personnes à contacter	M FEUILLATRE Franck Chef du bureau de l'action éducative et de la vie scolaire Tel : 01 49 55 50 98 email : franck.feuillatre@agriculture.gouv.fr Mme CROYERE Adeline Sous-directrice des politiques de formation et d'éducation Tel : 01 49 55 50 98 email : adeline.croyere@agriculture.gouv.fr	

Animateur.trice du réseau national « animation et développement culturel » (ADC)

N° du poste : 4908 Catégorie : A		
Classement parcours professionnel : 1		Groupe RIFSEEP :
Poste susceptible d'être vacant		
Présentation de l'environnement professionnel	Le bureau de l'action éducative et de la vie scolaire (BAEVS) est placé au sein du service de l'enseignement technique, à la sous-direction des politiques de formation et d'éducation. Il a pour principale mission de définir et mettre en œuvre les politiques éducatives et celles relatives à la vie scolaire dans les établissements d'enseignement agricole.	
Objectifs du poste	Fédérer les initiatives et favoriser la mobilisation des enseignants sur les thèmes de l'animation et du développement culturel ; Développer les partenariats ; Repérer les expériences locales innovantes et les valoriser ; Impulser une dynamique entre les services déconcentrés et les établissements ;	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Animation et coordination du réseau ADC ; Appui à l'action des animateurs régionaux ou correspondants du réseau animation et développement culturel ; Animation de chantiers nationaux, selon les priorités définies par le BAEVS, en lien si besoin avec les autres réseaux du BAEVS ; Participation en qualité d'expert à des groupes de travail sur l'animation et le développement culturel ; Rédaction d'une fiche annuelle de bilan et de perspectives du réseau ADC ; Participation au développement de partenariats culturels ; Contribution à la formation continue ; Pilotage du comité de rédaction de la revue « Champs culturels » ;	
Champ relationnel du poste	Les services de la DGER / Inspection de l'enseignement agricole / DRAAF-SRFD / Dispositif national d'appui et réseaux thématiques / Établissements agricoles publics et privés sous contrat	
Compétences liées au poste	Savoirs	Savoir-faire
	Connaissance du système éducatif et des missions de l'enseignement agricole Connaissance des dispositifs existants en termes d'éducation artistiques et culturelles et d'animation et développement culturel Montage de projets Expérience réussie en animation et/ou action de coopération entre établissements	Capacités de rédaction, d'analyse et de synthèse ; Rigueur Gestion du temps ; Aptitude à la planification des tâches ; Capacités de coordination et d'animation, Sens du travail en équipe ; Capacité d'écoute ; Ingénierie de développement et de formation.
Personnes à contacter	M FEUILLATRE Franck Chef du bureau de l'action éducative et de la vie scolaire Tel : 01 49 55 50 98 - email : franck.feuillatre@agriculture.gouv.fr Mme CROYERE Adeline Sous-directrice des politiques de formation et d'éducation Tel : 01 49 55 50 98 - email : adeline.croyere@agriculture.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
FICHE DE POSTE
MOBILITÉ DES DIRECTEURS DE CENTRE CONSTITUTIF D'EPLEFPA

EPLEFPA DE MONTPELLIER

Intitulé du poste : animateur du réseau CFA/CFPPA Occitanie

N° du poste : 4909

N° renvoi RH : A3MI032673

Corps attendu : IAE, PCEA, PLPA et autres corps de catégorie A

Catégorie A

Cotation parcours professionnel : 2

Présentation de l'environnement professionnel	Réseau des CFA – CFPPA de la Région Occitanie : 22 EPLEFPA comprenant 13 CFA et 17 CFPPA
Objectifs du poste	Animation du réseau des CFA-CFPPA
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<u>Animation du réseau</u>, avec prise en charge spécifiquement de : L'activité de veille : L'animateur assure : une veille permanente sur les appels d'offres et sur les évolutions de la demande de façon à anticiper à court et moyen termes les attentes des partenaires L'activité d'animation et de développement du travail collaboratif pour la conduite des projets communs : L'animateur est en relation étroite avec les acteurs du réseau, notamment les directeurs de CFA – CFPPA, les chargés d'ingénierie. La co-production de dispositifs, de ressources ou compétences en collaboration avec les centres mais sans jamais se substituer à eux. La coordination des actions d'ingénierie : L'animateur initie et coordonne les actions d'ingénierie inter centres, veille au bon déroulement des actions développées en réseau et participe à leurs évaluations. Les relations avec les partenaires régionaux, les réseaux nationaux ou régionaux du Ministère : L'animateur peut assurer, sur proposition et décision des instances du réseau en lien avec la DRAAF - SRFD, une représentation extérieure auprès des interlocuteurs régionaux (branches, OPCO, directions régionales, services de la région, entreprises, etc.) La production en vue d'une présentation et d'une discussion en comité opérationnel, préalable à une validation en comité directeur d'une évaluation qualitative et quantitative des actions du réseau. Ce bilan annuel servira de base au document de synthèse destiné aux EPLEFPA en vue de leurs instances internes. La coordination des actions de promotion et de développement.
Champs relationnels du poste	<u>Champ fonctionnel</u> Cellule d'animation du réseau des CFA-CFPPA Comité directeur et comité opérationnel (CODIR et COOP), comités techniques du réseau Unité FPCA de la DRAAF Occitanie <u>Champ hiérarchique</u> Directeur de l'EPLEFPA Montpellier - Entretien professionnel annuel avec un représentant du SRFD et un représentant du CODIR

Compétences liées au poste Niveau : 3 1. Initié 2. Pratique 3. Maîtrise 4. Expert	<u>SAVOIRS</u> : connaissance du secteur de la formation professionnelle, secteurs agricoles et agroalimentaires <u>SAVOIR FAIRE</u> Techniques d’animation et de conduite de réunion, management de projet, maîtrise des outils de communication, sens du relationnel, travail en équipe
Personne(s) à contacter	Chef du SRFD Occitanie

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Ecole Nationale Supérieure de Formation de l'Enseignement Agricole
2, route de Narbonne BP 22687 31326 CASTANET TOLOSAN

Dénomination du poste proposé : Formateur dans le domaine de l'encadrement éducatif

N° de poste RENOIRH : A2EFA00045 N° du poste : 4910 Catégorie : A CPE, PLPA, PCEA, IPEF Emploi type RMM : AGRESREF04 Chargé/chargée d'enseignement dans l'enseignement supérieur agricole		
Classement du poste catégorie A : 1		Groupe RIFSEEP G 4.2 pour IPEF Réf. Note de service relative au régime indemnitaire : SG/SRH/SDCAR/2019-347 du 30/04/2019
Poste vacant		
Présentation de l'environnement professionnel	L'Ecole Nationale Supérieure de Formation de l'Enseignement Agricole (ENSFEA) est un établissement public d'enseignement supérieur du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Elle a pour mission, au plan national, la formation initiale et continue de tous les enseignants et CPE de l'enseignement agricole public et privé et d'autres. Pour répondre aux nouvelles règles de formation et de recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire et technique, l'ENSFEA propose un Master Métiers de l'Enseignement, de l'Education et de la Formation, (master MEEF). L'ENSFEA prépare également à des diplômes de Licence et de Master en propre ou en co-accréditation avec les universités toulousaines. Elle réalise des missions d'appui aux établissements d'enseignement technique agricole, des missions d'accompagnement et de production de ressources éducatives au sein du DNA (Dispositif National d'Appui) en lien avec les politiques éducatives du MAA. Enfin, l'ENSFEA conduit des recherches en sciences de l'éducation, en sciences humaines et sociales et dans les sciences du vivant et agronomiques.	
Objectifs du poste	- Assurer la formation d'étudiants et de CPE stagiaires en formation initiale (MEEF, formation des stagiaires externes et internes...) et en formation continue. - Assurer des formations dans le cadre de l'appui aux établissements relevant du Ministère de l'Agriculture	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Construire et assurer des enseignements portant sur la pratique, les postures professionnelles et les compétences clés du métier de CPE en présentiel et à distance - Veiller à l'articulation avec la formation initiale des enseignants et contribuer aux enseignements communs entre la formation des CPE et la formation des enseignants - Organiser et animer des stages de formation continue nationaux ou régionaux - Participer à des actions dans le cadre du dispositif national d'appui à l'enseignement technique agricole. Ces actions peuvent prendre différentes formes sessions de formation, animation ou accompagnement d'équipes à la mise en place d'actions innovantes, production de ressources, expertise notamment dans le domaine du vivre ensemble dans les établissements. - Collaborer et prendre part au Groupe d'animation et de professionnalisation (GAP) vie scolaire - Organiser et mettre en œuvre des formations (sur le plan régional et national) auprès des personnels de vie scolaire (TFR, AED, AVS, AESH...) - Participer à l'élaboration et la mise en pratique du projet « vie étudiante » de l'ENSFEA	
Champ relationnel du poste	Equipe de coordination Encadrement Éducatif et ensemble des formateurs disciplinaires de l'École, (de manière privilégiée, les formateurs en Doc, ESC, ainsi que les Enseignants-chercheurs en sciences de l'éducation) pour co-construire des contenus de formation Services supports de l'ENSFEA : DEVEA, DSI, Service communication,... Equipe de coordination Encadrement Éducatif de l'INSPE Toulouse Occitanie-Pyrénées Publics d'apprenants en formation initiale (étudiants, stagiaires, réservés/internes) et continue (enseignants en poste principalement)	
Compétences liées au	Savoirs	Savoir-faire

poste	Attitude réflexive sur ses propres pratiques professionnelles et le métier de CPE et de la vie scolaire en général Expérience d'exercice du métier de CPE requise Une expérience de conduite de projets professionnels innovants portés au sein d'un établissement serait appréciée	Être capable d'endosser le rôle de formateur Exercer une activité de veille (législative, politique, scientifique...), sur les métiers de la vie scolaire Être capable de travailler en équipe Être à l'écoute des demandes des établissements, les analyser et proposer une réponse adaptée
Personnes à contacter	<u>Pour tout renseignement pédagogique</u> : Sylvie VALENTIN- directrice-adjointe de l'ENSFEA - tél 05.61.75.32.32 Sylvie PERGET – responsable de la formation initiale des agents de l'Etat - tél 05.61.75.32.32 <u>Pour tout renseignement administratif et organisationnel</u> : Chantal GUIRAUD - Service des Ressources Humaines – tél. : 05 61 75 34 01 chantal.guiraud@ensfea.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Ecole Nationale Supérieure de Formation de l'Enseignement Agricole
2, route de Narbonne BP 22687 31326 CASTANET TOLOSAN

Enseignant-formateur en sciences et techniques agronomiques : productions animales

N° de poste RENOIRH: A2EFA 00056		
N° du poste : 4911		
Catégorie : A PLPA, PCEA, IPEF		
Emploi type RMM : AGRESREF04 Chargé/chargée d'enseignement dans l'enseignement supérieur agricole		
Classement du poste catégorie A : 1	Groupe RIFSEEP G 4.2 pour IPEF Réf. Note de service relative au régime indemnitaire : SG/SRH/SDCAR/2019-347 du 30/04/2019	
Poste vacant		
Présentation de l'environnement professionnel	L'Ecole Nationale Supérieure de Formation de l'Enseignement Agricole (ENSFEA) est un établissement public d'enseignement supérieur du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Elle a pour mission, au plan national, la formation initiale et continue de tous les enseignants et CPE de l'enseignement agricole public et privé et d'autres. Pour répondre aux nouvelles règles de formation et de recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire et technique, l'ENSFEA propose un Master Métiers de l'Enseignement, de l'Education et de la Formation, (master MEEF). L'ENSFEA prépare également à des diplômes de Licence et de Master en propre ou en co-accreditation avec les universités toulousaines. Elle réalise des missions d'appui aux établissements d'enseignement technique agricole, des missions d'accompagnement et de production de ressources éducatives au sein du DNA (Dispositif National d'Appui) en lien avec les politiques éducatives du MAA. Enfin, l'ENSFEA conduit des recherches en sciences de l'éducation, en sciences humaines et sociales et dans les sciences du vivant et agronomiques.	
Objectifs du poste	L'enseignant.e recruté.e aura une activité de formateur en productions animales dans le cadre du projet global de formation de l'ENSFEA	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	L'enseignant.e recruté.e : - interviendra dans le cadre du MEEF dans les UE relatives à la zootechnie et la didactique de la zootechnie mais aussi des UE du tronc commun - interviendra dans la formation initiale des enseignants issus des concours réservés, internes et listes d'aptitudes dans les domaines de la zootechnie et de la didactique de la zootechnie mais aussi des productions spécialisées (hippologie-équitation, aquaculture et petite animalerie) et didactique de ces disciplines spécialisées ; - animera des stages de formation continue nationaux ou régionaux - participera au dispositif national d'appui à l'enseignement technique en particulier dans les actions relatives à la zootechnie et productions spécialisées (ex : rénovations de diplômes, accompagnement d'établissements sur site à la mise en place d'actions innovantes ; GAP Productions animales ...)	
Champ relationnel du poste	Equipe de formateurs en zootechnie et didactiques de la zootechnie. Equipe pédagogique pluridisciplinaire de formateurs et d'enseignants chercheurs en sciences de l'éducation, sciences humaines et sociales et sciences du vivant et agronomiques. Publics d'apprenants en formation initiale (étudiants, stagiaires, réservés/internes) et continue (enseignants en poste principalement)	
Compétences liées au	Savoirs	Savoir-faire

poste	Aptitudes pédagogiques en productions animales reconnues. Des connaissances dans les productions spécialisées seraient appréciées Connaissance du système de l'enseignement agricole	Avoir été conseiller pédagogique de stagiaires en formation, avoir assuré des fonctions d'animation pédagogique au sein de projets ou réseaux d'innovation pédagogique serait apprécié, Aptitudes à travailler en équipe disciplinaire et pluridisciplinaire au sein de collectif de formation, d'appui et de recherche. Etre ouvert.e et/ou familiarisé.e aux démarches de recherche.
Personnes à contacter	<u>Pour tout renseignement pédagogique :</u> Sylvie VALENTIN- directrice-adjointe de l'ENSFEA - tél 05.61.75.32.32 Sylvie PERGET – responsable de la formation initiale des agents de l'Etat - tél 05.61.75.32.32 <u>Pour tout renseignement administratif et organisationnel :</u> Chantal GUIRAUD - Service des Ressources Humaines – tél. : 05 61 75 34 01 chantal.guiraud@ensfea.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Ecole Nationale Supérieure de Formation de l'Enseignement Agricole
2, route de Narbonne BP 22687 31326 CASTANET TOLOSAN

Enseignant-formateur en information-documentation

N° de poste RENOIRH: A2EFA00072 N° du poste : 4912 Catégorie : A Professeur-documentaliste (PCEA, PLPA) Emploi type RMM : AGRESREF04 Chargé/chargée d'enseignement dans l'enseignement supérieur agricole	
Classement du poste catégorie A : 1	
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Ecole Nationale Supérieure de Formation de l'Enseignement Agricole (ENSFEA) est un établissement public d'enseignement supérieur du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Elle a pour mission, au plan national, la formation initiale et continue de tous les enseignants et CPE de l'enseignement agricole public et privé et d'autres. Pour répondre aux nouvelles règles de formation et de recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire et technique, l'ENSFEA propose un Master Métiers de l'Enseignement, de l'Education et de la Formation, (master MEEF). L'ENSFEA prépare également à des diplômes de Licence et de Master en propre ou en co-accréditation avec les universités toulousaines. Elle réalise des missions d'appui aux établissements d'enseignement technique agricole, des missions d'accompagnement et de production de ressources éducatives au sein du DNA (Dispositif National d'Appui) en lien avec les politiques éducatives du MAA. Enfin, l'ENSFEA conduit des recherches en sciences de l'éducation, en sciences humaines et sociales et dans les sciences du vivant et agronomiques.
Objectifs du poste	Formation initiale et continue en information-documentation des professeurs stagiaires en documentation et de toutes disciplines, des conseillers principaux d'éducation de l'enseignement technique agricole (M2 MEEF). Enseignement de l'information-documentation auprès de l'ensemble des publics (étudiants) en formation initiale à l'ENSFEA (M1 MEEF et autres diplômes). Participation aux actions du Dispositif national d'appui (DNA). Suivi de l'évolution du métier de professeur-documentaliste et prospective sur la pédagogie numérique.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Formation initiale des professeurs stagiaires dans le champ de l'information-documentation sur les thématiques suivantes : • Didactique et pédagogie de l'information • Gestion des systèmes d'information documentaires • Pratiques informationnelles • Animation et médiation culturelle • Techniques documentaires • Veille informationnelle, etc ... Formation initiale des professeurs stagiaires de toutes les disciplines et conseillers principaux d'éducation sur les thématiques suivantes : • Recherche d'information • Evaluation de la qualité de l'information • Société de l'information • Numérique éducatif • Pratiques d'enseignement innovantes • Encadrement de mémoires et de TSR, etc... Formation continue pour les professeurs-documentalistes et enseignants de toutes les disciplines sur les thématiques suivantes : • Conception, organisation et animation de sessions de formation continue nationaux ou régionaux • Encadrement de mémoires et de TSR • Approfondissement didactique et pédagogique de l'information-documentation • Learning centre • Etablissement apprenant • Numérique éducatif • Pratiques d'enseignement innovantes (classes inversées, jeux sérieux, Mooc) • Veille informationnelle, etc ... Intervention dans les autres diplômes portés par l'école Participation aux actions du Dispositif national d'appui (DNA) :

	• Participer à des actions dans le cadre du dispositif national d'appui à l'enseignement technique agricole. Ce dispositif est destiné à accompagner les changements (ex : rénovations de diplômes, enseigner à produire autrement, développement du numérique éducatif, amélioration du vivre ensemble dans les établissements...). Il peut prendre différentes formes ; sessions de formation, animation ou accompagnement d'équipes à la mise en place d'actions innovantes, production de ressources, expertise Evolution du métier de professeur-documentaliste et prospective • Participation à la coordination et à l'animation du Groupe d'Animation et de Professionnalisation (GAP documentation) • Suivi des actions et des évolutions de la bibliothèque • Veille professionnelle et scientifique • Représentant ENSFEA au CNOP du réseau national documentaire (Rénadoc) • Appui à la pédagogie numérique • Formation de formateur en pédagogie numérique	
Champ relationnel du poste	Département de l'enseignement et de la pédagogie, équipe de formateurs en Documentation Service support de l'ENSFEA : DEVEA, DSI, Service communication, Cellule de pédagogie numérique, etc ... Publics d'apprenants en formation initiale (étudiants, stagiaires, réservés/internes) et continue (enseignants en poste principalement)	
Compétences liées au poste	Savoirs	Savoir-faire
	• Connaissances professionnelles en information-documentation • Connaissances scientifiques en Sciences de l'information et de la communication : approche épistémologique et conceptuelle, connaissances des travaux de recherche dans le domaine • Connaissances scientifiques en Sciences de l'éducation et de la formation : didactique des disciplines et connaissance des travaux du GAP documentation • Maîtrise des techniques documentaires • Connaissances de l'environnement et des outils numériques	• Capacité à suivre les évolutions du métier (learning centre) • Capacité à faire les liens formation-recherche • Compétences en information-documentation • Compétences en ingénierie didactique et pédagogique • Capacité à s'insérer dans les réseaux professionnels • Capacité à mobiliser et créer des outils numériques (Moodle, MOOC, capsules vidéo, logiciels éducatifs, jeux sérieux, etc ...) et des ressources numériques • Capacité à travailler en équipe et à gérer des groupes • Capacité communicationnelle et rédactionnelle
Personnes à contacter	<u>Pour tout renseignement pédagogique</u> : Sylvie VALENTIN- directrice-adjointe de l'ENSFEA - tél 05.61.75.32.32 Cécile GARDIES – professeure en Sciences de l'information et de la communication – tél. 05 61 75 34 27 <u>Pour tout renseignement administratif et organisationnel</u> : Chantal GUIRAUD - Service des Ressources Humaines – tél. : 05 61 75 34 01 chantal.guiraud@ensfea.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Ecole Nationale Supérieure de Formation de l'Enseignement Agricole
2, route de Narbonne BP 22687 31326 CASTANET TOLOSAN

Enseignant-formateur en mathématiques

N° de poste RENOIRH: A2EFA00048	
N° du poste : 4913	
Catégorie : A PCEA, PLPA, agrégé	
Emploi type RMM : AGRESREF04 Chargé/chargée d'enseignement dans l'enseignement supérieur agricole	
Classement du poste catégorie A : 1	
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Ecole Nationale Supérieure de Formation de l'Enseignement Agricole (ENSFEA) est un établissement public d'enseignement supérieur du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Elle a pour mission, au plan national, la formation initiale et continue de tous les enseignants et CPE de l'enseignement agricole public et privé et d'autres. Pour répondre aux nouvelles règles de formation et de recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire et technique, l'ENSFEA propose un Master Métiers de l'Enseignement, de l'Education et de la Formation, (master MEEF). L'ENSFEA prépare également à des diplômes de Licence et de Master en propre ou en co-accreditation avec les universités toulousaines. Elle réalise des missions d'appui aux établissements d'enseignement technique agricole, des missions d'accompagnement et de production de ressources éducatives au sein du DNA (Dispositif National d'Appui) en lien avec les politiques éducatives du MAA. Enfin, l'ENSFEA conduit des recherches en sciences de l'éducation, en sciences humaines et sociales et dans les sciences du vivant et agronomiques.
Objectifs du poste	- Intervenir dans la formation initiale et continue des enseignants de mathématiques et dans le domaine du numérique éducatif ; - participer au dispositif national d'appui à l'enseignement technique ; - assurer la veille réglementaire nécessaire à la mise en place des diplômes rénovés et en cours de rénovation ; - accompagner les établissements de l'enseignement technique dans la mise en place d'actions (accompagnement au changement, innovations pédagogiques, ...) ; - être capable d'écouter et de suivre sur le terrain les équipes pédagogiques en étant particulièrement attentif à l'adéquation entre besoin et offre de formation.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Formation initiale et continue L'enseignant.e recruté.e aura pour mission principale la formation/professionnalisation des professeurs stagiaires sur des aspects didactiques liés aux mathématiques et à l'utilisation des TICE en mathématiques : concevoir et animer des séances et des séquences d'enseignement, organiser et planifier un enseignement, un plan d'évaluation..., mais aussi animer des séances de formation basées sur l'analyse de pratiques d'enseignement. Il (elle) interviendra sur les aspects de socialisation professionnelle (découverte des différentes missions de l'enseignant et des conditions d'exercice au sein d'un EPLEFPA). Il (elle) assurera également des formations à l'usage des TICE dans la pratique professionnelle des enseignants. - Appui et DNA Il (elle) pourra intervenir dans les domaines pédagogiques transversaux : gestion de classe, prise en charge des difficultés des élèves, évaluation, travail en équipe... Dans le cadre du Dispositif National d'Appui (DNA), il (elle) contribuera à des actions d'appui au système de l'enseignement agricole, afin d'impulser son évolution et accompagner son adaptation aux changements éducatifs, sociaux économiques ou techniques. Ces actions permettent de fournir des cadres de réflexion, des procédures et des outils indispensables à la mise en œuvre de l'innovation. Le DNA est destiné à accompagner les changements (ex : rénovations de diplômes, enseigner à produire autrement, développement du numérique éducatif, amélioration du vivre ensemble dans les établissements...). Il peut prendre différentes formes ; sessions de formation, animation ou accompagnement d'équipes à la mise en place d'actions innovantes, production de ressources, expertise. En outre, l'enseignant.e recruté.e animera le Groupe d'Animation et de Professionnalisation (GAP) en mathématiques. Enfin, il (elle) organisera et animera des stages de formation continue nationaux ou régionaux, ainsi que des formations internes pour les personnels de l'ENSFEA en informatique, bureautique.

Champ relationnel du poste	Équipe pluridisciplinaire de formateurs et enseignants chercheurs, – Publics d'apprenants en formation initiale (étudiants, stagiaires, réservés/internes) et continue (enseignants en poste principalement), Service support de l'ENSFEA : DEVEA, DSI, Service communication, etc ...	
Compétences liées au poste	Savoirs	Savoir-faire
	Connaissance en mathématiques et en informatique (bureautique, programmation Python, logiciels de traitement statistique des données) Connaissance du système de l'enseignement agricole.	Aptitudes pédagogiques reconnues (avoir été conseiller.ère pédagogique de stagiaires en formation, avoir assuré des fonctions d'animation pédagogique au sein de projets ou réseaux d'innovation pédagogique seraient appréciés). Aptitudes à un travail en équipe au sein des collectifs de formation, appui et recherche. Etre ouvert.e et/ou familiarisé.e aux démarches de recherche.
Personnes à contacter	<u>Pour tout renseignement pédagogique</u> : Sylvie VALENTIN- directrice-adjointe de l'ENSFEA - tél 05.61.75.32.32 <u>Pour tout renseignement administratif et organisationnel</u> : Chantal GUIRAUD - Service des Ressources Humaines – tél. : 05 61 75 34 01 chantal.guiraud@ensfea.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
AgroSup Dijon

Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement

26, boulevard du Docteur Petitjean, BP 87999 21079 DIJON cédex

Professeur agrégé en Mathématiques appliquées et statistiques

N° du poste : 4914

N° RenoiRh : A2ASD000152

R Catégorie : A

Référence RMM : AGRESREF04_chargé-chargée d'enseignement dans l'enseignement supérieur agricole

Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : 1

Poste vacant

Présentation de
l'environnement
professionnel

AgroSup Dijon est un établissement qui forme principalement des ingénieurs appelés à travailler dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation. Cet établissement est placé sous la double tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et du Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation. Il délivre aussi, seul ou en co-accréditation avec l'Université de Bourgogne ou Université Bourgogne Franche-Comté, des licences professionnelles, des masters et des mastères spécialisés s'inscrivant dans ses champs de compétences. Il a également une mission particulière d'appui au système d'enseignement agricole et il participe à la formation des cadres du Ministère en charge de l'agriculture. AgroSup Dijon est membre fondateur de l'IAVFF (Institut Agronomique, Vétérinaire et Forestier de France) et contribue à la dynamique régionale en tant que membre de la COMUE UBFC, récente lauréate d'un projet I-Site.

L'enseignement des mathématiques appliquées et statistiques à AgroSup Dijon occupe une place importante pour préparer les étudiants de niveau ingénieur au traitement de données issues d'enquêtes ou d'expérimentations.

L'enseignant recruté intégrera, au sein du département Sciences de l'Ingénieur et des Procédés, l'Unité Pédagogique de Mathématiques Appliquées, Informatique et Statistiques (UP MAIS) composé de 7 personnes.

Ce poste présente un grand intérêt pour un enseignant du secondaire ou de classe préparatoire aux grandes écoles, car d'une part, il permet d'être confronté à des étudiants de niveau ingénieur, motivés par leur future carrière, d'autre part, il permet d'appliquer les probabilités/statistiques à des problèmes concrets issus des domaines agronomique et agroalimentaire. Enfin, ce poste permet d'intégrer le monde de la Recherche Scientifique, et par là-même d'exercer son potentiel créatif en appui de collègues du même domaine ou de domaines complémentaires.

Pour en savoir plus : <https://agrosupdijon.fr/>

Objectifs du poste

Contribuer essentiellement à l'enseignement des mathématiques appliquées et des statistiques pour les formations de niveau L1 et L2 dans le cadre du Cycle préparatoire à l'intégration (étudiants recrutés post bac) et du niveau L3, M1 et M2 dans le cadre des 3 ans de formation des ingénieurs.

Participer, dans la limite de son service, aux missions d'ingénierie de formation et d'encadrements de projets des étudiants développées au sein d'AgroSup Dijon en lien avec la recherche

Description des missions à
exercer ou des tâches à
exécuter

Mission statutaire d'enseignement et d'encadrement de 384 heures équivalent TD

Mission d'enseignement :

L'enseignant recruté est amené à enseigner dans les différentes formations d'AgroSup Dijon :

Classes préparatoires intégrées (CyPI) (Analyse et Algèbre)

Ingénieurs en formation initiale (Statistiques, Modélisation)

Ingénieurs en formation par alternance (Statistiques, Modélisation)

Masters (Statistiques)

Licences professionnelles (Statistiques)

Il pourra également épauler les collègues de disciplines techniques dans le cadre d'activités de mise en situation.

Il devra, progressivement, faire évoluer les supports de cours existants pour les étudiants sur les principales méthodes statistiques.

Professeur certifié de l'enseignement agricole – discipline : Génie Alimentaire

N° de poste RENOIRH : A2ONI00178 N° du poste : 4915 Catégorie : A Emploi-type RMM : AGRESREF04 Chargé/chargée d'enseignement dans l'enseignement supérieur agricole	
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	Oniris (www.oniris-nantes.fr), Ecole Nationale Vétérinaire, de l'Agroalimentaire et de l'Alimentation localisée à Nantes, exerce des activités de formation, de recherche et développement-innovation dans les domaines de la santé et de l'alimentation, et de prestations de services. Cet EPSCP, accrédité à délivrer le doctorat, assure des formations vétérinaires, d'ingénierie en agroalimentaire et en biotechnologie, de BTS et de masters (1.100 étudiants). Le campus vétérinaire, basé sur le site la Chantrerie. Le campus ingénieur est basé sur le site de la Géraudière. Pour la filière agroalimentaire, Oniris offre une large palette de formations de niveau bac +2 (techniciens supérieurs) à niveau bac+8 (doctorat). La formation BTS option Sciences et Technologies des aliments a pour objectifs de former des Techniciens de haut niveau capables d'évoluer dans tous les secteurs de l'industrie agroalimentaire. L'un des atouts de cette formation est l'existence d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion aux formations ingénieur. Pour la formation BTS l'enseignement du génie alimentaire a pour objectif d'apporter les connaissances scientifiques, technologiques et réglementaires nécessaires à la compréhension et à la mise en œuvre de la transformation des aliments.
Objectifs du poste	L'enseignant recruté aura pour mission de délivrer une formation professionnalisée et pluridisciplinaire dans le cadre du référentiel de formation des BTS. Il participera en priorité à l'enseignement du génie alimentaire et des outils de la qualité dans la formation
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	-Elaborer et préparer les cours, les travaux dirigés ou pratiques (définition, contenu, objectifs, format pédagogique, bibliographie, ...) -Encadrer, animer les cours, les travaux dirigés ou pratiques et enseigner les connaissances, les techniques aux étudiants -Evaluer les connaissances des étudiants et effectuer la correction de devoirs, examens, partiels -Suivre et mettre à jour l'information pédagogique, réglementaire, professionnelle, technique -Préparer les élèves à passer le diplôme de Technicien Supérieur option Sciences et Technologies des aliments -Organiser les travaux pratiques dans la halle de technologie -Encadrer les étudiants durant la semaine production Il devra également -Participer aux réunions organisées par le responsable pédagogique de la formation ainsi qu'aux conseils de classe semestriels ; -Participer à la promotion de la formation en participant à certains salons étudiants, journée portes ouvertes. -Organiser certaines visites professionnelles -Assurer le suivi de stagiaires ; -Mettre en place un tutorat avec certains élèves. -Participer aux entretiens de recrutement des futurs élèves

Champ relationnel du poste	Responsable de la halle de technologie (en interne) Centre des examens (en externe)
Compétences liées au poste	Le candidat devra présenter de réelles aptitudes pédagogiques et démontrer sa capacité à travailler en équipe pluridisciplinaire.
	Il devra justifier de solides connaissances en technologie des aliments et sur les procédés de l'industrie alimentaire
	Le candidat pourra être titulaire du CAPESA ou appartenir au corps des IAE et être motivé et présenter les compétences nécessaires à l'enseignement du Génie alimentaire.
Personnes à contacter	Laurence FRERET, responsable de la formation BTSA Tél : 02 51 78 55 07 – Mél : laurence.freret@oniris-nantes.fr Sylvie AURIBAUT, responsable du Service des Formations Ingénieurs et Techniciens Supérieurs Tél : 02 51 78 54 46 – Mél : sylvie.auribault@oniris-nantes.fr

Corps : PRAG, PRCE ou PCEA - n° RenoirH A2VAS00344 - n° circulaire 4916

Catégorie : A+ ou A

Professeur agrégé ou certifié affecté dans l'enseignement supérieur, VetAgroSup, école nationale vétérinaire de Lyon, en charge des enseignements de physique-chimie du cycle préparatoire intégré et de la coordination
Poste vacant, prise de fonctions : septembre 2020

Présentation de l'environnement professionnel	Les quatre écoles nationales vétérinaires (ENV Alfort, Oniris Nantes, Vetagro-sup Lyon et ENV Toulouse) sont des établissements d'enseignement supérieur placés sous la tutelle du ministère de l'agriculture. Ces écoles ont décidé d'ouvrir, à la rentrée 2021, une nouvelle voie de recrutement, au niveau baccalauréat via Parcoursup, associée à la mise en place d'un cycle préparatoire intégré (CPI) en un an, dont la mise en place a été confirmée par les ministres de l'enseignement supérieur et de l'agriculture par communiqué en date 20 décembre 2019. Les enseignements de ce CPI s'inscriront dans le nouveau référentiel de compétences vétérinaires publié en 2017 et correspondront aux sciences de base indispensables à la formation vétérinaire, ce qui comprend de la chimie et des sciences physiques nécessaires pour comprendre les phénomènes naturels et biologiques, ainsi que les technologies associées. Afin de mieux préparer l'organisation de ce CPI, chaque établissement ouvre, à la rentrée 2020, un poste de professeur agrégé/certifié, soit au niveau national deux en biologie-écologie-santé et deux en physique-chimie, qui seront chargés, en coordination étroite avec le chargé de mission nationale et la direction de l'école, d'en décliner le programme selon des méthodes pédagogiques novatrices. A partir de 2021, l'enseignant recruté sera rejoint par d'autres agrégés/certifiés affectés dans l'école ou vacataires, et assurera sa part de l'enseignement.
Objectifs du poste	L'enseignant à recruter intégrera au sein du département des Sciences Fondamentales. Outre les missions spéciales de la première année de son recrutement, il contribuera à partir de 2021 à l'enseignement de physique appliquée aux sciences vétérinaires, de chimie générale et de chimie organique prévus dans le CPI. Il participera éventuellement, dans la limite de son service, aux missions de tutorat des étudiants vétérinaires et pourra, en complément de ses obligations de service, développer des activités de recherche. Le poste est basé à Marcy-l'étoile (agglomération de Lyon). Ce poste présente un grand intérêt pour un enseignant du secondaire ou de classe préparatoire aux grandes écoles, pour les raisons suivantes : - il permet d'être confronté à un public homogène d'étudiants vétérinaires, très motivés ; - ce poste permet d'exercer son potentiel créatif en appui des collègues agrégés et des enseignants-chercheurs des écoles vétérinaires ; - il permet enfin, le cas échéant, une intégration dans une équipe de recherche reconnue.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Mission d'ingénierie pédagogique : L'enseignant participera à la phase finale de l'élaboration des compétences, capacités et objectifs d'apprentissage visés par le CPI. Il favorisera le recrutement des collègues qui le rejoindront l'année suivante. Il contribuera à créer les conditions pour que le CPI, bien que spécifiquement dédié à la formation vétérinaire, ne crée pas un décalage majeur avec les formations de BCPST (concours A), de licence (concours B), et des préparation ATS (concours C). Pour l'année 2020-2021, ces missions seront exclusives de tout service d'enseignement. Mission d'enseignement : L'enseignant à recruter est amené à enseigner dans le CPI, avec éventuellement une participation à l'enseignement vétérinaire dans les années ultérieures du cursus. Il sera chargé, notamment, d'avoir recours à des méthodes pédagogiques innovantes faisant largement appel au numérique, au travail personnel et à des travaux de groupe. Il ancrera son enseignement dans le socle du référentiel de diplôme, selon une approche « compétences », et s'attachera à le faire évoluer selon les principes de la démarche qualité en vigueur à VetAgroSup. Les obligations de service d'enseignement s'inscrivent dans le cadre du décret n°93-461 du 25 mars 1993 relatif aux obligations de service des personnels enseignants du second degré affectés dans les établissements d'enseignement supérieur Autres missions : L'enseignant participera à la coordination des enseignements, au tutorat des étudiants vétérinaires, à l'information des lycéens et contribuera au recrutement du CPI. Il sera électeur et éligible dans les conseils institutionnels de l'établissement (conseil des enseignants, conseil de l'enseignement et de la vie étudiante, conseil d'administration), et pourra également, dans la mesure du temps disponible et après l'accord de la direction, intégrer une équipe de recherche de l'établissement.
Champ relationnel	Étudiants, enseignants-chercheurs d'écoles vétérinaires, d'IUT et d'université professeurs de BCPST, autres enseignants en charge du CPI dans les trois autres écoles nationales vétérinaires (ENV).
Compétences liées au poste	La personne recrutée devra être titulaire d'un CAPES ou d'une agrégation de physique-chimie avec une forte affinité pour la chimie. Il devra également faire la preuve d'une appétence forte pour l'innovation pédagogique et pour l'usage du numérique en formation, notamment via un dispositif de classes inversées.
contacts	- Pr Marc Gogny, chargé de mission CPI : marc.gogny(at)oniris-nantes.fr - Pr Luc Mounier, Direction des Etudes et de la Vie Etudiante, VetAgroSup : luc.mounier(at)vetagro-sup.fr

Professeur agrégé/certifié en sciences de la vie et de la terre ou en biologie-écologie

Corps : PRAG, PRCE ou PCEA - n° RenoirH A2ALF00228

Catégorie : A+ ou A

Professeur agrégé ou certifié affecté dans l'enseignement supérieur, école nationale vétérinaire d'Alfort, en charge des enseignements de biologie-écologie-santé du cycle préparatoire intégré et de la coordination
Poste vacant, prise de fonctions : septembre 2020

Présentation de l'environnement professionnel	Les quatre écoles nationales vétérinaires (ENV Alfort, Oniris Nantes, Vetagro-sup Lyon et ENV Toulouse) sont des établissements d'enseignement supérieur placés sous la tutelle du ministère de l'agriculture. Ces écoles ont décidé d'ouvrir, à la rentrée 2021, une nouvelle voie de recrutement, au niveau baccalauréat via Parcoursup, associée à la mise en place d'un cycle préparatoire intégré (CPI) en un an, dont la mise en place a été confirmée par les ministres de l'enseignement supérieur et de l'agriculture par communiqué en date 20 décembre 2019. Les enseignements de ce CPI s'inscriront dans le nouveau référentiel de compétences vétérinaires publié en 2017 et correspondront aux sciences de base indispensables à la formation vétérinaire, ce qui comprend bien évidemment des sciences de la vie, regroupées ici sous l'intitulé biologie-écologie-santé. Afin de mieux préparer l'organisation de ce CPI, chaque établissement ouvre, à la rentrée 2020, un poste de professeur agrégé/certifié, soit au niveau national deux en biologie-écologie-santé et deux en physique-chimie, qui seront chargés, en coordination étroite avec le chargé de mission nationale et la direction de l'école, d'en décliner le programme selon des méthodes pédagogiques novatrices. A partir de 2021, l'enseignant recruté sera rejoint par d'autres agrégés/certifiés affectés dans l'école ou vacataires, et assurera sa part de l'enseignement.
Objectifs du poste	L'enseignant à recruter intégrera au sein du département Sciences Biologiques et Pharmaceutiques. Outre les missions spéciales de la première année de son recrutement, il contribuera à partir de 2021 à l'enseignement de biochimie, de biologie cellulaire et de biologie des organismes prévus dans le CPI. Il participera éventuellement, dans la limite de son service, aux missions de tutorat des étudiants vétérinaires et pourra, en complément de ses obligations de service, développer des activités de recherche. Le poste est basé à Maisons-Alfort (94). Ce poste présente un grand intérêt pour un enseignant du secondaire ou de classe préparatoire aux grandes écoles, pour les raisons suivantes : - il permet d'être confronté à un public homogène d'étudiants vétérinaires, très motivés ; - l'enseignement porte sur des domaines issus du domaine de la biologie, santé animale et humaine ; - ce poste permet d'exercer son potentiel créatif en appui des collègues agrégés et des enseignants-chercheurs des écoles vétérinaires ; - il permet enfin, le cas échéant, une intégration dans une équipe de recherche reconnue.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Mission d'ingénierie pédagogique : L'enseignant participera à la phase finale de l'élaboration des compétences, capacités et objectifs d'apprentissage visés par le CPI. Il favorisera le recrutement des collègues qui le rejoindront l'année suivante. Il contribuera à créer les conditions pour que le CPI, bien que spécifiquement dédié à la formation vétérinaire, ne crée pas un décalage majeur avec les formations de BCPST (concours A), de licence (concours B), et des préparation ATS (concours C). Pour l'année 2020-2021, ces missions seront exclusives de tout service d'enseignement. Mission d'enseignement : L'enseignant à recruter est amené à enseigner dans le CPI, avec éventuellement une participation à l'enseignement vétérinaire dans les années ultérieures du cursus. Il sera chargé, notamment, d'avoir recours à des méthodes pédagogiques innovantes faisant largement appel au numérique, au travail personnel et à des travaux de groupe. Il ancrera son enseignement dans le socle du référentiel de diplôme, selon une approche « compétences », et s'attachera à le faire évoluer selon les principes de la démarche qualité en vigueur à l'EnvA. Les obligations de service d'enseignement s'inscrivent dans le cadre du décret n°93-461 du 25 mars 1993 relatif aux obligations de service des personnels enseignants du second degré affectés dans les établissements d'enseignement supérieur Autres missions : L'enseignant participera à la coordination des enseignements, au tutorat des étudiants vétérinaires, à l'information des lycéens et contribuera au recrutement du CPI. Il sera électeur et éligible dans les conseils institutionnels de l'établissement (conseil des enseignants, conseil de l'enseignement et de la vie étudiante, conseil d'administration), et pourra également, dans la mesure du temps disponible et après l'accord de la direction, intégrer une équipe de recherche de l'établissement.
Champ relationnel	Étudiants, enseignants-chercheurs d'écoles vétérinaires, d'IUT et d'université professeurs de BCPST, autres enseignants en charge du CPI dans les trois autres écoles nationales vétérinaires (ENV).
Compétences liées au poste	La personne recrutée devra être titulaire d'une agrégation de sciences de la vie, de la terre et de l'univers ou d'un CAPES avec une forte affinité pour les sciences biologiques (secteurs A et B). Il devra également faire la preuve d'une appétence forte pour l'innovation pédagogique et pour l'usage du numérique en formation, notamment via un dispositif de classes inversées.
contacts	- Pr Marc Gogny, chargé de mission CPI : marc.gogny(at)oniris-nantes.fr - Pr Henry Chateau, directeur des Etudes et de la Vie Etudiante, EnvA : henry.chateau(at)vet-alfort.fr

Corps : PRAG, PRCE ou PCEA - n° RenoirH A2VTL00209 - n° circulaire 4918
Catégorie : A+ ou A

Professeur agrégé ou certifié affecté dans l'enseignement supérieur, école nationale vétérinaire de Toulouse, en charge des enseignements de biologie-écologie-santé du cycle préparatoire intégré et de la coordination

Poste vacant, prise de fonctions : septembre 2020

Présentation de l'environnement professionnel	Les quatre écoles nationales vétérinaires (ENV Alfort, Oniris Nantes, Vetagro-sup Lyon et ENV Toulouse) sont des établissements d'enseignement supérieur placés sous la tutelle du ministère de l'agriculture. Ces écoles ont décidé d'ouvrir, à la rentrée 2021, une nouvelle voie de recrutement, au niveau baccalauréat via Parcoursup, associée à la mise en place d'un cycle préparatoire intégré (CPI) en un an, dont la mise en place a été confirmée par les ministres de l'enseignement supérieur et de l'agriculture par communiqué en date 20 décembre 2019. Les enseignements de ce CPI s'inscriront dans le nouveau référentiel de compétences vétérinaires publié en 2017 et correspondront aux sciences de base indispensables à la formation vétérinaire, ce qui comprend bien évidemment des sciences de la vie, regroupées ici sous l'intitulé biologie-écologie-santé. Afin de mieux préparer l'organisation de ce CPI, chaque établissement ouvre, à la rentrée 2020, un poste de professeur agrégé/certifié, soit au niveau national deux en biologie-écologie-santé et deux en physique-chimie, qui seront chargés, en coordination étroite avec le chargé de mission nationale et la direction de l'école, d'en décliner le programme selon des méthodes pédagogiques novatrices. A partir de 2021, l'enseignant recruté sera rejoint par d'autres agrégés/certifiés affectés dans l'école ou vacataires, et assurera sa part de l'enseignement.
Objectifs du poste	L'enseignant à recruter intégrera au sein du département Sciences Biologiques et Fonctionnelles. Outre les missions spéciales de la première année de son recrutement, il contribuera à partir de 2021 à l'enseignement de biochimie, de biologie cellulaire et de biologie des organismes prévus dans le CPI. Il participera éventuellement, dans la limite de son service, aux missions de tutorat des étudiants vétérinaires et pourra, en complément de ses obligations de service, développer des activités de recherche. Le poste est basé à Toulouse (31). Ce poste présente un grand intérêt pour un enseignant du secondaire ou de classe préparatoire aux grandes écoles, pour les raisons suivantes : - il permet d'être confronté à un public homogène d'étudiants vétérinaires, très motivés ; - l'enseignement porte sur des domaines issus du domaine de la biologie, santé animale et humaine ; - ce poste permet d'exercer son potentiel créatif en appui des collègues agrégés et des enseignants-chercheurs des écoles vétérinaires ; - il permet enfin, le cas échéant, une intégration dans une équipe de recherche reconnue.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Mission d'ingénierie pédagogique : L'enseignant participera à la phase finale de l'élaboration des compétences, capacités et objectifs d'apprentissage visés par le CPI. Il favorisera le recrutement des collègues qui le rejoindront l'année suivante. Il contribuera à créer les conditions pour que le CPI, bien que spécifiquement dédié à la formation vétérinaire, ne crée pas un décalage majeur avec les formations de BCPST (concours A), de licence (concours B), et des préparations ATS (concours C). Pour l'année 2020-2021, ces missions seront exclusives de tout service d'enseignement. Mission d'enseignement : L'enseignant à recruter est amené à enseigner dans le CPI, avec éventuellement une participation à l'enseignement vétérinaire dans les années ultérieures du cursus. Il sera chargé, notamment, d'avoir recours à des méthodes pédagogiques innovantes faisant largement appel au numérique, au travail personnel et à des travaux de groupe. Il ancrera son enseignement dans le socle du référentiel de diplôme, selon une approche « compétences », et s'attachera à le faire évoluer selon les principes de la démarche qualité en vigueur à l'ENVT. Les obligations de service d'enseignement s'inscriront dans le cadre du décret n°93-461 du 25 mars 1993 relatif aux obligations de service des personnels enseignants du second degré affectés dans les établissements d'enseignement supérieur Autres missions : L'enseignant participera à la coordination des enseignements, au tutorat des étudiants vétérinaires, à l'information des lycéens et contribuera au recrutement du CPI. Il sera électeur et éligible dans les conseils institutionnels de l'établissement (conseil des enseignants, conseil de l'enseignement et de la vie étudiante, conseil d'administration), et pourra également, dans la mesure du temps disponible et après l'accord de la direction, intégrer une équipe de recherche de l'établissement.
Champ relationnel	Étudiants, enseignants-chercheurs d'écoles vétérinaires, d'IUT et d'université professeurs de BCPST, autres enseignants en charge du CPI dans les trois autres écoles nationales vétérinaires (ENV).
Compétences liées au poste	La personne recrutée devra être titulaire d'une agrégation de sciences de la vie, de la terre et de l'univers ou d'un CAPES avec une forte affinité pour les sciences biologiques (secteurs A et B). Il devra également faire la preuve d'une appétence forte pour l'innovation pédagogique et pour l'usage du numérique en formation, notamment via un dispositif de classes inversées.
contacts	- Pr Marc Gogny, chargé de mission CPI : marc.gogny(at)oniris-nantes.fr - Pr Caroline Lacroux, directrice des Études et de la Vie Étudiante, ENVT : caroline.lacroux(at)envt.fr

Corps : PRAG, PRCE ou PCEA - n° RenoirH A2ONI00424 - n° circulaire 4919
Catégorie : A+ ou A

Professeur agrégé ou certifié affecté dans l'enseignement supérieur, Oniris, école nationale vétérinaire de Nantes, en charge des enseignements de physique-chimie du cycle préparatoire intégré et de la coordination

Poste vacant, prise de fonctions : septembre 2020

Présentation de l'environnement professionnel	Les quatre écoles nationales vétérinaires (ENV Alfort, Oniris Nantes, Vetagro-sup Lyon et ENV Toulouse) sont des établissements d'enseignement supérieur placés sous la tutelle du ministère de l'agriculture. Ces écoles ont décidé d'ouvrir, à la rentrée 2021, une nouvelle voie de recrutement, au niveau baccalauréat via Parcoursup, associée à la mise en place d'un cycle préparatoire intégré (CPI) en un an, dont la mise en place a été confirmée par les ministres de l'enseignement supérieur et de l'agriculture par communiqué en date 20 décembre 2019. Les enseignements de ce CPI s'inscriront dans le nouveau référentiel de compétences vétérinaires publié en 2017 et correspondront aux sciences de base indispensables à la formation vétérinaire, ce qui comprend de la chimie et des sciences physiques nécessaires pour comprendre les phénomènes naturels et biologiques, ainsi que les technologies associées. Afin de mieux préparer l'organisation de ce CPI, chaque établissement ouvre, à la rentrée 2020, un poste de professeur agrégé/certifié, soit au niveau national deux en biologie-écologie-santé et deux en physique-chimie, qui seront chargés, en coordination étroite avec le chargé de mission nationale et la direction de l'école, d'en décliner le programme selon des méthodes pédagogiques novatrices. A partir de 2021, l'enseignant recruté sera rejoint par d'autres agrégés/certifiés affectés dans l'école ou vacataires, et assurera sa part de l'enseignement.
Objectifs du poste	L'enseignant à recruter intégrera au sein du département Biologie, Pharmacologie, Sciences des Aliments. Outre les missions spéciales de la première année de son recrutement, il contribuera à partir de 2021 à l'enseignement de physique appliquée aux sciences vétérinaires, de chimie générale et de chimie organique prévus dans le CPI. Il participera éventuellement, dans la limite de son service, aux missions de tutorat des étudiants vétérinaires et pourra, en complément de ses obligations de service, développer des activités de recherche. Le poste est basé à Nantes (site d'Oniris à définir) Ce poste présente un grand intérêt pour un enseignant du secondaire ou de classe préparatoire aux grandes écoles, pour les raisons suivantes : - il permet d'être confronté à un public homogène d'étudiants vétérinaires, très motivés ; - ce poste permet d'exercer son potentiel créatif en appui des collègues agrégés et des enseignants-chercheurs des écoles vétérinaires ; - il permet enfin, le cas échéant, une intégration dans une équipe de recherche reconnue.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Mission d'ingénierie pédagogique : L'enseignant participera à la phase finale de l'élaboration des compétences, capacités et objectifs d'apprentissage visés par le CPI. Il favorisera le recrutement des collègues qui le rejoindront l'année suivante. Il contribuera à créer les conditions pour que le CPI, bien que spécifiquement dédié à la formation vétérinaire, ne crée pas un décalage majeur avec les formations de BCPST (concours A), de licence (concours B), et des préparation ATS (concours C). Pour l'année 2020-2021, ces missions seront exclusives de tout service d'enseignement. Mission d'enseignement : L'enseignant à recruter est amené à enseigner dans le CPI, avec éventuellement une participation à l'enseignement vétérinaire dans les années ultérieures du cursus. Il sera chargé, notamment, d'avoir recours à des méthodes pédagogiques innovantes faisant largement appel au numérique, au travail personnel et à des travaux de groupe. Il ancrera son enseignement dans le socle du référentiel de diplôme, selon une approche « compétences », et s'attachera à le faire évoluer selon les principes de la démarche qualité en vigueur à Oniris. Les obligations de service d'enseignement s'inscrivent dans le cadre du décret n°93-461 du 25 mars 1993 relatif aux obligations de service des personnels enseignants du second degré affectés dans les établissements d'enseignement supérieur Autres missions : L'enseignant participera à la coordination des enseignements, au tutorat des étudiants vétérinaires, à l'information des lycéens et contribuera au recrutement du CPI. Il sera électeur et éligible dans les conseils institutionnels de l'établissement (conseil des enseignants, conseil de l'enseignement et de la vie étudiante, conseil d'administration), et pourra également, dans la mesure du temps disponible et après l'accord de la direction, intégrer une équipe de recherche de l'établissement.
Champ relationnel	Étudiants, enseignants-chercheurs d'écoles vétérinaires, d'IUT et d'université professeurs de BCPST, autres enseignants en charge du CPI dans les trois autres écoles nationales vétérinaires (ENV).
Compétences liées au poste	La personne recrutée devra être titulaire d'un CAPES ou d'une agrégation de physique-chimie avec une forte affinité pour la chimie. Il devra également faire la preuve d'une appétence forte pour l'innovation pédagogique et pour l'usage du numérique en formation, notamment via un dispositif de classes inversées.
contacts	- Pr Marc Gogny, chargé de mission CPI : marc.gogny(at)oniris-nantes.fr - Pr Catherine Magras, Direction des Etudes et de la Vie Etudiante, Oniris : catherine.magras(at)oniris-nantes.fr

N° de poste RENOIRH : A2ONI00425 N° du poste : 4920 Catégorie : PCEA – Professeur agrégé Emploi type RMM : AGRESREF04 Chargé/chargée d'enseignement dans l'enseignement supérieur agricole	
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	Oniris et AgroCampus Ouest, deux grandes écoles publiques sous tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, sont des établissements de statut EPSCP. Elles forment près de 3000 étudiants (Ingénieur-Master-Doctorat) et s'appuient sur 270 enseignants et enseignants-chercheurs et 750 agents administratifs et techniques. Ces deux grandes écoles se sont récemment engagées dans un partenariat portant sur le recrutement post bac et un cycle préparatoire (L1, L2) communs pour la formation d'ingénieurs en agroalimentaire. A terme (rentrée 2021), 65 à 70 étudiants seront ainsi recrutés via le dispositif ParcourSup pour suivre le cycle préparatoire, à l'issue duquel 20 à 25 étudiants rejoindront le cursus ingénieur d'Oniris et 45 le cursus ingénieur agroalimentaire d'AgroCampus Ouest, pour réaliser les niveaux L3 à M2 de leur formation.
Objectifs du poste	C'est dans ce contexte collaboratif et de mutualisation de formation que la personne recrutée par Oniris réalisera des enseignements de Physique - Chimie au niveau Licence, à Rennes sur le campus d'AgroCampus Ouest, dans le cadre du cycle commun Oniris-ACO préparatoire, à la formation initiale d'ingénieur Agro-Alimentaire. La personne recrutée veillera à maintenir les liens avec Oniris et les équipes pédagogiques du L3-M2 ce qui pourra nécessiter des déplacements pour des activités précisées qui se feront sur Nantes.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Service statutaire d'enseignement et d'encadrement est de 384 heures équivalent TD à répartir selon 4 missions : Mission 1 : Piloter et dispenser les enseignements de Physique-Chimie dans le cycle préparatoire. S'investir dans les enseignements de Physique-Chimie en lien avec les formations initiales d'ingénieur agro-alimentaire d'Oniris et d'AgroCampus Ouest (sciences de l'alimentation). Evaluer les compétences et connaissances acquises. Mission 2 : Assurer la veille et l'animation autour des contenus des enseignements de la Physique-Chimie en particulier dans le cadre de la réforme du baccalauréat. Assurer une veille sur l'enseignement de la Physique-Chimie dans l'enseignement supérieur, plus précisément au sein du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et dans les classes préparatoires BCPST (biologie, chimie, physique et sciences de la Terre) Mission 3 :

	Mener une réflexion sur l'ingénierie pédagogique des enseignements de Physique – Chimie en lien avec les cursus ingénieurs agroalimentaires. Mission 4 : S'impliquer dans la vie collective des établissements et particulièrement dans le renforcement des liens tissés entre Oniris et AgroCampus Ouest. Participer aux réunions de service et de coordination des enseignements du cycle préparatoire en lien avec les directions des Formations et de la Vie Etudiante d' AgroCampus Ouest et d'Oniris Participer aux réflexions pédagogiques internes d'Oniris en lien avec les évolutions du cycle L3-M2. Service envisagé : Thermodynamique : fondements et applications Mécanique du point matériel et optique Mécanique des fluides et transferts thermiques Chimie organique générale et chimie analytique
Champ relationnel du poste	Afin d'assurer le tissage étroit des liens pédagogiques entre les cours de Physique-Chimie de L1-L2 et leurs applications dans la suite du parcours, en Génie des Procédés et plus globalement en Science et technologie des aliments de la formation ingénieur des deux établissements, la personne recrutée sera positionnée au sein d'Oniris auprès du Département GPA, chargé de l'enseignement des procédés, et en particulier des opérations unitaires de transformation, compétences nécessaires pour le développement de nouveaux produits alimentaires. Ce développement en lien avec la formulation, vise à apporter les qualités nutritionnelles et fonctionnelles souhaitées dans un souci de durabilité de la production.
Compétences liées au poste	- Intérêt et ouverture sur l'innovation en matière de pédagogie - Intérêt pour une approche de la Physique-Chimie appliquée dans un cycle préparatoire aux grandes écoles - Capacité à travailler en équipe - Excellent relationnel et capacité à tisser du lien entre deux établissements et à s'intégrer dans des équipes d'enseignement pluridisciplinaires et interdisciplinaires - Capacité à travailler en distanciel avec les équipes d'Oniris et de reporting - Grande capacité d'adaptation, ouverture d'esprit.
Personnes à contacter	Pour les informations scientifiques et pédagogiques Pr. Olivier Rouaud Responsable du dpt Génie des Procédés Alimentaires - Oniris Tel: 33 (0) 2 51 78 54 23 Pr Francine Fayolle Animatrice Pédagogique Groupe Projet Formation - ingénieur - Oniris Tel: 33 (0) 2 51 78 54 12 Pour les informations administratives et RH Mme Nathalie JOUBERT, gestionnaire des enseignants Tel : 33 (0) 2 40 68 28 27

Annexe A bis _ Listes des postes enseignants offerts dans les lycées professionnels maritimes

Secteur Enseignement

Enseignement professionnel

EM/Pêches maritimes / PLPA

région	établissement	N°poste	V	SV	Précision
Bretagne	Lycée prof maritime de Paimpol (22)	9000	0	3	
	Lycée prof maritime de Guilvinec-Treffiagat (29)	9001	1	0	
	Lycée maritime de St Malo (35)	9002	0	1	
	Lycée prof maritime d'Etel (56)	9003	1	0	
Nouvelle Aquitaine	Lycée rég. d'ens. maritime et aqua de la Rochelle (17)	9004	0	2	
Occitanie	Lycée de mer Paul Bousquet de Sète (34)	9005	1	0	
Pays de la Loire	Lycée prof maritime des pays de loire (44)	9006	0	1	

EM/Mécanique navale / PLPA

région	établissement	N°poste	V	SV	Précision
Bretagne	Lycée prof maritime d'Etel (56)	9007	1	0	
Hauts de France	Lycée prof maritime Boulogne Le Portel (62)	9008	1	0	
Nouvelle Aquitaine	Lycée maritime de Ciboure (64)	9009	0	1	
Occitanie	Lycée de mer Paul Bousquet de Sète (34)	9010	2	0	

EM/Nav et tech navire / PLPA

région	établissement	N°poste	V	SV	Précision
Bretagne	Lycée prof maritime de Paimpol (22)	9011	1	0	
	Lycée maritime de St Malo (35)	9012	1	1	
	Lycée prof maritime d'Etel (56)	9013	1	0	
Hauts de France	Lycée prof maritime Boulogne Le Portel (62)	9014	1	0	
Normandie	Lycée maritime et aquacole de Cherbourg (50)	9015	1	0	
Normandie	Lycée maritime Anita Conti de Fécamp (76)	9016	1	0	
Nouvelle Aquitaine	Lycée maritime de Ciboure (64)	9017	0	1	
Nouvelle Aquitaine	Lycée rég. d'ens. maritime et aqua de la Rochelle (17)	9018	0	1	
Pays de la Loire	Lycée prof maritime des pays de loire (44)	9019	1	1	

EM/Electrotech maritimes / PLPA

région	établissement	N°poste	V	SV	Précision
Bretagne	Lycée prof maritime de Guilvinec-Treffiagat (29)	9020	0	1	
	Lycée maritime de St Malo (35)	9021	3	0	
Nouvelle Aquitaine	Lycée rég. d'ens. maritime et aqua de la Rochelle (17)	9022	0	1	

Nouvelle Aquitaine	Lycée maritime de Ciboure (64)	9023	0	1	
Occitanie	Lycée de mer Paul Bousquet de Sète (34)	9024	1	0	
Enseignement général					
EPS/PCEA					
région	établissement	N°poste	V	SV	Précision
Occitanie	Lycée de mer Paul Bousquet de Sète (34)	9025	0	1	
Pays de la Loire	Lycée prof maritime des pays de loire (44)	9026	1	0	
ANGLAIS/PCEA					
région	établissement	N°poste	V	SV	Précision
Bretagne	Lycée prof maritime de Guilvinec-Treffiagat (29)	9027	0	1	
SESG/Eco Sociale et fam. / PLPA					
région	établissement	N°poste	V	SV	Précision
Bretagne	Lycée maritime de St Malo (35)	9028	0	1	
	Lycée prof maritime d'Etel (56)	9029	0	1	
Lettres Histoire / PLPA					
région	établissement	N°poste	V	SV	Précision
Bretagne	Lycée prof maritime d'Etel (56)	9030	0	1	
Normandie	Lycée maritime et aquacole de Cherbourg (50)	9031	0	2	
Normandie	Lycée maritime Anita Conti de Fécamp (76)	9032	0	1	
Nouvelle Aquitaine	Lycée rég. d'ens. maritime et aqua de la Rochelle (17)	9033	0	1	
Occitanie	Lycée de mer Paul Bousquet de Sète (34)	9034	1	0	
Maths Physique-Chimie / PLPA					
région	établissement	N°poste	V	SV	Précision
Bretagne	Lycée prof maritime de Paimpol (22)	9035	0	1	
	Lycée maritime de St Malo (35)	9036	0	1	
Normandie	Lycée maritime et aquacole de Cherbourg (50)	9037	0	1	
Normandie	Lycée maritime Anita Conti de Fécamp (76)	9038	1	0	
Nouvelle Aquitaine	Lycée rég. d'ens. maritime et aqua de la Rochelle (17)	9039	0	1	
Pays de la Loire	Lycée prof maritime des pays de loire (44)	9040	0	1	
Lettres Anglais / PLPA					
région	établissement	N°poste	V	SV	Précision
Bretagne	Lycée prof maritime de Guilvinec-Treffiagat (29)	9041	1	0	
	Lycée prof maritime d'Etel (56)	9042	0	1	
Pays de la Loire	Lycée prof maritime des pays de loire (44)	9043	0	1	
Biologie/écologie PLPA					

région	établissement	N°poste	V	SV	Précision
Nouvelle Aquitaine	Lycée rég. d'ens. maritime et aqua de la Rochelle (17)	9044	0	1	
PS/Aquaculture / PLPA					
région	établissement	N°poste	V	SV	Précision
Occitanie	Lycée de mer Paul Bousquet de Sète (34)	9045	0	1	

Annexe B bis _ Listes des postes d'éducation offerts dans les lycées professionnels maritimes

Secteur Education

CPE / Cons.Prin.Educ.

région	établissement	N°poste	V	SV	Précision
Bretagne	Lycée maritime de St Malo (35)	9046	0	1	
Normandie	Lycée maritime et aquacole de Cherbourg (50)	9047	0	1	
Nouvelle Aquitaine	Lycée rég. d'ens. maritime et aqua de la Rochelle (17)	9048	0	1	
Pays de la Loire	Lycée prof maritime des pays de loire (44)	9049	0	1	